

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°5

MARS-AVRIL 1984

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais, kurde, italien, espagnol et turc.

Prix au numéro : France: 25 FF — Etranger : 30 FF
Abonnement annuel (6 numéros) France : 120 F — Etranger : 150 FF

Périodique bimestriel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66
www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

SOMMAIRE : L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'INSTITUT,
LES 25 ET 26 FEVRIER 1984
NEWROZ 1984
LA JOURNEE DES FEMMES
ACTIVITES CULTURELLES ET SPORTIVES
PROJETS
HEVI
NOUVEAUX LIVRES, ETUDES
LES PUBLICATIONS EN VENTE

ASSEMBLEE GENERALE
DE L'INSTITUT

L'Assemblée Générale Annuelle de l'Institut Kurde s'est tenue au siège de l'Institut, 106, rue La Fayette, les 25 et 26 février derniers.

*A l'ordre du jour : - le rapport sur la situation morale et financière de l'Institut
- la refonte des statuts de l'Association.*

LE RAPPORT MORAL :

(Extraits du rapport présenté par le Président de l'Institut)

"1983 a été, pour l'Institut, une année de mise en place :

- Mise en place matérielle. Aménagement et équipement des locaux.*
- Mise en place d'une équipe. Tâche difficile, car il a fallu allier, à la confiance qu'exige le fait de travailler à l'Institut, l'impartialité dans les conflits inter-kurdes, l'efficacité, ainsi qu'un minimum d'équilibre entre les Kurdes de diverses origines géographiques.*

Le manque d'expérience, dont nous souffrions tous, n'ayant jamais travaillé dans des conditions similaires, a été heureusement assez largement compensé par l'enthousiasme et le dévouement, ainsi que, il faut le souligner, la participation très active de nombreux collaborateurs bénévoles.

- Mise en place d'une section, en République Fédérale Allemande, ce qui a demandé beaucoup de temps, d'énergie et d'argent. Effort indispensable, pour l'implantation dans la communauté kurde de ce pays.
- Mise en place, enfin, dans les esprits et dans les coeurs. Créé à un moment où le mouvement kurde est plus morcelé, plus émietté, plus divisé que jamais, l'Institut a pu, malgré les craintes, appréhensions et critiques du début, faire admettre son existence, réaliser autour de lui un large consensus, même si cela ne va pas encore sans réticences pour certains...
Aujourd'hui, d'Australie en Norvège, de Californie à Taschkent, toutes les communautés kurdes sont au moins au courant de l'existence de l'Institut. Beaucoup en sont très fières...

Un large éventail d'institutions universitaires et centres de recherche de France, d'Europe, d'Amérique et d'Asie ont noué avec nous des premiers contacts, qu'il faut approfondir et étendre...

De très nombreux chercheurs, universitaires, journalistes, étudiants, sont entrés en contact avec l'Institut, qui a permis à des personnalités éminentes soutenant la cause kurde mais ne souhaitant pas se prononcer pour telle ou telle fraction du mouvement kurde, de manifester leur solidarité au peuple kurde en nous rendant visite...

J'évoque cela, non point pour en tirer un quelconque mérite, mais pour indiquer simplement que le peuple kurde a quand même des amis à travers le monde, et que l'Institut a servi de catalyseur...

De même, des Etats européens qui, pour des raisons que nous connaissons, ne veulent pas s'engager politiquement sur la question kurde, sont sans doute contents de trouver, par le biais de l'Institut, un interlocuteur kurde, ne serait-ce que pour régler un certain nombre de problèmes individuels. Mais c'est en même temps une reconnaissance certaine du fait kurde...

Après cette riche expérience d'une année, nous arrivons à un moment crucial. Il s'agit de faire un certain nombre de choix qui vont déterminer l'avenir de l'Institut.

L'Institut doit-il devenir :

- un centre de documentation et de recherche, assurant la coordination entre les chercheurs, écrivains, artistes kurdes, et assumant la tâche de sauvegarde et de renouveau de la culture kurde ?
- une maison de la culture, centre d'animation, de rencontre et d'éducation de la communauté kurde ?
- une maison d'édition ?
- une ambassade kurde ?
- un bureau d'information ?

Toutes ces fonctions, assumées jusqu'ici à l'état embryonnaire sont, d'après notre expérience, utiles et même nécessaires. Faut-il les garder toutes ? En éliminer certaines ? Lesquelles ? Car, faute de moyens matériels et humains, on ne pourra pas les remplir toutes pleinement.

LA REFONTE DES STATUTS

Les anciens statuts de l'Institut Kurde, élaborés suivant un modèle-type d'Association de la Loi de 1901, ne correspondaient pas aux activités multiples ni au mode de fonctionnement de l'Institut. Voici les points importants des nouveaux statuts adoptés par l'Assemblée Générale :

BUT Cette Association a notamment pour but :

- d'étudier et d'encourager les études et les recherches sur la langue, l'art, la littérature, l'histoire et plus généralement sur le patrimoine culturel kurde,
- de contribuer à la sauvegarde, au renouveau et à la diffusion de la culture kurde et de favoriser le dialogue de celle-ci avec d'autres cultures, en particulier celles des peuples voisins,
- d'entretenir les immigrés kurdes dans la connaissance de leur langue et de leur culture,
- de faire connaître à l'opinion publique les dimensions historique, culturelle, sociale et politique de la question kurde.

MOYENS

Pour la réalisation de son but, l'Institut Kurde utilisera notamment les moyens suivants :

- 1) La constitution à Paris d'un Centre de Documentation, destiné à rassembler et à mettre à la disposition du public tous documents (livres, archives, photos, films, disques et cassettes de musique, etc.) ayant trait aux Kurdes, à leur histoire et à leur culture.
- 2) La création à Paris d'un Centre de Recherche destiné à servir de structure de coordination aux chercheurs kurdes de toutes disciplines et aux spécialistes de la question kurde, à promouvoir des échanges avec les organismes d'étude et de recherche et à organiser des colloques, des séminaires et des journées d'étude.
- 3) L'élaboration, l'édition et la diffusion de livres, dictionnaires et lexiques, de manuels scolaires, de bulletins et périodiques, de cassettes et disques, de films en langue kurde et en d'autres langues.
- 4) L'organisation de cours, de stages et de conférences d'initiation à la culture kurde.
- 5) La formation d'animateurs culturels chargés d'alphabétiser dans leur langue maternelle les immigrés kurdes illettrés.
- 6) La mise en place d'un service juridique et social, destiné à faciliter l'insertion des immigrés kurdes dans leur nouvel environnement.
- 7) L'organisation de manifestations culturelles et artistiques.
- 8) La création de sections dans des pays abritant une communauté kurde importante.

MEMBRES

L'Association se compose de :

- membres fondateurs,
- membres actifs,
- membres associés,
- membres bienfaiteurs,
- membres d'honneur.

A - Les membres fondateurs sont les 3 personnes qui en 1982 ont fondé l'Institut Kurde, ainsi que les 12 fondateurs d'honneur...

B - Les membres actifs sont les personnes qui adhèrent aux présents statuts, qui collaborent activement et régulièrement avec l'un des secteurs d'activité de l'Institut Kurde définis à l'Art. 15 et qui s'engagent à verser une cotisation annuelle de 600 FF minimum (ou 50 FF par mois).

Pour devenir membre actif, il faut adresser une lettre de candidature au Président de l'Institut qui la transmettra pour examen au secteur d'activité concerné... Le Conseil d'Administration décide de l'acceptation ou du refus de candidature...

C - Les membres associés sont les personnes qui souhaitent soutenir l'action de l'Institut Kurde par une contribution financière d'au moins 240 FF par an (ou 20 FF par mois) et une collaboration avec l'un des secteurs d'activité... Ils reçoivent le bulletin de liaison de l'Institut et bénéficient en priorité des activités d'animation, du centre de Documentation et des services juridiques et sociaux de l'Institut... Pour devenir membre associé, il faut adresser une demande écrite au Président de l'Institut. Le Bureau du Conseil d'Administration statue sur ces demandes.

D - Les membres bienfaiteurs sont les personnes qui souhaitent promouvoir l'action de l'Institut Kurde et qui apportent, notamment, une contribution annuelle d'au moins 3 000 FF et/ou un don exceptionnel...

E - Les membres d'honneur sont les personnes qui ont rendu des services signalés à la culture kurde...

SECTEURS D'ACTIVITE

Les activités de l'Institut sont réparties entre les secteurs suivants :

- 1) Secteurs centraux. Ce sont les secteurs communs à toutes les sections de l'Institut et qui sont centralisés à son siège social.
 - Le Centre de Documentation. Ce Centre comprend l'ensemble des activités de collecte, de classement et de conservation des documents écrits, sonores, picturaux et filmés.
 - Le Centre de Recherche comporte deux départements :
 - . Le Département de Langue et Littérature, qui regroupe les linguistes et écrivains membres actifs de l'Institut. Ce Département se subdivise en trois commissions : Kurmanci, Sorani et Zaza.
 - . Le Département des Sciences Humaines, qui regroupe les chercheurs en sciences humaines, historiens, ethnologues, sociologues, pédagogues, archéologues, etc., membres actifs de l'Institut.
 - Le Département de l'Audio-Visuel regroupe les activités de photographie et de cinéma. Il se charge notamment de la production et de la diffusion des vidéo-films, de montages audio-visuels et d'exposition de photos.
 - Le Département de la Musique regroupe les musiciens membres actifs de l'Institut. Il se charge de l'organisation de rencontres musicales, de concerts, ainsi que de la production de disques et de cassettes de musique.

- Le Département des Arts Plastiques regroupe les artistes membres actifs de l'Institut.
- Le Département Edition est chargé de l'édition et de la diffusion des publications de l'Institut.
- Le Département Animation et Enseignement regroupe les animateurs et enseignants membres actifs de l'Institut. Ce Département assure la concertation et la coordination avec les secteurs locaux dans ces deux domaines.

2) Secteurs locaux. Ce sont les secteurs qui s'occupent de l'animation socio-culturelle, notamment des activités d'alphabétisation, d'enseignement, d'animation musicale et théâtrale, d'assistance juridique et sociale en faveur des immigrés kurdes, pour permettre une meilleure insertion de ceux-ci dans leur pays d'accueil.

Chaque secteur d'activité est autonome dans l'organisation et la conduite de ses activités...

SECTIONS

Dans chaque pays où réside une communauté kurde importante, l'Institut Kurde créera dès que possible une section ayant pour tâche de concourir, dans le cadre des lois du pays d'accueil, à la réalisation des objectifs énumérés plus haut...

Les sections bénéficient d'une autonomie totale sur le plan juridique et financier. Elles sont tenues de définir, selon les spécificités de leur pays d'accueil, leur propre programme d'activité, leurs structures et de se procurer les moyens financiers adéquats. Ce programme peut comporter la création de secteurs ad hoc, répondant aux besoins propres de la section, pour autant qu'il ne s'écarte pas de la politique culturelle et des orientations générales fixées par l'A.G. de l'Institut. De même, par souci d'une utilisation optimale des ressources humaines et matérielles, les sections sont tenues à une concertation régulière... Les sections de l'Institut Kurde peuvent fonder des antennes ou des branches locales des secteurs d'activité centraux...

CONSEIL CULTUREL NATIONAL

Pour associer toutes les forces vives de la nation kurde à son action de sauvegarde et de renouveau de la culture kurde, l'Institut réunira une fois tous les deux ans, deux mois avant son Assemblée Générale Ordinaire, un Conseil Culturel National, composé de représentants des organisations culturelles, professionnelles, syndicales et politiques ayant une représentativité dans le pays kurde ou dans l'émigration kurde, ainsi que des personnalités kurdes du monde des arts, des lettres et des sciences qui, pour des raisons géographiques ou autres, ne participent pas régulièrement aux activités de l'Institut Kurde...

Consacrés exclusivement à l'avenir de la culture kurde, les travaux de ce Conseil Consultatif pourront éventuellement faire l'objet de publications. Dans la définition de sa politique culturelle, l'Institut Kurde tiendra largement compte des avis et orientations se dégageant de ces assises...

A l'issue de l'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration sortant a été reconduit pour un an. Il doit notamment mettre en place, d'ici fin 1984, les organes définis par les nouveaux statuts et chercher des moyens de faire face à la situation financière précaire de l'Institut.

NEWROZ

L'Institut a commémoré la traditionnelle Fête du Nouvel An, NEWROZ, dans la salle du Cirque d'Hiver, à Paris. Entre 1500 et 1700 personnes y ont participé, dans une ambiance familiale et gaie. Des artistes venus de Suède, d'Allemagne, d'Italie, de France, y ont apporté leur concours. Au programme : CWAN, HEVAL Melike DEMIRAG, DILGEŞ, Mehmet KOÇ, ŞIVAN, TEMO, ainsi que le groupe de danse du Comité des Femmes Kurdes, et les groupes KOMA DILAN, KOMA ZOZAN et TIPIYA MUSIQAY KURDISTAN.

Yilmaz GUNEY a prononcé une allocution.

8 MARS JOURNEE DES FEMMES

Au sein de l'Institut Kurde s'est créé un Comité des Femmes Kurdes en France.

Les objectifs des membres de ce Comité :

- Prendre conscience de la situation des femmes kurdes en France et de leurs conditions de vie,
- Se rencontrer et parler de leurs problèmes,
- Organiser des activités artistiques et culturelles propres aux femmes.

Elles inscrivent dans leurs projets : l'édition d'une brochure bi-annuelle qui traitera des divers sujets concernant les femmes kurdes.

A l'occasion de la JOURNEE INTERNATIONALE DES FEMMES, le 8 mars, le Comité des Femmes Kurdes a participé à l'animation de la Fête organisée par les Femmes membres du Parti Socialiste français, sur le Parvis de la Défense.

ACTIVITES CULTURELLES ET SPORTIVES

En Belgique, l'Institut Kurde a participé à la 7ème Bourse Internationale des Langues, qui s'est tenue le 17 mars 1984, au Parc des Expositions, à Bruxelles.

Week-end : le dimanche 11 mars, film sur l'Erythrée (Patrick Sabatier) et débat sur la lutte de libération du peuple érythréen, avec la participation d'un membre du F.P.L.E.

Cours : les cours se sont arrêtés pour les vacances de Pâques, du 6 au 15 avril. Un nouveau cycle semestriel débutera le 16 avril. Les inscriptions sont ouvertes.

Théâtre : un groupe théâtral kurde vient de se monter à l'Institut. Il a commencé à répéter la pièce "Mihoyê Giyayê Sor".

Foot-ball : Kurdistan Spor, qui s'entraîne régulièrement, a disputé, avec succès, plusieurs matchs.

PROJETS

Du 10 au 31 mai, une exposition de photos de BERTOLINO, ERIKSONN, GUITTOT, KUTSCHERA, REZA sur le Kurdistan se tiendra dans les locaux de l'Institut, 106, rue La Fayette. Entrée libre, de 14h. à 19h.

Les 13 et 14 juin, l'université de Dortmund, la Rheinisch-Westfälische Auslandsgesellschaft Association et la Section Allemande de l'Institut Kurde organisent à Dortmund des Journées d'Etudes consacrées aux Kurdes. A cette occasion, auront lieu une semaine cinématographique (festival Güney), une exposition de photos sur le Kurdistan et une exposition de peintres kurdes.

PUBLICATIONS

HÊVÎ

Le deuxième numéro de Hêvî, périodique en langue kurde de l'Institut, actuellement à l'impression, sortira en avril.

Au sommaire :

- *Hommage à Tewfiq Wehby, avec plusieurs articles consacrés à sa vie et à son oeuvre,*
- *Extraits de Mémoires inédits d'Ihsan Nouri Pacha, chef de la révolte kurde du Mont Ararat en 1927-1930,*
- *Une étude historique d'Helkewt Hakim sur "La fondation de la ville de Suleymaniyé",*
- *Deux articles sur les problèmes linguistiques, dus à Osman Sebrî et Ferhad Shakely,*
- *Une étude du Rojen Barnas sur Melayê Batê, poète kurde du 18e siècle, auteur notamment du très populaire "Mewlûd" (Poème de la naissance du Prophète) en langue kurde,*
- *Une étude de l'émir Celadet Bedir Khan sur le "Mewlûd" en dialecte zaza,*
- *"Le symbolisme et Rimbaud", de Simko Nakam,*
- *"Remarques sur deux bibliographies" du dr Jemshid Haydari, ainsi que des poèmes, des nouvelles et des recueils de folklore.*

MIZGÎN

Le deuxième numéro de Mizgîn, la revue bimestrielle de la Section Allemande de l'Institut Kurde, édité en collaboration avec la Croix-Rouge allemande, sortira également en avril.

Au sommaire :

- *Nouvelles de la Croix-Rouge,*
- *Actualités*
- *Un article historique de Siyamend Othman : Saladin et l'époque des Croisades*
- *Un article sur Louis Pasteur,*
- *Une étude de Kemal Fuad sur la Langue et la Littérature kurdes,*
- *Un Conte tiré du recueil de Roger Lescot, ainsi que des poèmes, un conte pour enfants...*

PRODUCTIONS NOUVELLES

VIDEO-CASSETTE

Une première vidéo-cassette en langue kurde vient d'être réalisée à l'Institut. Il s'agit d'un documentaire de 62', réalisé par "Kurdistan Film Collective", (Londres), sur le Kurdistan d'Irak dans les années 1960-1970. Disponible en PAL et SECAM. Prix de vente : 400 F.

La version française est en cours de fabrication. Les versions anglaise et allemande sont disponibles.

CASSETTES DE MUSIQUE

8 cassettes de musique populaire kurde viennent d'être éditées par l'Institut. Sélectionnés à partir des archives sonores rassemblées à l'Institut, il s'agit d'enregistrements effectués au Kurdistan. Ces cassettes sont les premières d'une série, qui comportera tous les ans une vingtaine de cassettes. Prix de vente : 35 F.

A SIGNALER : Premiers pas vers un théâtre kurde. Représentation à Stockholm, par la Troupe Populaire, d'une pièce de Aysa Emel et Mahmut Baksi. Musique réalisée par le Koma Zozan. Au mois d'avril.

Soirée d'Information et de Solidarité avec les peuples turc et kurde, à la Maison de Quartier de Villejean, RENNES, le 25 avril prochain.

Les 28 et 29 avril, à l'initiative du Centre Culturel International, un symposium sur la situation géopolitique du Kurdistan. VIENNE, Annagasse 20. Avec la participation de spécialistes autrichiens et kurdes.

Vient de paraître : "Saladin's söhne. Die Kurden, das betrogene volk" (Les Fils de Saladin, les Kurdes, un peuple trahi), de Günther Deschner. Editions Droemer Knaur.

Un mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine : "Le mouvement national kurde de 1945 à nos jours", de Sylvie Denis. Université de Rennes II.

MEDIAS

Dimanches 26 février et 4 mars, TF1, 9h.30, émissions consacrées aux Juifs du Kurdistan

Mardi 20 mars, France-Culture a consacré une émission au Nouvel An Kurde (Newroz). 16h 30.

Mardi 20 mars, dans le cadre de l'émission "Les mardis de l'information", TF1, projection d'un film de 20', réalisé en Iran : "Coup de main sur le Kurdistan".

Vendredi 30 mars, TF1, 13h., Maître S. KAYA, avocat au Barreau de Diyarbakir, a apporté son témoignage sur les tortures infligées aux prisonniers kurdes dans la prison militaire de Diyarbakir.

Jeudi 5 avril, Antenne 2. L'émission "Résistance" diffuse le témoignage du Dr Nouredine Zaza, auteur de "Ma vie de Kurde", membre fondateur de l'Institut Kurde.

Jeudi 19 avril, de 11h à 12h, RADIO 3 (88,8 MHz) diffuse une émission sur la vie au Kurdistan.

Mardi 1er mai, sur France-Culture, retransmission du programme de Newroz et émission sur l'Institut, à 22h 30 (émission "Les nuits magnétiques").

En R.F.A., la Télévision Allemande, 2e Chaîne) a diffusé le 18 février dernier un film consacré à l'Institut Kurde.

DIASPORA

A partir du numéro de septembre prochain, dans ce bulletin, une nouvelle rubrique, intitulée "DIASPORA" annoncera ou rendra compte de toutes les initiatives (manifestations, fêtes, réunions, journées d'étude, réalisations) des groupes kurdes à travers l'Europe, en fonction des informations qui nous seront adressées.

PUBLICATIONS EN VENTE

L'Institut Kurde diffuse des livres, disques et cassettes. Vous en trouverez la liste ci-dessous. Pour vous les procurer, envoyez le bon de commande ci-dessous, avec votre règlement, par chèque, CCP ou mandat. Aucun envoi ne sera fait contre remboursement.

LIVRES	<i>LES KURDES, de Basile Nikitine</i>	110 F	
	<i>LES KURDES ET LE KURDISTAN, ouvrage collectif, Maspéro</i>	35 F	
	<i>PEOPLE WITHOUT A COUNTRY, ouvrage collectif, en anglais</i>	65 F	
	<i>LE KURDISTAN IRAKIEN, ENTITE NATIONALE, de I.C.Vanly</i>	90 F	
	<i>LE MOUVEMENT NATIONAL KURDE, de Chris Kutschera</i>	145 F	
	<i>LETTRE A L'UNESCO, de Beşikçi, en turc</i>	20 F	
	<i>MA VIE DE KURDE, de N. Zaza</i>	70 F	
	<i>LES CHAMPS DE YUREGHIR, de Y. Güney</i>	85 F	
	<i>GRAMMAIRE KURDE, de Bedir Khan et Lescot</i>	125 F	
	<i>MANUEL DE KURDE SORANI, de J. Blau</i>	80 F	
	<i>ANTHOLOGIE DE LA POESIE POPULAIRE KURDE</i>	35 F	
DISQUES	<i>KURDISH MUSIC I (UNESCO)</i>	80 F	
	<i>TEMO, BARDE DU KURDISTAN</i>	70 F	
	<i>CHANTS ET MUSIQUES DU KURDISTAN, Groupe KOMA ZOZAN</i>	55 F	
	<i>ŞIRIN et l'orchestre R.F.A.S.</i>	70 F	
CASSETTES	<i>BANGIN U JIYAN</i>	}	35 F
	<i>BERTIWARGER, N° 1</i>		
	<i>BIRINDAR, N° 1, 2; 3</i>		
	<i>CWAN, N° 2</i>		
	<i>DILGEŞ</i>		
	<i>FEQIYE TEYRA, N° 2</i>		
	<i>GULISTAN, N° 1, 2, 3</i>		
	<i>ŞIRIN, N° 1, 3</i>		
	<i>ŞIVAN, N° 1, 2, 3, 4, 5, 7, et "Ji bo zarokên"</i>		
<i>THE VOICE OF KURDISAN, musique des peshmergas</i>			
<i>ZILFI, N° 3</i>			
CARTES - AFFICHES	<i>Cartes postales couleur (2F), noir et blanc (1F)</i>	30 F	
	<i>Affiches de l'Exposition</i>		
BROCHURES - REVUE	<i>Mixgîn N° 1 et 2</i>	15 F	
	<i>Hêvt</i>	40 F	
	<i>Studia Kurdica</i>	40 F	
	<i>Bulletin de l'Institut (numéros précédents)</i>	15 F	

LIVRES ET PERIODIQUES EN LANGUE KURDE

POESIE	<i>Cigerawîn</i> : RONAK	}	35 F
	ZEND-AVISTA		
	SEFAK		
	HÊVÎ		
	<i>Firat Cewerî</i> : DÊ ŞÊRÎNE			25 F

LIVRES D'ENFANTS	<i>M.E. Bozarslan</i> : MEYRO	}	35 F
	MÎR ZORO		
	GURÊ BILURVAN		
	<i>M. Bakst</i> : KEÇA KURD ZOZAN		
	ZAROKÊN IHSAN		
	<i>A. Lindgren, I. Wikland</i> : BELÊ LOTTA KARE BAJO		
	<i>G. Bergstrom</i> : MA TU TIRSONEK Î ALFONS OBERG		
<i>L. Ferick, J. Carlbrand</i> : MA GAKÛVÎ KÛCIKAN DIXWIN	}	35 F	
KINO DIGOT ALIKARÎ BIKIM			
ALFONSÊ ŞÎT			

PERIODIQUES	<i>Hêlîn</i> (n° 1 à 8)	6 F
	<i>Hêvî</i> (n° 1 à 11)	6 F
	<i>Kultîk</i> (n° 1 à 11)	10 F
	<i>Roja Nû</i> (revue artistique et culturelle) (n° 1 à 4)	12 F
	<i>Tîrêj</i> (n° 2 à 4)	20 F

ROMANS	<i>Ereb Şemo</i> : DIM DIM	30 F
	<i>Mahmut Bakst</i> : HÊLÎN	25 F
	<i>Birîndar</i> : XANÊ	15 F
	SORO	30 F

BON DE COMMANDE

N° 5

Je désire recevoir les publications suivantes :

.....	Nombre	..... x	..... F =	..... FF
.....	Nombre	..... x	..... F =	..... FF
.....	Nombre	..... x	..... F =	..... FF
.....	Nombre	..... x	..... F =	..... FF
.....	Nombre	..... x	..... F =	..... FF

Je joins un chèque de F, représentant le montant de ma commande.

NOM :

ADRESSE :

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

N° 5

Je souhaite contribuer à l'action culturelle de l'Institut Kurde.
Je vous envoie un chèque de F.

Je souhaite recevoir régulièrement le bulletin de l'Institut.
Je vous envoie un chèque de 50 F, représentant l'abonnement annuel.

NOM :

ADRESSE :

BON DE COMMANDE **HÊVÎ** (revue culturelle en langue kurde)

Je souhaite recevoir exemplaires de HÊVÎ, au prix unitaire de 40 FF (pour la France) ou 6\$ (pour l'étranger).

Je souhaite souscrire abonnements à HÊVÎ (2numéros par an), pour le prix unitaire de 80 FF (pour la France) ou 12 \$ (pour l'étranger).

Je vous adresse mon règlement de par chèque bancaire, CCP, mandat-lettre, mandat international, à l'ordre de L'INSTITUT KURDE DE PARIS.

NOM :

ADRESSE :

BON DE COMMANDE **Etudes Kurdes** (revue bilingue arabo-persane)

Je souhaite recevoir exemplaires de ETUDES KURDES, au prix unitaire de 40 FF (pour la France) ou 6 \$ (pour l'étranger).

Je souhaite souscrire abonnements à ETUDES KURDES (2 numéros par an). pour le prix unitaire de 80 FF (pour la France) ou 12 \$ (pour l'étranger).

Je vous adresse mon règlement de par chèque bancaire, CCP, mandat-lettre, mandat international, à l'ordre de L'INSTITUT KURDE DE PARIS.

NOM :

ADRESSE :

il manifesto

TELEGRAMME DE BREST

Liberation

LE SOIR

Fédération
Internationale
des Droits
de l'Homme

La Republique des Pyrenées

Midi
Midi Occident

DIE BRÜCKE

LE MATIN
DE PARIS

Народна **КВАТРА**

LYON MATIN

Le Monde

Die Grüner

REVUE DE PRESSE
BERHEVOKA ÇAPÉ
RIVISTA STAMPA
THE PRESS REVIEW
BASIN DERLEMESİ
DENTRO DE LA PRENSA
PRESSEREVUE

LA CROIX



LA GAZETTE
DE LAUSANNE

LE FIGARO

SEMAINE PROVENCE

THE GUARDIAN
vie culturelle

L'EXPRESS

SYDNEY MORNING
HERALD

Cumhuriyet
LE MONDE
diplomatique

Le Parisien

CROIRE

Hürriyet

africaine
asiatique

L'Humanité

Télérama

FINANCIAL TIMES

PATRIMOINE

En attendant un pays, ils ont un institut à Paris

Pour les 450 à 500 000 Kurdes vivant en Europe Occidentale, en majorité des immigrés turcs, un institut kurde fonctionne à Paris depuis un an. Animation, enseignement, recherches... et un travail de longue haleine : un dictionnaire kurde de 55 000 mots.

Les timbres devaient être rares. Ils ont été arrachés. Adresse de l'expéditeur : Arménie Soviétique. Un peu ému, Kendal Nezan déplie la lettre, une mauvaise feuille de papier recouverte d'une écriture serrée. Un Kurde soviétique, qui a eu connaissance de l'existence de l'institut à Paris, envoie un extrait du journal kurde local. D'URSS toujours, un autre a fait parvenir une chanson traditionnelle kurde, accompagnée de la partition dessinée à la main. Du Japon, un chercheur a expédié sa thèse sur la musique kurde, ravi de pouvoir enfin la diffuser.

Coup de téléphone. Kendal, directeur de l'institut, décroche : Genève. Un Kurde, qui a envoyé quelques jours plus tôt un manuscrit avec la couverture du livre, composée à l'avance à ses frais, s'enquiert de la date de publication...

Un an après sa création, outre les lettres qui affluent depuis l'Australie jusqu'au Canada, l'institut kurde de Paris a déjà reçu 43 manuscrits. Aucun n'a encore été publié. Mais après l'achat du matériel de composition, l'institut compte en éditer quatre ou cinq d'ici la fin de l'année. Les compositions dont il dispose lui permettent jusqu'ici de publier le bulletin d'information et de liaison — en sept langues — et deux revues de recherche, l'une en arabe et en persan, l'autre en kurde.

« Bilan encourageant ». Kendal n'a jamais douté de l'utilité du centre.

« Nous sommes la seule communauté au monde, forte de dizaines de millions de membres, à ne pas disposer d'une maison d'édition propre ». Kurde de Turquie, Kendal Nezan, physicien, est arrivé en France en 1970. « En Turquie, le simple fait de se dire Kurde est passible de 7 ans de prison. Être un étranger sur sa propre terre, vivre avec ce mensonge originel (selon Ankara, il n'y a pas de Kurdes en Turquie, mais seulement des Turcs NDLR), je ne pouvais plus supporter ». Venu poursui-

vre ses études, Kendal se retrouve engagé tout naturellement. Au lendemain du coup d'état militaire de 1971, fuyant le pays, des exilés kurdes s'entassent dans sa petite chambre de la cité universitaire. Bulletins, travail d'information.

« Avec un groupe d'intellectuels kurdes de divers pays, et d'horizons politiques différents, le projet de l'institut germe quelques années plus tard. Pourchassés, les Kurdes n'ont plus les moyens de transmettre leur patrimoine. Il faut sauver une identité culturelle en voie de perte. L'option de départ est claire. L'institut sera axé sur la culture kurde, la politique laissée aux associations existantes. « Impossibilité de mélanger les genres ». Le parti pris suscite quelques grincements de dents — « projet d'intellectuels petit-bourgeois », accusent des groupes de purs et durs — mais dans l'ensemble il emporte une large adhésion au sein de la communauté kurde.

En France, il faudra attendre l'arrivée de la gauche pour que le projet se concrétise. En juillet 81, une loi autorise les étrangers à créer des associations. Les discussions durent plusieurs mois. Les diplomates se font tirer l'oreille. Mais plusieurs ministres, qui avaient déjà participé à une action de soutien au maire kurde de Diyarbakir en 1979, défendent mordicus le projet.

Le 24 février 1983, ouverture de l'institut. Une souscription a été lancée auprès de la communauté kurde, qui permet de louer l'immeuble. Les travailleurs immigrés prennent eux-mêmes en charge la réfection du bâtiment.

Fin avril, le comité interministériel du Fonds d'intervention culturelle accorde une subvention : plus de la moitié du budget de fonctionnement. Les dons, les cotisations, la vente du bulletin, des revues et des cassettes apportent le complément. L'institut tourne. En janvier, une section s'ouvre à Bonn.

Animée par six permanents, une équipe de bénévoles se met au travail. Les activités « classiques » d'abord : cours de français, de kurde. Pour les



14.3.1984

immigrés « ghettoisés », des dimanches de découverte. A l'occasion de l'Exposition, qui présente un stand kurde, des travailleurs immigrés franchissent pour la première fois les portes du Grand-Palais. Pour les récitals de musique, la grande salle du bas est comble. Pardus dans leurs HLM, les enfants parlent avec leurs parents un kurde sommaire. Assis derrière de petits pupitres en bois ciré, ils apprendront des chants traditionnels.

« Ça, ce sont les besoins immédiats. Reste à rassembler le patrimoine culturel ». Et d'abord reconstituer l'histoire du peuple kurde, puzzle aux morceaux éparpillés. Plusieurs initiatives originales sont lancées pour collecter la mémoire collective et la diffuser.

Une section vidéo d'abord. Produits par l'institut ou simplement doublés en kurde, plusieurs films sont en cours de réalisation : l'un sur l'hygiène réalisé par la Croix Rouge internationale, un autre d'une équipe de reporters français sur le Kurdistan iranien. « Vital. Souvent analphabètes et fute de parler la langue du pays, beaucoup d'immigrés en sont réduits à regarder des films turcs, d'une rare violence ».

Riche de quelque 2400 titres (en 25 Langues, de l'islandais au turkmène) et 3000 diapos, la bibliothèque kurde de l'institut est déjà la plus importante du monde. Un seul rayonnage vide : celui des statistiques. Symbole de la négation de tout un peuple, les pays tronquent les chiffres voire refusent de recenser les kurdes.

« A lui seul, le dictionnaire kurde/français, en cours d'élaboration justifierait notre existence ». Le dernier dictionnaire remonte à 1879 : édité à Saint Pétersbourg, il est l'oeuvre d'un Polonais, qui fut consul général dans une province kurde. Kendal et un groupe d'intellectuels y travaillent depuis cinq ans. 55.000 Mots ont été répertoriés. A raison de deux séances par semaine, les chercheurs terminent la lettre D. Au vu des dizaines de petits classeurs, rangés sur les rayonnages, le travail semble interminable. « Encore cinq ans peut-être, en étant optimiste ». Installés dans la bibliothèque du nouvel institut, les chercheurs ont désormais tout le temps.

Véronique SOULE

L'Institut kurde de Paris, 106, rue Lafayette, 75010 Paris, tel 824 64 64 fêtera le Nouvel An le dimanche 18 mars au Cirque d'Hiver.

le quotidien
de paris

17.3.1984

● A l'occasion du nouvel an kurde, l'Institut kurde organise au Cirque d'Hiver, 100, rue Amélot, Paris 11^e, le dimanche 18 mars 1984, de 14 heures à 20 heures, un programme de musique rassemblant les artistes les plus célèbres de la diaspora kurde : Sivan, Melikae Demirag, Koma Zozan, Kemo, Heval, etc. Le cinéaste Yilmaz Guney interviendra lors de cet événement.

L'OFFICIEL DES SPECTACLES

14-3-1984

quatre saisons : de Vivaldi — Dimanche 18h
Eglise des Billettes : Luben Yordanoff violon.
- Cirque d'Hiver : Danse et musique du Kur-
distan —

Télérama

25.2.1984

libération

17.3.1984

INITIATIVES

FÊTE NOUVEL AN KURDE. L'Institut kurde organise au Cirque d'Hiver dimanche de 14H à 20H, un programme de chants, danses et musique du Kurdistan. Ils viendront de Scandinavie, RFA, Italie, pour se joindre aux artistes kurdes résidant en France. Le cinéaste Yilmaz Guney sera présent. Entrée 40F - 110 rue Amélot, 114 - 824 64, 64/Institut kurde.



Philippe Gras

Témo, barde kurde. « J'ai un pays comme le monde. J'ai vingt millions d'hommes. J'ai une lourde culture. J'ai une terre comme de l'or. Elle est en quatre morceaux, par la force, deux cents ans sont passés sur nous... Je suis un Kurde, deux cents ans encore, j'ai espoir, je ne suis pas mort... Le jour où je retrouve la liberté, c'est le jour où je meurs. Je suis un paysan du Kurdistan et du monde. Si je n'ai pas de pays, que suis-je ? » (1) Ainsi Témo, Kurde en exil, chante son pays. Soit dans la tradition passée la plus pure, soit « au présent » en composant des chants « révolutionnaires » sur des poèmes dont il est l'auteur. Chansons à travers lesquelles il transmet l'héritage des siècles, chants d'amour, de guerre, de joies et de souffrances vécues par tout un peuple.

Le Kurdistan ? Un pays grand comme la France, mais que les cartes ignorent. Aujourd'hui, il est partagé entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie, partage qui eut lieu au lendemain de la Première guerre mondiale, ignorant l'existence de dix-huit millions de Kurdes.

Témo a passé son enfance (il est arrivé en France en 1975, à vingt ans) au sein d'une population sur le pied de guerre, et c'est au cours de ces années de combats qu'il s'est mis à chanter, à jouer du *tempur*, à faire de la musique. Aujourd'hui comme hier, le barde kurde va de village en village, de campement en campement, propageant à travers le pays la tradition et attisant le feu de la résistance. Mais il chante aussi l'amour, ou des contes, des légendes qui, au fil de l'histoire débarrassés des liens avec l'événement, prennent la dimension de mythes. C. P.

France Musique 19 h 5

(1) Témo, barde du Kurdistan. La tradition et l'exil. Disque Ocora 558 573.

4 NJ77 AFAS FRA 0245 NOY

22005 228 419 EMI

KURDE/FRANCE

LES KURDES DE PARIS CELEBRENT "NOWROUZ"

PARIS, 19 MARS (AFP)- L'INSTITUT KURDE DE PARIS A CELEBRE DIMANCHE LA FETE DE "NOWROUZ" (NOUVEL AN DES KURDES ET DES IRANIENS) ANNONCANT L'ARRIVEE DU PRINTEMPS.

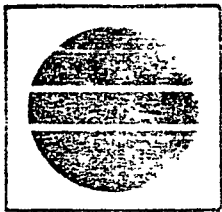
UNE DIZAINE DE TROUPES KURDES, CHANTEURS, DANSEURS, MUSICIENS VENANT DE PLUSIEURS PAYS EUROPEENS, QU VIVENT PRES D'UN MILLION DE KURDES, SE SONT PRODUITES DEVANT PRES DE 2000 SPECTATEURS, LA PLUPART VENUS DE TURQUIE, D'IRAN, D'IRAK ET DE SYRIE (PRES DE 35 MILLE KURDES VIVENT EN FRANCE).

DES REPRESENTANTS DE LA PLUPART DES PARTIS POLITIQUES KURDES DE CES PAYS ETAIENT PRESENTS, AINSI QU'UN REPRESENTANT DU PARTI SOCIALISTE FRANCAIS.

LE METTEUR EN SCENE YILMAZ GUNEY (AUTEUR DE YOL, LE MUR, ETC), KURDE ORIGINAIRE DE DYARBEKIR EXILE EN FRANCE, A EXPOSE LA SITUATION DE SES COMPATRIOTES DE TURQUIE ET EVOQUE LES GREVISTES DE LA FAIM MORTS DERNIEREMENT A LA PRISON DE DYARBEKIR. "NOUS VOULONS RENTRER DANS NOTRE PAYS ET METTRE FIN A NOTRE EXIL, NOUS VOULONS ETRE LIBRES SUR NOTRE SOL" A-T-IL DECLARE.

L'INSTITUT KURDE DE PARIS, CREE L'ANNEE DERNIERE, A POUR VOCATION "D'ENTREtenir LA COMMUNAUTE KURDE DANS LA CONNAISSANCE DE SON PATRIMOINE CULTUREL ET DE FAIRE CONNAITRE A L'OPINION PUBLIQUE FRANCAISE LA DIMENSION HISTORIQUE ET CULTURELLE DU PROBLEME DES 18 A 20 MILLIONS DE KURDES" A PRECISE SON DIRECTEUR M. KENDAL NEZAN.

(NPT)DA/MT



UNA UNIVERSITA' PER I CURDI

A Kendal Nezan, direttore dell'Istituto curdo di Parigi, abbiamo chiesto quali sono state le ragioni che hanno spinto un gruppo di intellettuali a fondare un istituto di storia e cultura curda.

Perché l'Istituto curdo, il primo del genere nel mondo, è stato fondato a Parigi?

I curdi sono probabilmente l'unico popolo, di 20 milioni di persone, che non ha alcuna possibilità di organizzare la propria vita nazionale e la propria cultura liberamente. Dalla prima guerra mondiale la cultura millenaria dei curdi è oggetto di distruzione sistematica da parte dei paesi che hanno ottenuto l'amministrazione del Kurdistan. Attualmente le organizzazioni internazionali come l'Unesco e le Nazioni Unite non si occupano della salvaguardia e della difesa della cultura curda, così antica ed originale, che fa parte del patrimonio della cultura universale. Un gruppo di intellettuali curdi si è fatto così carico di fondare un'istituzione culturale per la difesa di una cultura che è attualmente condannata a morte. Naturalmente non si tratta solo del salvataggio di questa cultura, ma di rinnovarla. E questo non può essere fatto nei paesi dove vivono i curdi, a causa della situazione politica e della repressione. Poiché un certo numero di scrittori, storici, linguisti, intellettuali curdi, vive in esilio in Europa, è quindi emersa l'esigenza di dar vita all'Istituto curdo in un paese democratico dell'Europa occidentale.

Quali sono le finalità di questa iniziativa?

Abbiamo cercato di raccogliere la memoria dispersa del nostro popolo e tutta la documentazione attualmente disponibile. Si tratta principalmente di libri, fotografie, disegni, documenti d'archivio, stampe, film, ogni tipo di documento relativo alla storia e alla cultura curda. In seguito vorremmo intraprendere un lavoro di ricerca scientifica. Sarà la prima volta che gli stessi curdi prenderanno nelle loro mani ricerche storiche, sociologiche della società curda. Sono inoltre in cantiere ricerche linguistiche per gettare le basi dell'unificazione della lingua curda. I curdi del Kurdistan settentrionale, cioè di Turchia, Siria, Unione Sovietica, e del nord dell'Iraq e dell'Iran, che rappresentano il 70% dei curdi, parlano il kurmangi, mentre il restante 30% del Kurdistan meridionale — Iraq e Iran — usa il sotani. Sono dialetti con numerose varianti. Inoltre il periodo dal XV al XVII

secolo sono considerati i secoli d'oro della letteratura in kurmangi, mentre dalla fine del XIX secolo c'è una ricca produzione letteraria in sorani. Per noi si tratta di rendere accessibili ad ogni curdo le opere principali e di tradurle nelle principali lingue europee. Dobbiamo quindi avvicinare questi due dialetti per forgiare una lingua letteraria unificata, nel rispetto della ricchezza, della diversità e della specificità delle diverse aree. Il secondo punto è di avviare ricerche storiche. I curdi conoscono poco la loro storia, vi sono vasti periodi storici che sono ancora poco studiati. Inoltre nelle università dell'Europa occidentale non esiste una singola sezione di studi curdi, nonostante che si tratti di oltre 20 milioni di persone e di una zona strategicamente rilevante del Medio Oriente. Il terzo obiettivo è di tessere una fitta rete di relazioni tra i 400 mila curdi che attualmente vivono in Europa, di cui 300 mila curdi della Turchia risiedono in Germania occidentale, circa 30 mila in Francia, ecc. Si tratta soprattutto di lavoratori che provengono dagli ambienti rurali del Kurdistan turco, pochi hanno una buona conoscenza del turco. E non c'è una struttura che permetta loro di esprimersi e preservare la loro lingua. Non ci sono corsi di lingua per i 120 mila bambini curdi, o trasmissioni radiofoniche o pubblicazioni culturali in curdo.

Il quarto obiettivo è di informare il pubblico europeo sulla vita culturale curda con film, diapositive, esposizioni fotografiche, con certi, conferenze, mostre d'arte. Siamo convinti che solo grazie alla conoscenza dell'altro possiamo capirne l'ambiente e suscitare simpatia verso il nostro popolo. È anche una necessità per noi di aprirci alle altre culture, per uscire dall'attuale sottosviluppo culturale.

Perché annette una così grande rilevanza alla salvaguardia della cultura curda?

Per secoli i curdi hanno saputo preservare la loro cultura, anche quando sono entrati in contatto con gli arabi sostenitori di un'ideologia in espansione come l'Islam nel VII secolo. Gli arabi hanno potuto arabizzare numerosi popoli e aree del mondo, ma i curdi, grazie alla vitalità della propria cultura e alla solidità della identità culturale, hanno potuto resistere a questo flusso di assimilazione. Ma adesso c'è una opera sistematica di repressione, specie in Turchia. Questa pressione ideologica, dati i mezzi attuali di comunicazione, rischia di fare scomparire una cultura che esiste da millenni e che fa parte del patrimonio culturale universale.

a cura di Mirella Galletti



11.1.1984

Kurdischer Bürgerkrieg ist ein Verlängerungsstück des Golfkriegs

Saddam Husseins Schachzug mit Talabani

Von unserem Mitarbeiter Werner van Gent

Athen, 9. Jan. In der vergangenen Woche hat der irakische Präsident Saddam Hussein den Abschluss eines «Grundsatzabkommens» mit seinem bisherigen Erzfeind, dem Kurdenführer Dschellal Talabani, angekündigt. Talabani, der das Bagdader Regime mit einer kleinen Streitmacht jahrelang blutig bekämpft hatte, bekommt nun das Recht, im irakischen Teil Kurdistans eine reguläre Armee von 40 000 Mann aufzuziehen. Mit diesem Schachzug hofft Saddam Hussein, die auf der Seite des Ayatollah-Regimes kämpfenden, aus Irak ausgewichenen Kurden zu neutralisieren. Die vielersehnte und -versprochene Teilautonomie der irakischen Kurden oder gar ein Ende des Blutvergießens in den kurdischen Bergen wird das Abkommen trotzdem nicht bringen – als Verlängerungsstück des Verschleisskriegs zwischen Iran und Irak (Golfkrieg) hat der kurdische Bürgerkrieg lediglich eine neue Eskalation erfahren.

Meldungen über «geheime Verhandlungen» zwischen dem Kurdenführer Dschellal Talabani und Vertretern des Bagdader Baath-Regimes waren erstmals vor mehreren Wochen an die Weltöffentlichkeit gelangt, als die irakischen Truppen und die rund 4000 Mann starke Streitmacht Talabanis plötzlich die Feindseligkeiten einstellten. Mit dem in der vergangenen Woche in Bagdad angekündigten «Grundsatzabkommen» zwischen Talabani und dem Staatschef Saddam Hussein ist dieser Waffenstillstand erstmals offiziell bekräftigt worden. Fest steht ferner, dass der gelehrte Jurist Talabani, obwohl bisher einer der Erzfeinde Husseins, nach dem Konzept Bagdads nun zum mächtigsten Mann im irakischen Teil Kurdistans gekürt werden soll.

«Elender Söldner»

Was auf den ersten Blick als wesentliches Zugeständnis der Bagdader Regierung an die seit langem für ihre Unabhängigkeit kämpfenden Kurden erscheint – das Recht nämlich, eine kurdische Armee mit der beachtlichen Stärke von 40 000 Mann zu organisieren –, erweist sich hintergründig als geschickter Zug Husseins, mit dem er seit vielen Jahren schwelende kurdische Bürgerkrieg zum Verlängerungsstück des Golfkriegs zwischen Irak und Iran gemacht wird: Die Streitmacht Talabanis soll nämlich im «autonomen Gebiet Kurdistans» Ruhe und Ordnung wiederherstellen, was nach der Bagdader Sprachregelung gleichbedeutend ist mit Operationen gegen die iranischen Truppen und deren kurdische Helfer unter Führung der beiden Söhne des legendären Kurdenführers Mullah Mustafa Barsani, Idris und Massud.

Im vergangenen Jahr hatten die Nachfolger des 1975 verstorbenen Barsani beachtliche Gewinne gebucht. Im Mai waren ihre Truppen gar so tief in Irak eingedrungen, dass die im Golfkrieg stets strikt neutrale Türkei alarmiert wurde und – nach Absprache mit Bagdad (damit ein Überschlagen des kurdischen Widerstandes auf die rund 9 Millionen Kurden in der Türkei verhindert werden konnte) – eine Blitzaktion gegen die Barsani-Truppen auf irakischem Gebiet startete. Dennoch gelang es den Barsanis im Juli, die irakischen Truppen aus der bisher als uneinnehmbar geltenden Festung ihres Vaters, dem an einem steilen Berghang gelegenen Dorf Hadsch Umrän, zu vertreiben.

Dass von wirklichen Zugeständnissen Bagdads an die Kurden kaum die Rede sein kann, zeigt die Tatsache, dass eine Reihe von alten Forderungen der irakischen Kurden von Saddam Hussein glattweg abgelehnt wurden. Nicht im «Grundsatzabkommen» figurieren beispielsweise:

- die Forderung nach der Verfügung über einen Teil der aus den kurdischen Provinzen stammenden Öleinnahmen durch die Kurden;
- die Forderung nach einer proportionalen Teilnahme der Kurden an der zentralen Verwaltung mit von den Kurden selber gewählten Vertretern (die Kurden stellen mit rund 3 Millionen mehr als ein Viertel der irakischen Gesamtbevölkerung);
- Die Forderung nach der Wiedereröffnung der kurdischsprachigen Universität von Sülejmānīje.

Für die unter den Barsanis kämpfenden Kurden steht damit einmal mehr fest, dass Talabani nicht mehr als ein «dschasch» ist – die kurdische Bezeichnung für einen «elenden Söldner».

Irakisch-iranisches Poker mit Kurden

Von Talabani selber wird das Abkommen mit Saddam Hussein, für den seine Gefolgsleute noch vor wenigen Monaten nur Worte wie «Faschist» und «schwachsinniger Metzger» übrig hatten, als ein wichtiger Schritt auf dem Weg zur kurdischen Autonomie gefeiert. Das Ziel sei dabei gewesen, dem bereits im Frühjahr 1970 zwischen Barsani und Bagdad abgeschlossenen Abkommen zur Teilautonomie der Kurden neues Leben einzuflößen.

Aufgrund dieses Abkommens hätten die Kurden nicht nur ihre Sprache sprechen und unterrichten dürfen, sie wären auch aktiv an der zentralen Verwaltung beteiligt gewesen und hätten über einen entsprechenden Teil der (Erdöl-)Einnahmen der Region verfügen können. Der einzige Haken bei diesem vorbildlichen Vertrag: Nirgends wurde eine Frist für die Verwirklichung dieser hehren Ziele gesetzt. Völlig in Vergessenheit geriet das Teilautonomieversprechen, als Iran und Irak 1975 überraschend ein Friedensabkommen schlossen, worauf Teheran vom einen Tag auf den andern die Hilfe an Barsanis Truppen einstellte.

Als 1980 der Golfkrieg um den Schatt al-Arab ausbrach, war auch wieder das Kurdenproblem da, diesmal aber heftiger



und für die beiden Länder auch bedrohlicher. Neben den von Teheran wieder unterstützten Truppen der Söhne Barsanis machten auch die in Iran lebenden Kurden Autonomieansprüche geltend, wobei diese nun von Saddam Hussein Unterstützung erfahren. Wichtigster Führer der auf rund 5 Millionen geschätzten Iran-Kurden ist Abdel Rahman Ghassemlu, der nun massgeblich am Zustandekommen des Waffenstillstands zwischen Talabani und Bagdad beteiligt gewesen ist.

Die Rolle der Türkei

Sicher ist, dass die neue Allianz zwischen Ghassemlu und Talabani einerseits und Saddam Hussein andererseits für Teheran einen empfindlichen Schlag darstellt.

Talabani scheint zudem mit seiner Mischung aus nationalistischer, marxistischer und sozialdemokratischer Ideologie auf lange Sicht mehr Rückhalt unter der kurdischen Jugend zu finden als die noch stark feudal eingestellten Söhne Barsanis, die zwar über den Namen ihres Vaters, nicht aber über dessen Charisma verfügen. Zudem sticht bei Talabani die über Syrien gelenkte Unterstützung durch die UdSSR weniger ins Auge als die offene Hilfe, die die Barsanis von den USA erhalten – angesichts des ausgeprägten Unabhängigkeitssinnes der Kurden ein nicht zu vernachlässigender Faktor.

Ob die neue Allianz zwischen dem Kurdenführer Talabani und Saddam Hussein lange halten wird, ist mehr als fraglich, denn Hussein mag die Schaffung einer 40 000 Mann starken kurdischen Armee gebilligt haben – entgegen den kurdischen Forderungen hat er jedoch seinen gut organisierten Geheimdienst sowie die einflussreichen Baath-Milizen nicht aus den kurdischen Provinzen abgezogen.

Auf internationaler Ebene drängt aber auch das Nachbarland Türkei auf eine Auflösung des «Grundsatzabkommens» – und von der Türkei ist Irak für den Nahrungsmittelnachschub und für den Export seines Rohöls auf Gedeih und Verderb abhängig. Nach der «Generalprobe» der türkischen Militärs im vergangenen Jahr ist kaum anzunehmen, dass Ankara, das in den drei Jahren militärischer Diktatur das eigene Kurdenproblem zwar verdrängt, nicht aber gelöst hat, tatenlos zuschauen wird, wenn die ersten Waffen ihren Weg aus Irak zum kurdischen Widerstand in der Türkei finden werden.

Minderheit bekommt legale 40.000-Mann-Armee

Bagdad: Vor Versöhnung mit Kurden-Widerstand

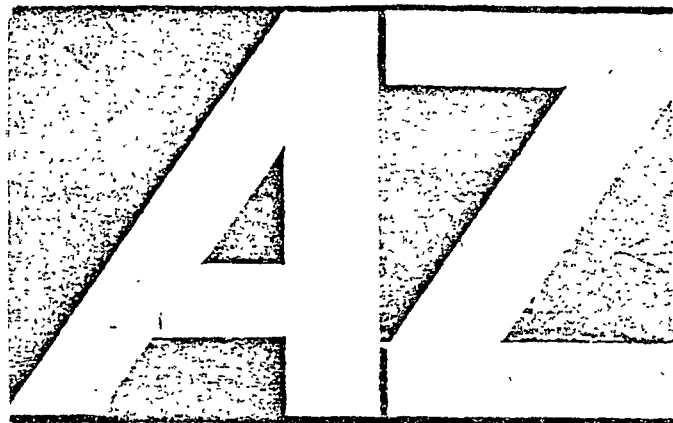
WIEN, BAGDAD (AZ). Ein neues Kapitel in der Geschichte der Kurden im Irak ist aufgeschlagen. Bagdad und die stärkste Organisation des kurdischen Widerstands im Land, die Patriotische Union Kurdistan (PUK), stehen vor dem Abschluß eines Abkommens. Darin werden der PUK eine Grenzschutzarmee von 40.000 Mann zugesichert und weitreichende Zugeständnisse hinsichtlich der kurdischen Autonomierechte gemacht.

Wie die AZ aus gewöhnlich gut informierten Quellen erfährt, hielt sich der Führer der PUK, Talabani, schon im Dezember vorigen Jahres in Bagdad auf, um mit dem Regime Saddam Hussein zu verhandeln. Jetzt soll das Abkommen unterschriftsreif sein.

Für die aktive Teilnahme der kurdischen Kämpfer am Krieg mit dem Iran soll die PUK nicht nur ihre eigene legale Streitmacht be-

kommen: Freilassung von Gefangenen, Ausdehnung des Autonomiegebietes, faktische Übernahme der Autonomieverwaltung durch die PUK und Eröffnung von zwei Universitäten in Kurdistan werden den Kurden zugestanden.

In den Verhandlungen Bagdad-PUK soll noch die Frage der Übernahme von drei Ministerposten durch die Kurdenorganisation umstritten sein. Die PUK zögert noch.



Arbeiterzeitung

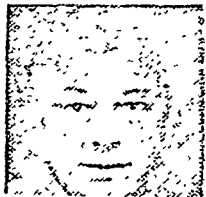
Gegr. 1889
Nr. 8

S 6,-

Mittwoch,
11. 1. 1984

TAGBLATT FÜR ÖSTERREICH

Welt in Bewegung



Georg Hoffmann-Ostenhof

Die Retter Saddam Husseins

Immer wenn die AZ einen Bericht über Aktivitäten der Befreiungsorganisation Patriotische Union Kurdistan (PUK) brachte, kam wie das Amen im Gebet ein geharnischtes Schreiben der irakischen Botschaft mit dem Tenor: Erstens gibt es keinen Grund, in dieser Region Iraks zu kämpfen, weil die Kurden eh alle Autonomierechte besitzen, zweitens gibt es die PUK gar nicht und drittens sind das nur Kriminelle.

Jetzt hat man diesem kriminellen Phantom drei Minister in Bagdad angeboten. Ob die PUK akzeptiert, ist noch ungewiß. Sicher ist hingegen, daß Bagdad und die Kurden knapp vor dem Unterschreiben eines Abkommens stehen.

Ein Abkommen, das den Kurden einiges bringt: Hunderte Gefangene werden freigelassen; ein paar Städte, die bisher von Bagdad als arabisch bezeichnet wurden, sollen nun in das autonome kurdische Gebiet fallen; die

Autonomieorgane sollen neu organisiert und faktisch den PUK-Leuten in die Hand gegeben werden; und was das Herz des Abkommens ist: Die Kurden der PUK — die heute etwa 8000 bis 10.000 Peshmergas (Freiheitskämpfer) zählen — bekommen eine Grenzschutzarmee von 40.000 Mann.

Was das bedeutet ist klar. Das Regime Saddam Husseins ist schwer angeschlagen. Und man erwartet eine Frühjahrs-offensive der Iraner im Norden. Aus dieser Schwäche heraus will Bagdad den stärksten inneren Feind, der bisher blutig bekämpft wurde, auf seine Seite bringen.

Für die Kurden freilich ist das Ganze komplizierter: neben den Autonomiezugeständnissen stärkt kurzfristig das ganze Manöver die PUK im Kampf gegen die anderen Kurdenfraktionen. Vor allem gegenüber der Kurdischen Demokratischen Partei der Söhne des verstorbenen Füh-

rers Barzani — die von Khomeini unterstützt werden.

Es ist anzunehmen, daß im irakischen Kurdistan die neue Situation zunächst positiv aufgenommen werden wird. Nach dem langen Guerillakampf können nun die Peshmergas wieder von den Bergen in die Städte heruntersteigen und zumindest eine Zeitlang ein normales Leben führen.

Langfristig könnte sich aber die „Versöhnung“ mit Bagdad als schwerer politischer Fehler erweisen. Nicht zuletzt aus der Losung „Stürzt den Tyrannen“ hat die kurdische Befreiungsbewegung im Land ihre — auch moralische — Stärke bezogen. Jetzt stützt die PUK Saddam Hussein und versucht nicht mehr, ihn zu stürzen. Sie hat mit ihrem Arrangement ihre bisherige Linie: Autonomie für Kurdistan, Demokratie für den Irak aufgegeben. Und sie läuft Gefahr, sich von den anderen Teilen der irakischen Opposition zu isolieren.

INTERVENTO

Kurdistan, l'autonomia di Saddam Hussein

di Flammarez Bachtiani

Dirigente del Partito democratico popolare del Kurdistan (iracheno), Flammarez Bachtiani ci ha inviato questo articolo di commento sulla recente trattativa tra formazioni kurde e governo iracheno.

Per ben valutare i recenti avvenimenti nel Kurdistan iracheno, si deve tenere nel debito conto che negli ultimi tre anni il governo di Baghdad ha utilizzato tutte le sue energie nella guerra contro l'Iran. Nell'esercito iracheno cresce, giorno dopo giorno, il malcontento contro questo conflitto: e i cittadini iracheni ben sanno che la guerra è perduta in anticipo ed è insensata non solo per loro, ma anche per tutti i popoli del Medio Oriente. Come conseguenza il governo iracheno, sotto la leadership di Saddam Hussein, ha intrapreso un passo distensivo verso la rivoluzione curda, per sfuggire al fallimento militare su tutti i fronti e alla bancarotta economica.

In questo quadro si fronteggiano le due principali organizzazioni, ben equipaggiate militarmente, della rivoluzione curda. Si tratta del Partito democratico del Kurdistan d'Iraq (Pdk - Iraq) e dell'Unione patriottica del Kurdistan (Upk): a causa della lotta tra i due gruppi, sfociata anche in scontri armati, l'Upk, che ha sottoscritto nelle scorse settimane un accordo con Saddam, ha bisogno di tempo per far fronte al grave conflitto con il Pdk Iraq e prendersi la rivincita. A sua volta il Pdk Iraq sostiene l'esercito iraniano nella guerra contro l'Iraq. L'accordo raggiunto tra

l'Upk e il governo di Baghdad, prevede la «piena» autonomia del Kurdistan iracheno.

Ma l'Upk sa che il regime con cui ha sottoscritto l'accordo è lo stesso che ha condannato a morte migliaia di curdi, tra cui donne incinte e ragazzini di 12 anni; lo stesso governo che ha deportato dalle loro case oltre mezzo milione di curdi, molti dei quali sono stati espulsi dal paese e inviati in Iran. E' questo governo che ha raso al suolo con violenti bombardamenti migliaia di villaggi curdi nel Kurdistan iracheno e la città di Qasr - i - Shirin nel Kurdistan iraniano, la cui popolazione vive ora in terribili condizioni.

Ancora, questo governo ha vietato l'esistenza di tutte le istituzioni culturali curde (per esempio l'Accademia curda a Baghdad), l'insegnamento nella lingua materna curda, la pubblicazione nella lingua curda di opere sulla storia e geografia curda. Ha attuato l'arabizzazione ed ha anche dato nomi arabi a città e regioni del Kurdistan.

Il 1983 è stato sfavorevole alla rivoluzione curda, in Iran e Iraq. Ha subito pesanti perdite, molte delle quali inutili, negli scontri armati tra l'Upk e il Pdk Iraq. Questo conflitto è stato voluto dalla leadership: entrambi i partiti hanno fallito la formazione di un Fronte patriottico e di una leadership collettiva.

L'Upk ha concentrato la sua presenza e le sue forze nelle regioni di Sharbajer e Sharezur. Anche gruppi più piccoli come il Partito socialista curdo hanno preso parte a questo stolto conflitto.

E' già stato sottolineato che il Pdk Iraq agisce in accordo con l'esercito iraniano, ma questo rapporto è caratterizzato dalla precarietà. Ad esempio, quando nell'estate del 1983 le truppe di Teheran occuparono l'area di Haj Omran nel Kurdistan iracheno, non permisero al Pdk Iraq di controllarlo come territorio liberato curdo. Mai in precedenza il Pdk Iraq ha perduto così tanti uomini come nel 1983: a sostegno dell'esercito iraniano non solo contro l'Upk e l'Iraq ma anche contro il Partito democratico del Kur-

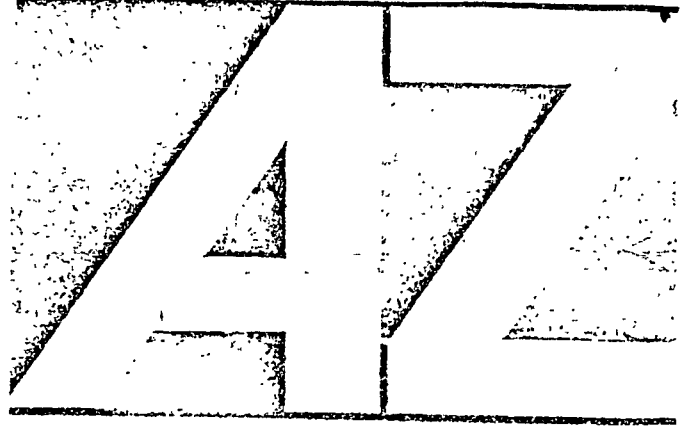
distan - Iran, di cui è leader il progressista Ghassemlou. Quest'ultimo ha accusato il Pdk Iraq, guidato da Massud e Idriss Barzani, di aver svolto attività efferate e spietate contro i compatrioti nel Kurdistan iraniano. Il solo partito curdo che è rimasto neutrale ed ha evitato queste contraddizioni interne è il Partito democratico popolare del Kurdistan (Pdpk), ala sinistra della rivoluzione curda.

Che cosa ci si può aspettare dal trattato sottoscritto dall'Upk e dal governo iracheno? In primo luogo c'è il pericolo per l'Upk di essere strumentalizzato come forza militare nella guerra Iran - Iraq. In secondo luogo ciò sarebbe ancor più pericoloso se le attività dell'Upk fossero dirette contro le altre organizzazioni della rivoluzione curda Pdk, Psc, Pdpk. Queste iniziative avrebbero profonde ripercussioni non soltanto sul futuro della rivoluzione nel Kurdistan iracheno ma anche nelle altre parti del Kurdistan.

Il trattato avrebbe maggiore significato nel caso che l'Upk potesse strumentalizzare le condizioni di alleato temporaneo per mobilitare le proprie forze nel proseguimento della lotta nel Kurdistan iracheno e anche iraniano, come alleato del Pdk Iran.

La lotta del popolo curdo è permanente. Questi accordi formali non sono e non possono servire alla soluzione del problema curdo, che ha invece bisogno di decisioni e mutamenti radicali. La lotta continuerà sotto il profilo politico - militare perché la strategia della rivoluzione curda punta all'ottenimento dell'autodeterminazione e di un proprio Stato per i 25 milioni di curdi, attualmente divisi tra Iran, Iraq, Turchia, Siria. Finora tutti i tentativi compiuti nel concedere una parziale autonomia e la coesistenza tra i diversi gruppi etnici (curdi, arabi, persiani, ecc.) hanno fallito l'obiettivo di sviluppare la cultura e l'economia del popolo curdo. La dichiarata «piena» autonomia non è altro che l'ultimo tentativo per rimettere in sesto l'aguzzante regime di Baghdad.

Der Irak und seine Kurden



Ohne Zweifel verursachen die Artikel des Herrn Ostenhof Mißverständnisse und Schwierigkeiten, an die Sie ja sicherlich schon gewöhnt sind, da sie zumeist unobjektiv und politisch unrealistisch abgefaßt wurden. In diesem Zusammenhang möchten wir über seinen letzten Artikel mit dem Titel „Retter Saddam Husseins“ vom 11. Jänner 1984 folgendes sagen:

1. Herr Ostenhof gibt vor, daß er ein progressiver, für die Menschenrechte kämpfender Mann ist. Dafür hat er am 26. Mai 1983 einen Artikel unter dem Titel „Massaker — und kein Aufschrei“ verfaßt, in dem er die grauenhaften Verbrechen des iranischen Regimes, die im Frühjahr an den iranischen Kurden begangen wurden, schilderte. Er beschuldigte damals die internationale Öffentlichkeit, daß sie kein Interesse gezeigt hat und

der Aufschrei ausblieb. Herr Ostenhof ignorierte völlig die freigebige humanitäre Unterstützung des Iraks für die Kurden des Irans und die fruchtbare Zusammenarbeit zwischen dem Herrn Kassemu und seiner Partei mit dem Irak in seinem Artikel, obgleich sämtliche hiesigen Zeitungen diesen Tatbestand ausführlich behandelten.

2. Wäre nun Herr Ostenhof jener objektive Redakteur und Kämpfer für die Rechte der Kurden, der er vorgibt zu sein, hätte er die Vereinbarung begrüßt. (Uns ist jedoch die Quelle unbekannt, aus der er seine ungewöhnlichen Details bezieht.) Außerdem müßte er die Wiederkehr mancher Bürger zum progressiven und humanitären Weg, auf dem die irakische Regierung kämpft, positiv registrieren. Wir verstehen auch den Zorn des Herrn Ostenhof in kei-

ner Weise, der sich gegen irakische Bürger richtet, die ihre Loyalität und Treue zu ihrer Heimat erneuerten und die Bereitschaft zeigten, sie gegen das primitive und aggressive Regime des Irans zu verteidigen. Er legt jedoch diese Schritte als Schwäche der Regierung aus, die in Wahrheit genau das Gegenteil bedeuten.

3. Weiters möchten wir Sie auf seinen Artikel vom 31. Mai 1983 aufmerksam machen, in dem er den Feudalherrn Mulla Mustafa Albarzani, der eine dauerhafte Beziehung zu den imperialistischen Kreisen aufrecht hielt, verteidigte. Er ignorierte völlig die Autonomie, welche die revolutionäre Regierung des Iraks den Kurden gemäß dem Kommuniqué vom 11. März 1971 gewährt hat.

Presseabteilung der irakischen
Botschaft, Wien

Autonomie für Kurdistan?

Wir möchten zu den Behauptungen der irakischen Presseabteilung (AZ vom 20. Jänner) in Wien folgendes feststellen:

1. Die Gewährung eines Autonomierechtes für die Kurden im Irak ist weder ein humanitärer noch ein progressiver Akt der Regierung, sondern das Ergebnis langjähriger Kämpfe der Freiheitskämpfer der Patriotischen Union Kurdistans (PUK) mit der Unterstützung des kurdischen Volkes, und wir möch-

2. Der Pressechef der irakischen Botschaft in Wien hat einen Mißgriff getan, wenn er von der „Wiederkehr mancher Bürger zum...“ schreibt. Wollte er damit die Erwähnung von derzeit stattfindenden Verhandlungen zwischen der Regierung und der PUK — angeboten von der Regierung nach der Niederlage im Betwatakrieg (12. bis 17. Oktober 1983) — vermeiden? Oder gehört er zu den chauvinistisch denkenden Elementen, die das Selbstbestimmungsrecht der Völker negieren?

3. Die PUK als progressive Befreiungsorganisation bewies schon in der Vergangenheit ihre Loyalität und Treue gegenüber den gesamtirakischen Völkern und insbesondere gegenüber dem kurdischen Volk. Dies hat die PUK in ihrem Freiheitskampf jahrelang bewiesen, und sie wird diese Treue und Loyalität auch in Zukunft wahren.

Eine der Hauptforderungen ist nach wie vor: Erst Demokratie für den Irak als Voraussetzung für die Autonomie — im wahrsten Sinne des Wortes — für Kurdistan. Die PUK bleibt fest in ihren Prinzipien und ist damit im Interesse des kurdischen Volkes und der gesamtirakischen Völker sowohl zu Verhandlungen mit gegenseitigem Respekt als auch zum Kampf bis zum Sieg bereit.

4. Was die Vereinbarung vom 11. März 1970 betrifft, muß gesagt werden, daß in dieser Vereinbarung, die einige Unklarheiten aufweist, dem kurdischen Volk die Autonomie zwar zugestanden, aber nie durchgeführt wurde. Gegenstand der derzeitigen Verhandlungen ist unter anderem ebendiese Vereinbarung.

Sympathisanten der
Patriotischen Union Kurdistans
in Österreich



ten daran erinnern, daß jedes Wort darüber mindestens einen unserer besten Söhne das Leben gekostet hat.

TORTERAD TILL DÖDS

Lämnade Sverige — blev mördad i turkiskt fängelse

Av LARS-G HOLMSTRÖM

Necmettin Büyükkaya dödade i fängelset eller på sjukhuset i Diyarbakir i Turkiet.

Hans släkt och vänner vet inte säkert var han dog. I tisdags utlämnade myndigheterna hans svårt brännskadade kropp tillsammans med två andra "olycksoffer".

Necmettins brott var att han var kurd och arbetade politiskt. Ett par år sökte han skydd i Sverige undan förtrycket.

Fängelset i Diyarbakir är känt genom otaliga vittnesmål om hur fångarna torteras hänsynslöst med elchocker, falaka — slag mot fotsulorna — slag med sandsäckar för att skada inälvorna, tvångsmarsch över glassplitter, våldtäkter av både män och kvinnor osv.

Alla erkännanden sker där efter tortyr, i regel långt innan rättslig prövning av anklagelserna skett.

I detta fängelse satt Necmettin sedan 1981, då han greps under ett hemligt besök hos sin familj, hustru och två döttrar. Otaliga gånger torterades han. Fyra fem gånger under tiden ställdes han inför rätta, men processen uppsköts gång på gång.

Senast det skedde var 29 december, då han sista gången sågs vid liv. Oförtrutet hade han arbetat på sitt försvarstal, men det togs ifrån honom. Det fick aldrig framföras.

Hafvysade att han inte gav upp ens efter två års tortyr. Necmettin var ingen brottsling eller

terrorist. Han arbetade politiskt för kurdisk autonomi och han gav aldrig upp. Därför blev han mördad. Han sörs av alla kurder i Irak, Iran och Turkiet, säger en av hans vänner i Sverige.

Necmettin kom från mycket fattiga förhållanden i en by utanför staden Siverek i östra Turkiet.

Underordiskt liv

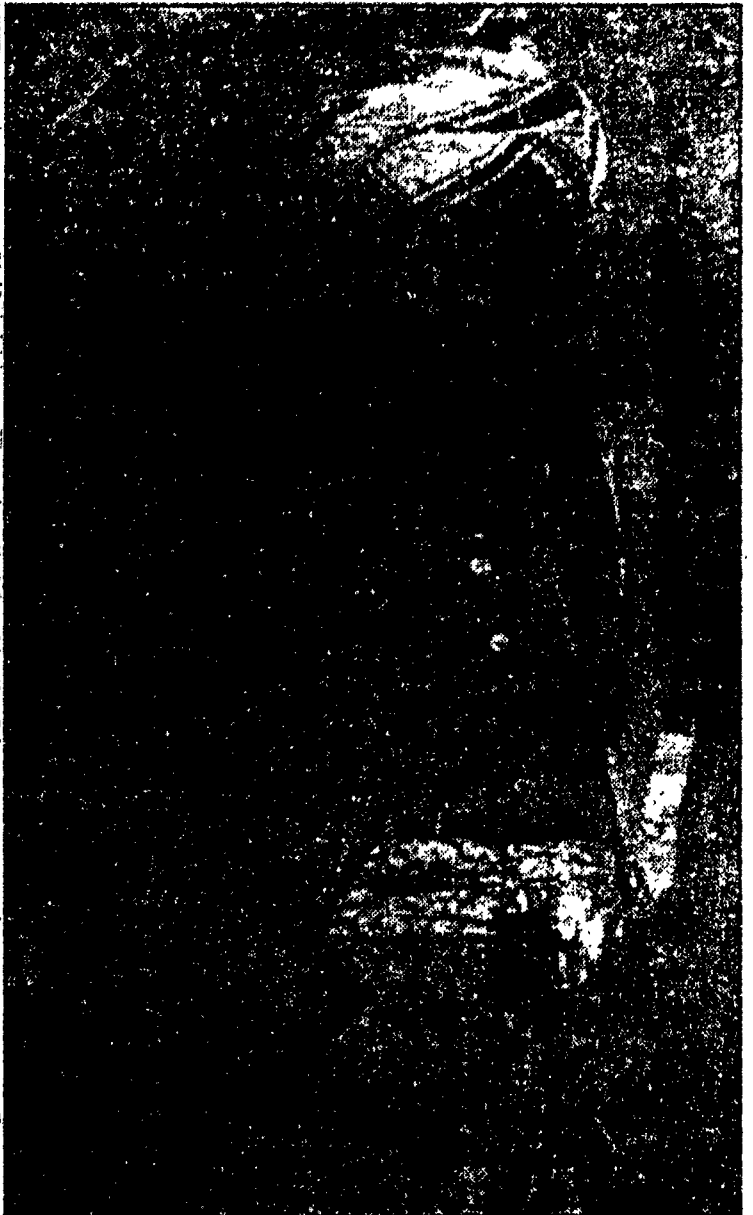
När han läste juridik vid universitetet i Istanbul kom han i kontakt med socialismen och tvingades redan där att leva ett underjordiskt politiskt liv. Turkiet erkänner inte kurderna som en särskild nationalitet. Att bekänna sig som kurd är närmast ett brott än i dag.

Necmettin verkade bland kurder i Irak, Iran, Turkiet och stundtals även i Syrien. Efterlyst tvingades han i landsflykt och hamnade 1972 i Uppsala, där han gick på folkhögskola. Men han släppte inte det politiska arbetet.

1975 återvände Necmettin hem efter den allmänna amnestin för alla politiska flyktingar, men tvingades gånska snart under jord. På nytt under de sex åren fram till gripandet var han en av ledarna för kurdiska arbetarpartiet (KIP).

Också i fängelset blev Necmettin en av motståndarna till förtrycket. Han var med och organiserade och deltog i den hungerstrejk i höstas som tvingade fängelseledningen till reträtt. Bl a skulle anhöriga få lättare att besöka fångarna. Och tortyren skulle upphöra.

Dessa löften hölls inte, och då genomförde de politiska fångarna ännu en seg hungerstrejk. Men i början av januari slog militären tillbaka, med minst åtta dödsoffer som följd. Tortyren återupptogs.



■ Necmettin Büyükkaya, 40 år, var en av ledarna för kurdiska arbetarpartiet. Nästan hela sitt politiska liv tvingades han arbeta i hemlighet. Ett par år bodde Necmettin i Sverige. Nu har han mördats i ett turkiskt fängelse.

Ett sextital fångar fördes till sjukhuset med svåra skador. De flesta av dem har nu återförts till fängelset.

17 har inte kommit tillbaka. Och av dem utlämnades tre lik

till de anhöriga i förgår. Necmettin var ett.

FOTNOT: På lördag anordnar kurdiska riksförbundet demonstrationer i Stockholm för de döda från fängelset i Diyarbakir.

□ conseil de l'europe

Strasbourg

Difficile réintégration de la Turquie dans l'Europe



Une quarantaine de Kurdes ont manifesté hier après-midi devant le palais de l'Europe, contre la réintégration de la Turquie au sein des « 21 ».

Les parlementaires turcs siègent « provisoirement »

Les représentants turcs à l'assemblée du Conseil de l'Europe vont siéger "à titre provisoire" jusqu'à ce qu'il soit statué, sans doute jeudi, sur la validation de leurs pouvoirs. Cette validation a donné lieu, hier comme prévu, à une bataille aussi procédurale que politique au sein de l'assemblée des "vingt-et-un".

Les parlementaires turcs étaient présents dans l'hémicycle, comme leur en donne droit le règlement, quand le président Karl Ahrens a soumis à l'assemblée la question de la validation de la délégation turque, mise en cause en raison du caractère peu démocratique du gouvernement d'Ankara.

Mais il n'y a pas eu de vote, un socialiste danois ayant aussitôt contesté la présence des représentants de la Turquie : "Si nous reconnaissons quelques progrès dans ce pays, a-t-il dit, le soi-disant Parlement turc n'est pas représentatif. Les droits de l'homme sont quotidiennement violés dans ce pays, les syndicats, l'université, la presse ne sont pas libres, les prisons sont pleines de détenus politiques. Nous ne pouvons accepter un régime de faveur pour la Turquie".

En sursis

La question a donc été renvoyée à la commission du règlement qui, après plus de deux heures de débats, a estimé que les pouvoirs de la délégation étaient "techniquement valables", mais que la présence de ces parlementaires posait un problème politique.

La question a alors été soumise aux commissions politique et juridique qui devaient en juger pendant la nuit afin de permettre à la commission du règlement de se prononcer.

Le débat général a été joint à celui sur la situation en Turquie, prévu pour demain, le vote devant intervenir le lendemain. D'ici là, les parlementaires turcs siégeront avec les mêmes droits que leurs collègues. Ce qui n'accroîtra pas nécessairement la crédibilité de cette assemblée.

Le Républicain Lorrain

31.1.198

Manifestations kurdes à Strasbourg

STRASBOURG. — Une quarantaine de Kurdes ont manifesté hier après-midi devant le Palais de l'Europe, à Strasbourg, où l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, à Strasbourg, examinait la question de la réintégration de la Turquie au sein des « 21 ». La manifestation organisée par l'« Association des travailleurs patriotes du Kurdistan », avait pour but

de dénoncer la répression dont les Kurdes seraient victimes en Turquie.

Il était notamment fait allusion, dans un tract, à la prison militaire de Diyarbakir où, a-t-on affirmé, de violents incidents ont fait récemment six morts, à la suite d'une révolte des 2.000 détenus contre leurs conditions de détention et un retour à la pratique de la torture.

La moitié des manifestants, partis de Metz vendredi, ont rejoint à pied la capitale alsacienne, après avoir fait étape à Château-Salins et à Saverne.

6. 2. 1984

Ett fritt Kurdistan kräver fria kvinnor

De kurdiska kvinnorna i Sverige har hittat en mening i sin landsflykt: en egen kvinnoförening. Utan kvinnornas frigörelse blir det aldrig något fritt Kurdistan, säger de. Men deras roll som impulsgeverare åt andra invandrarkvinnor är också viktig.

Kurdiska kvinnor nöjer sig inte längre med att stanna hemma i köket när deras män går ut och träffar vänner, eller att tåga när karlarna pratar politik. De har hittat en mening i exilen: en egen kvinnoförening.

Kurdiska kvinnoföreningen i Sverige (KKS) är ett paradexempel på vilken maktfaktor kvinnor är inom många invandrargrupper. Männerna oroas, vill inte släppa ifrån sig sina privilegier och motarbetar ofta kvinnornas självständighetsiver.

Folket utan land

— Men det spelar ingen roll vad de än försöker med, nu kan ingen stoppa oss, säger KKS-ordföranden Novin.

Kurdiska Kvinnoföreningen bildades på hennes initiativ för fyra år sedan av kvinnor i Stockholm och Uppsala. Fortfarande är den unik i sitt slag genom att samla kvinnor från alla delar av Kurdistan: Turkiet, Iran, Irak och Syrien. Medlemmarna är enade kring en partipolitiskt obunden grund, men med målsättningen att verka för den kurdiska kvinnans nationella och demokratiska rättigheter.

— I Kurdistan gör förtrycket det omöjligt för kvinnor att uttrycka sig, säger Novin. KKS vill vara den kurdiska kvinnans röst i Europa.

Kurderna är ju annars kända som folket utan land. Kurdistan har aldrig existerat som statsbildning. 1923, i samband med grundandet av den nya turkiska republiken, gjordes dagens landgränser upp och turkar, araber och perser styckade den kurdiska jorden (med oljekällor och allt) mellan sig.

Väpnad kamp

Sedan dess har regimerna i Turkiet, Iran, Irak och Syrien försökt utplåna det kurdiska folkets särart genom tvångsflyttningar, handelsbojkotter, ständiga kränkningar och militära övergrepp. Kurderna blev ett förbjudet folk.

Men kurderna är så många som 20 miljoner — den största folkgrupp i världen som hittills saknat etniskt och nationellt erkännande. Faktum är att hela 80 procent av kurderna inte ens förstår de officiella språk i de stater som dominerar dem. Naturligtvis finner de sig inte i försöken att utarma och förinta dem. Naturligtvis gör de motstånd.

De kurdiska befrielsekampen



Gülüstan, Shirin och Novin tycker att de har mer gemensamt än sådant som skiljer dem åt. Därför har de och många andra kurdiska kvinnor gått samman i en egen kvinnoförening. Bild: MICHAEL BRANNÄS

ser olika ut i de olika länderna. I Irak har kurderna längst erfarenhet av väpnad kamp, och det är också där de lyckats genomdriva ett visst gehör för kravet att betraktas som etnisk minoritet. I Turkiet lider kurderna svårt under militärjuntas terror och strävan att utrota dem en gång för alla. För tillfället är den samlade kurdiska oppositionen där splittrad och slagen i bojor. I Iran har pesh marga (kurdiska gerillan) fullt upp med att skydda barn och kvinnor från bombangrepp, både från Khomeini och Irak, i de befriade områdena. I Syrien pågår ett ständigt propagandakrig mot den kurdiska minoriteten och man har bl a utlämningsavtal med grannländerna om kurdiska flyktingar.

— Vi lever i landsflykt i Sverige för att man tagit vårt land ifrån oss, säger Perwin. Men det betyder inte att vi gett upp, tvärtom.

— Vi är kurder — på ett eller annat sätt ska vi alltid slåss för vårt folk. Vi är kvinnor — det är nödvändigt för oss att bli respekterade som jämlika med våra män.

Läkare och hemmafruar

Perwin, Soreya, Gülüstan, Hevi, Shirin, Novin, Gül och alla de andra i Kurdiska Kvinnoföreningen tycker det är mer man har gemen-

samt än sådant som skiljer en åt, medlemmarna emellan. Oavsett vilken del av Kurdistan man kommer ifrån, vilken dialekt man talar eller vilken social status man har.

Här finns lärare, terapeuter, dagbarnvårdare, läkare, förskollärare, studerande och hemmafruar. Allt från en alfabet till akademiker. Somliga är invandrare, andra politiska flyktingar.

— Visst har vi många fiender, men självklart hör kurdiska män inte dit, säger Novin. Trots det behöver vi en särskild kvinnoförening.

Internationell nivå

— Vi behöver ett eget forum för att hjälpa och stödja varandra och komma bort från isoleringen i hemmen, säger Gül. Vi är inte bara offer för politiskt förtryck i Kurdistan, utan också socialt och religiöst förtryck under islam som legitimerar män att mer eller mindre hålla sina kvinnor i slaveri.

— Ingen annan kommer att göra jobbet åt oss, säger Shirin. Vill vi ha mer att säga till om måste vi själva formulera kraven. För de omkring 4 000 kurderna i Sverige är KKS ett föredöme när det gäller organisation och samarbete — med kvinnorörelsen i Sverige och utomlands, med svenska institutioner och demokratiskt sinnade kurder.

An så länge är bara ett 40-tal kvinnor aktiva i KKS. Hittills har

de ändå haft en omfattande verksamhet med bl a seminarier och studiecirklar, delaktighet i kvinno- och fredsmanifestationer och rådgivning bland kurdiska kvinnor i svenska flyktingförläggningar.

— Närmast vill vi starta en kurs i kurdiska, göra en utställning och söka efter en permanent lokal i Stockholm bl a, säger Hevi.

— Genom medlemskap i Internationella Demokratiska Kvinnoförbundet som vi hoppas på inom kort, vill vi också föra upp vår sak på internationell nivå.

Den mest välkända profilen bland invandrarkvinnor i Sverige, ordföranden i deras paraplyorganisation RIFFI, Mira Kakossaios, är mycket nöjd med Kurdiska Kvinnoföreningen:

— Våra vänner i KKS gör ett mycket bra och viktigt arbete. De har ett helhjärtat stöd från oss. Ni svenskar anar kanske inte vilken kraft, vilken resurs dessa kvinnor är — både inom den egna gruppen och för det svenska samhället.

— Kurdiska Kvinnoföreningen är en enade kraft på partipolitiskt obunden grund. Inga provokationer i världen kan rasera den.

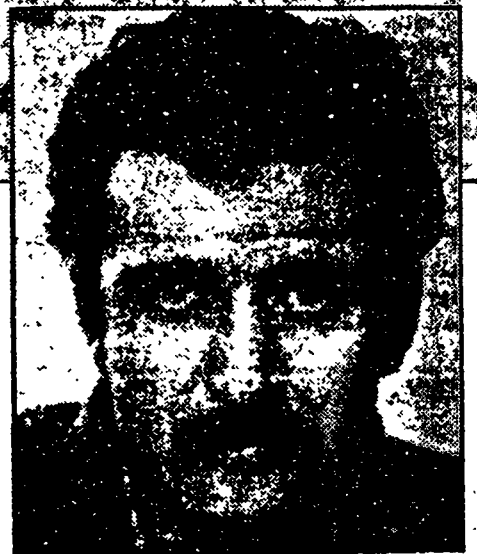
YVONNE NENANDEH

FOTNOT: Personerna vi intervjuat önskar endast framträda med sina förnamn för att inte röja sin identitet och därmed försvåra situationen för anhöriga i Kurdistan.



ett överbefolkat turkiskt fängelse. Efter militärkuppen i Turkiet fylldes fängelserna med vänsteranhängare och kurder. Få utdömda dödsstraff har verkställts, istället dödas folk i fängelserna, skriver Mahmut Baksi och Elin Clason.

Morden i fängelset



Necmettin Büyükcaya, tidigare bosatt i Sverige, mördades i sitt fängelse förra månaden.



□ □ □ Nya arresteringar, mord på fångar i Diyarbakir-fängelset, nya politiska rättegångar och fler lagar som sätter munkorg på politiker och press. Den dystra bilden av Turkiet har inte blivit ljusare tre månader efter parlamentsvalet. Den militära kontrollen är lika stark som tidigare.

Revolterande fångar i Turkiet mördade

Militär terror härskar än

Några dagar innan Europaparlamentet upplöstes i kaos och utan att ha hunnit färdigbehandla sitt huvudärende, Turkiets medlemskap, nåddes omvärlden av beskedet att tre fångar i Diyarbakir i turkiska Kurdistan mördats.

Fängelseledning och myndigheter har försökt lägga rökridåer kring händelsen men bilden som advokater och anhöriga till fångarna kan ge är tämligen klar.

Sait Aydogmus är kurd från Diyarbakirtrakten och generalsekreterare i turkiska livsmedelsarbetarförbundet och sedan en månad politisk flykting i Sverige. Han berättar om bakgrunden till mordet.

I fängelset i Diyarbakir finns politiska fångar från alla delar av turkiska Kurdistan. I alla turkiska fängelser är metoderna mycket hårda men i Diyarbakir är det värre än på andra ställen, säger han.

Tidigt i höstas hungerstredade fångarna där i protest mot förhållandena. När de gavs löften om att kraven på bli längre besöksstider och rätten att tala kurdiska under besöken skulle tillgodoses bröts hungerstrejken.

Sirener

Men löftena infriades inte och den 3 januari i år inleddes en ny hungerstrejk. Det var 300 fångar från sovsalarna 36 och 37 som deltog. De andra fångarna demonstrerade genom att inte ta emot besök och vägra delta i rättegångarna.

Samma dag som hungerstrejken började säger invånare i Diyarbakir att de såg en våldsam brand i fängelset. Fångarna hade rusat upp högre i byggnaden och försökte därifrån ropa budskap och slagord till folk i närheten men deras röster dränktes av sirener i fängelset och från polis- och brandbilar. Ett 50-tal fångar ska ha skadats av branden och förts till militärsjukhus.

Den 22 januari, säger Sait Aydogmus, stormades barrikaderna som fångarna byggt i korridorerna till salarna 36 och 37 av militär som fått i uppgift att stoppa hungerstrejken.

Tre av de fångar som då greps av militären lämnades nästa dag till sina anhöriga. Döda.

Fortfarande saknas ett antal fångar vars öde är okänt.

De tre döda, Necmettin Büyükkaya, Yilmaz Demir och Halil Catak, begravdes av familjerna under militär kontroll och utan obduktion den 25 januari. Deras kroppar bar tydliga spår av tortyr.

De jag talat med anser det uteslutet att skador från branden skulle kunna vara dödsorsak, säger Sait Aydogmus.

Orädd fånge

Necmettin Büyükkaya var känd som en orädd fånge och organiserade hungerstrejken. Han bodde i Sverige på 70-talet och har anhöriga här.

Necmettin visste att hans liv var i fara, säger hans bror Kervan till DN. Det hade han också sagt under rättegången.

Vid militärens stormning togs han till förhørscentralen. Där torterades han svårt. Han fördes sedan till sjukhuset där han avled efter två timmar. Om han avrättades eller dog av tortyren vet vi inte. Men sedan händelsen blivit känd tog två andra fångar sina liv i protest. Remsi Aytürk hängde sig till döds. Fem fångar är bevisligen döda men uppgifter jag fått från Diyarbakir säger att ytterligare 15 har dött. Det är dock obekräftade uppgifter, säger Kervan Büyükkaya.

Ovisshet

Rädslan och ovissheten gjorde att anhöriga till fångar den 31 januari bokstavligen stormade fängelset och vissa hotade med att bränna sig själva levande utanför dess murer om de inte tilläts återuppta fängelsebesöken, säger Sait Aydogmus. Från den 4 februari tilläts besök i fängelset igen.

De svikna löftena var inte enda anledningen till hungerstrejken. Fångarna ville också protestera mot de nya omfattande arresteringarna efter valet i november. Arresteringar som drabbade i stort alla oppositionsgrupper över hela Turkiet. Till sin art och omfattning påminde de om de svep som gjordes efter kuppen den 12 september 1980.

De uppfattades som en klar makt demonstration av juntan: Vi finns här ännu, låt inte valet och det nya parlamentet få er att glömma det.

De använde sig av en speciell metod. Undantagstillståndsmyndigheterna i de olika regionerna tvingar byarna att överlämna ett antal vapen inom bestämd tid. Hade de dem inte fick de skaffa dem. Sedan påstod myndigheterna att så och så många vapen beslagtogs där och där. Det blev signalen till arresteringarna.

betarförbundet. För drygt en vecka sedan var han i Turkiet och träffade fackliga och politiska ledare.

Några förhoppningar om amnesti fann vi inte, säger han.

Inte heller kunde vi se några tecken på demokratisering. Tvärtom har den nya munkorgslagen som togs den 6 december ytterligare försvärat för opinionen. I lagen förbjuds att någon i tal eller skrift försvarar de politiska partier eller dess medlemmar som förbjöds av juntan. Lagen upphöjer också alla beslut



Amnesti

Antalet politiska fångar i Turkiets fängelser minskar således inte. Tidigare har juntan tillstått 61 700. I tidskriften Nokta från den 2 januari i år sägs att enligt officiella uttalanden av justitieminister Nejat Eldem finns 46 202 dömda för politiska brott och 29 417 ännu inte dömda politiska fångar.

Cüneyt Canver är parlamentsledamot för folkliga partiet. I en motion som han lade fram den 2 februari om amnesti för politiska fångar sägs att det finns 37 000 i militära fängelser och 80 000 i civila. Han förlär amnesti för dem som inte deltagit i väpnade aktioner och för dem som har domar på under 10 år.

Men en amnesti kräver grundlagsändring och behöver två tredjedels majoritet i parlamentet. Sedan kan ändå president Evren kräva omprövning av beslutet.

Johan Peanberg är internationell sekreterare i kommunalar-

och dekret som fattades av juntan till något av en andra konstitution. All kritik av juntan förbjuds också. Och den nya presslagen har ytterligare ökat kontrollen av massmedia.

Det är fortfarande militären som sitter på de viktiga posterna. Någon har beskrivit valen som en pseudodemokratisk icke-händelse, säger han. Det är träffande.

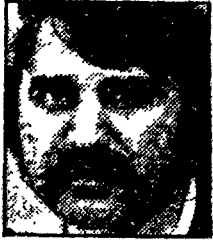
Jag vet inte om förtrycket har ökat — men jag tror att det har institutionaliserats.

I mars ska Turkiet ha kommunalval, efter samma principer och med samma hårda styrning som i parlamentsvalet. Oppositionen är rädd att ytterligare en demokratisk fasad ska skymma de turkiska brotten mot mänskliga rättigheter inför Europaparlamentets session i maj. Det är först efter en amnesti som man kan tala om en början till demokrati menar de och anser det vara en skam om inte Turkiet utesluts ur Europaparlamentet.

Under tiden rullar de gamla massrättegångarna på, år efter år, och nya kommer till.

LEIF NORRMAN

sidan tre



I januari mördades en rad kurdiska fångar i det turkiska fängelset i Diyarbakir. Den kurdiske författaren Mahmut Baksi och Elin Clason berättar i sitt inlägg om en av dem, samt om situationen för kurderna i Turkiet. I veckan går den kurdiske regissören Yilmaz Güneys nya film "Muren" upp i Stockholm. Den behandlar också fängelserna.

Januari 1984 har varit en sorgemånad i staden Diyarbakir i den turkiska delen av Kurdistan.

För omkring två veckor sedan började ryktena nå oss om att någonting fruktansvärt måste ha hänt i stadens militärfängelse. Där förvaras över 4 000 kurdiska politiska fångar under omänskliga förhållanden och plågas av daglig tortyr och misshandel.

Den 24 januari fick vi beskedet. En av våra bästa vänner Necmettin Büyükcaya hade mördats i fängelset. En dag senare hörde vi att hans kropp hade förts tillbaka till hans hemstad Sverek.

Enligt dödsattesten hade man brutit nacken av honom.

Den 3 januari började en hungerstrejk i militärfängelset i Diyarbakir mot de brutala förhållandena där. Necmettin Büyükcaya hörde till dem som organiserade hungerstrejken.

För att stoppa strejken fördes han till en cell tillsammans med en annan fånge. Där mördades han. Men den andre överlevde och har på sjukhuset kunnat vittna om vad som hänt.

För att hindra hungerstrejken och stoppa den användes brutalt våld. Ja, man försökte till och med sätta eld på en del fångar. En dag steg höga rökmoln upp mot himlen ovanför Diyarbakir. Anhöriga till fångar som oroades av rökmolnen skyndade till fängelset men slogs brutalt ner utanför murarna.

Någon dag senare började de brända kropparna anlända till sjukhuset. Därifrån har de en efter en lämnats ut. Hittills har åtta familjer fått tillbaka sina söner. Nu säger ryktet att ett femtiotal kroppar slängts direkt i floden Tigris, som rinner nära staden.

Idag sörjer hela Kurdistan Necmettin Büyükcaya, eftersom han är en av dem som hela sitt vuxna liv kämpat för det kurdiska folkets rättigheter och var känd i alla dess delar, också i de iranska, irakiska och syriska delarna. Han var både modig och omtyckt.

Ända sedan 1971 har den turkiska staten betraktat honom som sin fiende. Det året tog militären makten i Turkiet och tvingade de politiskt aktiva kurder och turkar, som lyckades undgå fängelserna att gå under jorden och sedan i exil.

Necmettin Büyükcaya var till en av dem. Han kom till Sverige 1972 som politisk flykting och bodde här tills den allmänna amnestin 1974 gjorde det möjligt för honom att återvända hem och fortsätta med det politiska arbetet i Kurdistan.

1978 när den dåvarande turkiska regeringen Ecevit förklarade undantagstillstånd i de största turkiska städerna och i större delen av Kurdistan tvingades han åter gå under jorden.

I slutet av 1979 gjorde han ännu ett besök i Sverige och stannade här några månader. Men Neco kunde inte leva utanför Kurdistans gränser på avstånd från befrielsekampen och sitt folk. Han måste återvända. Vi följde honom till Arlanda, önskade honom lycka till och sa farväl.

En höstmorgon 1981 greps han i staden Diyarbakir. Enligt rapporter från advokater i Diyarbakir utsattes han för mycket hård tortyr. Hans högra arm bröts sönder och hans revben krossades. Ändå talade han inte, avslöjade varken sitt partis, sina kamraters eller medarbetares namn.

Denna tortyr har inte bara drabbat honom. Tusentals politiska fångar har utsatts för den mest fruktansvärda behandling under de senaste åren i de turkiska fängelserna. Och denna tortyr fortsätter dag efter dag. De som lämnar fängelserna levande är handkappade för livet.

Hur många som dött vet ingen. De fiesta anhöriga får fråga förgäves efter sina försvunna barns döda kroppar.

Sedan militärjuntan tog makten den 12 september 1980 i Turkiet - den junta som i november 1983 maskerade sig till civiljunta - har ett femtiotal personer avrättats officiellt.

Men ännu har den politiska staten inte vågat avrätta några kurdiska turkiska fångar. En av orsakerna är rädsla för den västeuropeiska opinionen. I stället mördas den

ena efter den andra i tysthet utan dödsdomar.

Morden sker i intervaller. Förra året skrev världspressen om en liknande massaker i Diyarbakir-fängelset.

Sammanlagt har ett trettiotal fångar dödats enbart i detta fängelse. Och om ryktena om de senaste offren, som slängts i floden Tigris är sanna, är det verkliga antalet det flerdubbla.

Ända sedan shejk Saidupproret, som skedde i protest mot den turkiska statens grundande 1924 på bekostnad av kurdernas rättigheter har kurdiska politiker, som protesterat mot den turkiska statens förnekande av det kurdiska folkets existens, mördats.

Och morden har alltid skett i tysthet. Den kurdiska historien är fylld av sorg över alla offer för den turkiska statens förtryck under de senaste sextio åren.

Idag misshandlas och torteras systematiskt de kurdiska politiker och studenter, arbetare, bönder, läkare och advokater, som på olika sätt kämpat för det kurdiska folkets mänskliga rättigheter. Och de som trots behandlingen ändå öppet inför rätta under domstolsförhandlingarna fortsätter att kräva frihet åt kurderna bestraffas med ännu hårdare behandling.

Målet är att en gång för alla bli av med alla som vågat kämpa och som fortsätter att kämpa trots svårigheterna. Necmettin Büyükcaya var en av dem som den turkiska staten ville bli av med just på grund av hans mod.

Under Stockholmskonferensens högtidliga första inledningsvecka deltog också Turkiets utrikesminister i samtalen om fred och frihet.

Den 19 januari skulle han som alla andra utrikesministrar hålla en presskonferens. Men den inställdes. Kanske han inte vågade framträda inför världspressen därför att han då redan visste att Necmettin Büyükcaya var död och fruktade obehagliga frågor från Necmettins vänner i Sverige, som befann sig på konferensen och anade att någonting hänt i Diyarbakirfängelset?

Och sådana frågor passar inte för fredskonferenser. Men inte heller Turkiets utrikesminister är särskilt lämplig i de sammanhangen.

I dagarna skall Yilmaz Güneys film Muren ha premiär i Stockholm. Necmettin Büyükcaya och Yilmaz Güney var goda vänner. De kom från samma kurdiska stad Sverek. Vi hoppas att de som ser filmen Muren skall glömma den turkiska statens mord på vår vän Necmettin Büyükcaya i Diyarbakirfängelset. Verklighetens fångelser i dagens Turkiet är 1 000 gånger värre än filmens.

Mahmut Baksi
Elin Clason

URGENT ACTION

EXTERNAL (for general distribution)

AI Index: EUR 44/07/84
Distr: UA/SC

UA 35/84

Torture/Health Concern

15 February 1984

TURKEY: Nazif KALELI

Nazif Kaleli, a teacher and trade unionist, aged around 40, has been imprisoned since March 1980. He was sentenced to 15 years' imprisonment in October 1983 after being convicted under Article 125 of the Turkish Penal Code of secessionist activities as an alleged member of the Socialist Party of Turkish Kurdistan (TKSP). He is imprisoned in Diyarbakir Military Prison.

Amnesty International is informed that Nazif Kaleli is in a coma. It is not known whether he has been transferred to a hospital. He is believed to have been tortured frequently since his detention in 1980 and his health is reported to have suffered greatly as a result. In late 1982 he was transferred to Ankara Gülhane Military Hospital in a coma due to kidney failure. He was subsequently returned to Diyarbakir Military Prison and Amnesty International has received reports that he is gravely ill. As well as kidney failure, he is said to suffer from back injuries and one report described him as being partly paralyzed. Nazif Kaleli is married with two children

Background information

Amnesty International has received frequent reports of torture concerning prisoners in Diyarbakir Military Prison, including reports of death as a result of torture. In May 1982 Amnesty International asked the Turkish authorities to allow an Amnesty International delegation to visit Diyarbakir Military Prison in connection with reports that more than 100 prisoners were in very bad health as a result of torture and bad prison conditions. No response was received. Twice in the past six months prisoners in Diyarbakir have gone on hunger strike in protest, among other complaints, at the continuation of torture. The most recent hunger strike, which began in early January 1984, is said to continue and Nazif Kaleli is reported to have been one of those participating.

Amnesty International has received reports that those on hunger strike have been tortured. Reports of at least seven deaths of

prisoners in Diyarbakir during January 1984 have been received. The cause of death is not known, but an Amnesty International mission which visited Diyarbakir from 27-31 January 1984 was informed by the military authorities that two of the deaths were due to respectively brain tumour and suicide. Amnesty International has called on the military authorities to account publicly for all the deaths and to allow families the bodies for independent medical examination and burial.

Although civilian government was restored to Turkey in November 1983, following a military coup in September 1980, martial law still prevails throughout the country.

RECOMMENDED ACTION:

Telegrams/express letters/airmail letters expressing concern about reports that Nazif Kaleli has been tortured and is in a coma. Request information concerning his current state of health and whether he is receiving medical treatment.

APPEALS TO:

General Kaya Yazgan
Martial Law Commander
Diyarbakir, Turkey

Telegrams to: as above

Copies of appeals should be sent to diplomatic representatives of Turkey in your country.

Appeals from TEACHERS and MEDICAL PROFESSIONALS are particularly requested.

PLEASE SEND APPEALS AS SOON AS POSSIBLE. Check with the International Secretariat if sending appeals after 28 March 1984.

amnesty international

INTERNATIONAL SECRETARIAT
1 Easton Street London WC1X 8DJ
United Kingdom



amnesty international news release

NR 03/84

INTERNATIONAL SECRETARIAT
1 Easton Street London WC1X 8DJ
United Kingdom

AI INDEX: EUR 44/08/84
DISTR: SC/PO/CO

INTERNATIONAL EMBARGO:
0001 HRS GMT THURSDAY 16 FEBRUARY 1984

AMNESTY INTERNATIONAL CALLS ON TURKEY TO ACCOUNT FOR DEATHS IN PRISON

Amnesty International today (Thursday, 16 February 1984) called on the head of the Turkish armed forces to account publicly for seven prisoners reported to have died in a military prison in Eastern Turkey in January.

In an urgent message to the Turkish Chief of General Staff, General Necdet Urug, the worldwide human rights organization expressed concern about reports of the resumption of torture and ill-treatment of inmates of Diyarbakir Military Prison.

It named seven prisoners reported to have died in the prison this year. Four were known to have been buried, it said. In three other cases Amnesty International had learned that the families had been informed of their relatives' deaths but that the bodies were not available for burial.

Amnesty International said that all the families concerned should be given the bodies of their dead relatives and allowed to arrange independent medical examinations to establish the cause of death.

The Amnesty International call followed a visit by one of its delegates to Diyarbakir (more than 1,000 km from Istanbul) to seek information about three prisoners reported to have died in unexplained circumstances.

The military authorities in Diyarbakir acknowledged the deaths of two prisoners, Necmettin Buyukkaya and Yilmaz Demir. They told the delegate that one of the prisoners had committed suicide and the other had died of a brain tumour, Amnesty International said. No form of inquest proceedings are known to have taken place, it said.

Since the delegate's visit the organization has received information on the deaths of four more prisoners.

These reported deaths came after inmates in the military prison had begun their second hunger-strike within six months. This one is reported to be in protest against the alleged resumption of torture in the prison and the withdrawal of concessions granted during a previous hunger-strike in September 1983.

An Amnesty International representative said today that the organization had received frequent complaints of torture of inmates at Diyarbakir in recent years and had repeatedly urged the authorities to investigate the allegations and take all necessary steps to halt the torture.

In May 1982 it asked to be allowed to send a team to check on reports that nearly 100 Kurdish prisoners were in poor health as a result of torture and harsh conditions.

One of the people it named at the time, Kurdish lawyer Huseyin Yildirim, was later released and left Turkey - he gave a horrific account of tortures he said he and other Kurdish prisoners had suffered, including being beaten and given electric shocks on sensitive parts of the body while tied to a wooden cross. Three of these prisoners are known to have died in custody. The authorities acknowledged one of the deaths: they said the prisoner had committed suicide.

EMBARGOED FOR:

0001 hrs GMT THURSDAY

16 FEBRUARY 1984

Témoignage : un avocat kurde dénonce la répression d'Ankara

Huseyin Yildirim est un avocat kurde de 46 ans. Jusqu'ici, rien que de très banal. Mais lorsqu'on apprend qu'avant son exil en Europe, il a défendu pendant cinq ans les prisonniers politiques kurdes devant les juridictions d'exception turques, on imagine que tout ne s'est pas passé de la meilleure façon qui soit. Et, en effet, Huseyin Yildirim a fini par être arrêté, torturé et emprisonné pendant dix mois. C'est grâce à l'action d'Amnesty International et du gouvernement suédois qu'il pu finalement s'en sortir et trouver l'asile politique en Suède. Voici son témoignage, recueilli en Belgique, où il est actuellement de passage à l'invitation du «C.E.D.R.I.»

Quinze millions de Kurdes vivent actuellement dans un territoire à cheval sur l'Irak, l'Irak, la Turquie et la Syrie. De tout temps, les gens du Kurdistan ont été divisés, que ce soit sur le plan religieux, entre chiïtes et sunnites, ou du point de vue structure de société, entre de nombreuses tribus. Ces divisions, encore aggravées par un régime féodal toujours très vivace, ont sans cesse été mises à profit par les grands pays ou empires voisins pour maintenir sous leur dépendance, dressées les unes contre les autres, des régions entières du Kurdistan. Il faut dire que le Kurdistan occupe une position stratégique dans cette région de l'Asie et que les Kurdes d'Irak vivent sur d'importants gisements de pétrole.

Depuis des siècles, la répression s'abat sur le peuple kurde. Des Ottomans aux Perses, des Français aux Turcs, des Iraniens aux Irakiens, les massacres se sont succédés et si les Kurdes ont échappé au triste sort des Arméniens, leur situation n'en est pas moins tragique. Huseyin Yildirim en sait quelque chose, lui qui déclarait en 1983 : «La junte turque est déterminée à exterminer tout ce qui lui résiste au Kurdistan. Un génocide est en cours et l'opinion publique européenne ne fait rien pour l'arrêter».

Le meurtre et la torture sont systématiquement utilisés par le gouvernement d'Ankara depuis qu'au début des années septante, les Kurdes, sous l'impulsion du P.K.K., un parti kurde clandestin, se sont rendu compte de ce que leurs divisions ne pouvaient que les desservir. C'est à Diyarbakir, le chef-lieu du Kurdistan turc, que se trouve le quartier général de la répres-

sion. En avril 81 y a commencé le procès de 5.000 personnes, toutes kurdes. «Un simulacre de procès, dit Huseyin, qui a commencé dans une atmosphère tragique. Une bonne partie des inculpés avaient été torturés et certains devaient même être soutenus par des militaires pour se présenter devant les juges».

Il y avait là 200 avocats constamment menacés et obligés de se prêter à cette parodie de justice. Pendant six mois, l'avocat kurde a dénoncé ce tribunal qui ne servait qu'à «appliquer les directives du gouvernement». Après avoir été battu à plusieurs reprises par la police, il a été arrêté. C'est alors que son calvaire a commencé.

«La torture que l'on m'a fait subir est la même que celle pratiquée par les Allemands pendant la guerre», dit-il. Après avoir subi les sévices de la police pendant une semaine, il s'est finalement retrouvé en prison. Là, il a été accueilli par une cinquantaine d'hommes armés de bâtons. Ce récit, alors, de vie n'est réellement insupportable. «On m'a déshabillé, on m'a couvert la tête et on m'a jeté dans les flammes. Ensuite, j'ai été plongé dans l'eau sale des égouts. D'autres fois, on m'a pendu par une ou deux jambes jusqu'à ce que je hurle de douleur. Ils m'ont cassé le menton, ils m'ont hissé par le sexe, cassé les dents, écrasé la tête dans un étaux et brisé les doigts».

Les geôliers turcs ont encore exposé l'avocat, nu, dans la cour de la prison, devant les clients qu'il devait défendre. Ensuite, Amnesty International s'est préoccupé de son sort et Huseyin Yildirim a été transféré dans une cellule commune. Ce

qui n'a pas empêché les séances de torture de continuer au rythme de deux fois par jour. A ses côtés figurait notamment le sénateur Nuretin Yilmuz Ahmet Turk, récemment condamné à huit ans de prison pour avoir milité en faveur de la paix.

«Pendant que j'étais emprisonné à Diyarbakir, précise Huseyin Yildirim, de nombreux prisonniers sont morts. Mais il est toujours impossible de savoir combien de Kurdes ont été tués là-bas, car, bien souvent, les cadavres ne sont pas rendus aux familles».

Finalement, l'avocat kurde devait être emmené devant son juge. A sa grande surprise, il s'agissait d'un Turc qui avait fait ses études de droit en même temps que lui... Le juge le libère («après s'être effondré en larmes», précise Yildirim) et, courageusement, l'avocat retourne alors défendre les prisonniers politiques kurdes. Mais la situation reste réellement intenable : la police continue à le torturer et un jour on lui tire même dessus. Alors, il décide de passer en Syrie et de gagner la Suède où il obtient le statut de réfugié politique.

Depuis lors, cet homme encore affaibli par les sévices physiques qu'il a subis parcourt l'Europe pour expliquer la situation de son peuple. Car, pendant ce temps, le procès de Diyarbakir continue et, en janvier de cette année, cinq personnes y ont encore été tuées. Cinq autres détenus étaient dans le coma et on ne compte plus les disparus. «La situation y est plus dure que jamais», précise Huseyin.

Sachant que la situation des Kurdes irakiens et iraniens n'est guère meilleure, on peut se demander s'il n'y a pas actuellement, chez eux, une tendance à desserrer leurs liens. «On sait ce qui se passe en Iran et Irak, dit Yildirim, mais on sait aussi qu'ils se battent entre eux. Or, s'il y a des combats fratricides, c'est que le féodalisme est encore plus implanté là-bas qu'en Turquie. Les mouvements kurdes y sont dirigés par des gens proches des grands féodaux et des propriétaires terriens qui pensent surtout à défendre leurs terres».

Dès lors, la réunion de tous les Kurdes en une patrie com-

mune ne serait-elle qu'une illusion? «Non, répond Huseyin Yildirim, mais il faut avant tout installer une force kurde par pays. Ensuite seulement, ces trois mouvements se réuniront au sein d'une sorte de Parlement fédéral. Ce travail d'unification des différentes tribus a déjà été entamé en Turquie par le P.K.K., le parti des travailleurs kurdes».

Bien entendu, les gens du Kurdistan sont parfaitement conscients de la position-clé de leur territoire dans cette partie du monde. «Mais, dit l'avocat kurde, c'est au peuple kurde de décider de son destin et il n'a pas, dans un premier temps, à s'occuper des intérêts des autres. Il n'est pas question d'établir chez nous un Etat marxiste-léniniste, comme on le croit souvent en Europe. Mais même si notre peuple en décidait ainsi, ce ne serait pas aux Européens de nous l'interdire».

Quant à l'intégrisme musulman dont la montée inquiète nombre d'observateurs et de diplomates il ne semble pas qu'il soit à même de jouer un rôle quelconque dans le problème kurde, du moins en Turquie. «De tous temps, le gouvernement turc a favorisé la division entre chiïtes et sunnites, déclare Huseyin Yildirim, mais depuis le début des années septante, le peuple s'est rendu compte que cette division était factice. Notre mouvement n'a rien de religieux et la plus belle preuve en est qu'il existe des Kurdes chrétiens parfaitement acceptés».

Quel avenir, dès lors, pour le Kurdistan? Celui que les pays occidentaux voudront bien lui assurer, répond en substance Huseyin Yildirim. «Ne nous écoutez pas par simple curiosité, dit-il, la torture et les massacres existent. Si vous êtes démocrates vous devez nous aider».

Jean FREDERICK.

Grève de la faim à Diyarbakir

L'Humanité

22. 2. 1984

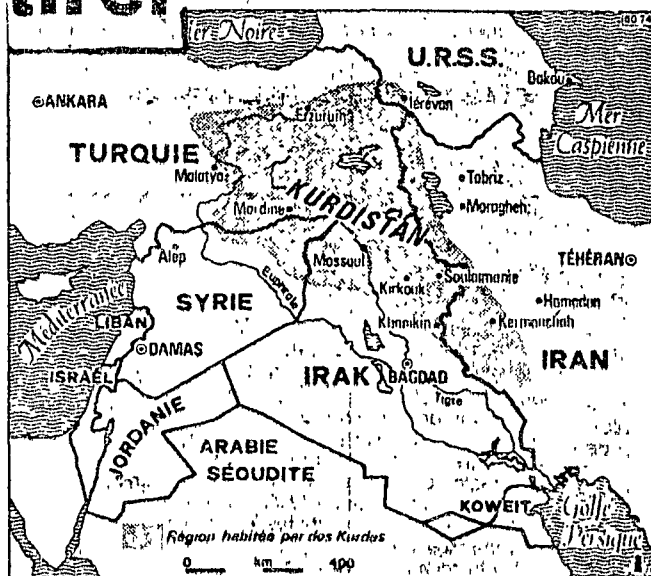
La grève de la faim entamée début janvier par les détenus du bagne de Diyarbakir (la « maison d'acier ») dans le Kurdistan turc se poursuit maintenant depuis plus de six semaines. « L'Humanité » avait dès le 26 janvier révélé les terribles conditions des prisonniers kurdes en majorité, se trouvant dans cette prison de la dictature turque. Sept d'entre eux avaient été brûlés vifs dans leur cellule par des « gardiens » qui avaient utilisé des lance-flammes à cet effet.

Depuis, la discrétion de la quasi-totalité des médias français aidant, le drame se poursuit. Lundi dernier, des militants turcs ont manifesté à Paris pour qu'enfin le mur du silence soit brisé.

SUD-OUEST

28. 2. 1984

Les conflits oubliés Les Kurdes : A genoux pour prier et pour tirer



ON DIT qu'un Kurde s'agenouille deux fois : pour prier et pour tirer. Les Peshmergas, les vaillants guerriers kurdes, font partie de ces peuples (yémenites, afghans) qui naissent avec un fusil entre les mains et préfèrent de loin une mauvaise femme à une sale pétroïre.

Sous leur individualisme farouche, il faut voir avant tout la quête d'une identité, d'un statut national et, dans le déroulement de son histoire, une suite de rendez-vous manqués. Les lendemains de 1914-1918 prévoyaient déjà la création d'un Etat kurde. L'ère Khomeiny ne leur a pas laissé beaucoup d'espoir.

Ils sont 15 millions, partagés entre l'U.R.S.S. (l'Azerbaïdjan occidental, à majorité kurde), l'Irak, la Turquie et la Syrie.

En arrivant au pouvoir, Khomeiny s'est juré de neutraliser, une fois pour toutes, les activités de ces « contre-révolutions » qui occupent sur le sol d'Irak un territoire grand comme la France. Déjà, l'armée du Chah n'avait pu venir à bout de ces guerriers de l'ombre.

Khomeiny, qui en fait un point d'honneur, lance en juillet 1979 une première offensive de choc : 500 morts en deux jours. Mahabad, principal bastion de la résistance, tombe. On sait qu'aucun accord n'est possible entre l'ayatollah et les dirigeants du P.D.K. (Parti démocrate du Kurdistan), formation dans laquelle se reconnaît la majorité des Kurdes. On sait que les Peshmergas ne sont pas suffisam-

ment armés pour faire face à la puissante armée iranienne. En 1979 et 1980, les offensives se multiplient « pour obtenir la reddition totale de cette province rebelle » et « normaliser la région ». Les villes tombent, les hommes aussi. Mais la guerre continue.

Comme en Afghanistan, le gouvernement affirme tenir la situation en main. Il ne tient que quelques positions stratégiques. Le maquis est le royaume de la guérilla qui attaque les convois, continue sa politique de harcèlement, remet en doute l'efficacité des Pasdarans, les « gardiens de la révolution ». Mais comme en Afghanistan, la rébellion ne sait pas toujours dominer ses querelles internes, ses rivalités et son incapacité à coordonner des actions d'envergure.

De leur côté, la Turquie et l'Irak se livrent à un « ratissage » conjoint de leur frontière kurde, afin de « nettoyer » la région et de « favoriser les échanges commerciaux », notamment l'approvisionnement en pétrole. Pas d'effusions de sang, selon les bulletins officiels, mais 1 500 prisonniers, tout de même.

Ces actions répétées contre les Kurdes sur fond de conflit Iran-Irak vont-elles provoquer une plus grande cohésion des différents groupes nationalistes ? Ils semblent en tout cas décidés à mobiliser l'opinion publique pour dénoncer une fois encore le « complot » contre leur mouvement de libération.

Josette DEGOS.



amnesty

international newsletter

MARCH 1984 Volume XIV Number 3

TURKEY Prisoners die in Diyarbakir

AI has called on the head of the Turkish armed forces to account publicly for seven prisoners reported to have died in a military prison in eastern Turkey in January.

In an urgent message on 13 February to the Turkish Chief of General Staff, General Necdet Urug, *AI* expressed concern about reports of the resumption of torture and ill-treatment of inmates of Diyarbakir Military Prison.

It named seven prisoners reported to have died in the prison this year. Four were known to have been buried. In three other cases, *AI* learned that the families had been informed of their relatives' deaths but that the bodies were not available for burial.

AI said that all the families concerned should be given the bodies of their dead relatives and allowed to arrange independent medical examinations to establish the cause of death.

The organization's call followed a visit by an *AI* delegate to Diyarbakir from 27 to 31 January to seek information about three prisoners reported to have died in unexplained circumstances.

The military authorities in Diyarbakir acknowledged the deaths of two prisoners, Necmettin Buyukkaya and Yilmaz Demir. They told the delegate that one of the prisoners had committed suicide and the other had died of a brain tumour. No form of inquest proceedings are known to have taken place.

After the delegate's visit *AI* received information on the deaths of four more prisoners.

These seven reported deaths came after inmates of the military prison had begun their second hunger-strike within six months. This one is reported to be in protest against the alleged resumption of torture in the prison and the withdrawal of concessions granted during a previous hunger-strike in September 1983.

AI has received frequent complaints of torture of inmates at Diyarbakir in



Two of a number of Kurdish prisoners who are reported to have been tortured in Diyarbakir this year—Mumtaz Kotan (left) seen at his trial in 1981, and Mehdi Zana, aged 45, former Mayor of Diyarbakir, whose trial ended in October 1983.

Mumtaz Kotan, a 41-year-old lawyer who has been adopted by *AI* as a prisoner of conscience, has been imprisoned since April 1980. He is said to have been tortured during his interrogation then. He was sentenced in July 1982 to eight years' jail for belonging to a Kurdish organization and for alleged secessionist activities. The substantial Kurdish minority in Turkey is not officially recognized by the authorities and the Kurdish language is prohibited.

AI has received a number of reports that Mumtaz Kotan has been tortured repeatedly throughout his imprisonment. In August 1983 his health was said to be critical. He is married with one child.

Mehdi Zana is serving a 24-year prison term, reportedly in connection with alleged Kurdish secessionist activities. He is married with two children and has been adopted by *AI* as a prisoner of conscience.

He was detained immediately after the September 1980 coup and he too is reported to have been tortured repeatedly throughout his imprisonment.

He and Mumtaz Kotan are among a group of Diyarbakir inmates who, at the time of going to press, were reported not to have been seen by relatives for some weeks.

recent years and has repeatedly urged the authorities to investigate the allegations and take all necessary steps to halt the torture.

In May 1982 it asked to be allowed to send a team to check on reports that nearly 100 Kurdish prisoners were in poor health as a result of torture and harsh conditions.

One of the people it named at the time, Kurdish lawyer Huseyin Yildirim, was

later released and left Turkey—he gave a horrific account of tortures he said he and other Kurdish prisoners had suffered, including being beaten and given electric shocks on sensitive parts of the body while tied to a wooden cross (see April 1983 *Newsletter*). Three of these prisoners are known to have died in custody. The authorities acknowledged one of the deaths: they said the prisoner had committed suicide□

Turquie: sept prisonniers kurdes meurent d'une grève de la faim

Quarante-trois détenus kurdes ont entamé en janvier une grève de la faim « à l'irlandaise » dans la prison de Diyarbakir pour protester contre la torture. Sept d'entre-eux sont morts samedi. Selon les mères, plus de mille détenus participeraient au mouvement.

Ankara (de notre correspondante)

« **S**auvez nos enfants, sauvez nos enfants ». Sakine Arat, livide sous son foulard noir, implore de tout son être, mais elle a déjà perdu espoir. Cemal, son fils est en grève de la faim depuis 45 jours à la prison militaire de Diyarbakir, dans l'est de la Turquie. La dernière fois qu'elle l'a vu, mardi dernier, il était aveugle, il avait été transféré deux jours plus tôt à l'hôpital, inconscient. « Je ne sais même pas si je rentrerai à temps à Diyarbakir pour l'enterrement de mon fils ».

C'était vendredi à Ankara. Samedi matin, Sakine Arat apprendra, comme elle le pressentait, que son fils est mort dans la nuit. En même temps que Cemal, 27 ans, quatre autres prisonniers sont morts après 45 jours de grève de la faim contre la torture. Leurs identités n'ont pas pu être vérifiées mais il s'agit de Mustafa Karusu, Mehmet Canyuçe et deux femmes, Fatma Gelik et Sakine Polat, qui étaient à l'article de la mort selon leurs parents. D'autres informations font état de sept décès au total depuis vendredi soir.

Ils sont encore trente-six détenus au moins en grève de la faim, qui préfèrent se laisser mourir plutôt que de s'épuiser à résister à la torture dans cette prison des séparatistes Kurdes, la plus inhumaine de Turquie. Parmi eux, une dizaine sont dans le coma à l'hôpital militaire, deux frères, Ihsan et Hikmet Tuysuz, sont paralysés, un autre, Mehmet Akip, est devenu fou en prison.

DES GREVES

« A L'IRLANDAISE »

Sakine Arat, une couturière de 49 ans, était venue à Ankara avec dix autres mères de prisonniers dans une tentative désespérée auprès des autorités pour sauver leurs enfants. La plupart de ces femmes, des kurdes vêtues comme des paysannes d'un autre âge, n'avaient jamais quitté leur

village et pour elles ce premier voyage était celui du bout de l'espoir. Ses compagnes gémissent et l'entourent, Sakine, elle, se durcit et raconte d'une voix mécanique l'histoire de son fils. Cemal a été arrêté sur dénonciation le 24 février 1981 accusé d'être l'un des leaders du groupe de Diyarbakir du PKK, (parti des travailleurs kurdes) la principale organisation séparatiste. Il a été torturé selon elle pendant les 55 jours de son interrogatoire mais n'a jamais avoué. Puis il a été inculpé, avec 104 co-accusés, dans le principal procès contre le PKK. Il n'avait toujours pas été jugé. Comme lui, 2500 prisonniers environ crouissent, depuis trois ou quatre ans dans la prison de Diyarbakir, sans avoir même été condamnés. A la merci des gardiens, qui, encore plus qu'ailleurs, se font un devoir nationaliste de briser la personnalité de ces Kurdes fiers de leur identité. « Nos enfants seront jugés, ils seront condamnés. Nous l'acceptons. Mais les tuer sous la torture c'est insupportable » se révolte Sakine Arat. « Incapables de résister plus longtemps » dit-elle, et préférant « mourir dignement », les prisonniers ont entamé en janvier une grève de la faim « à l'irlandaise ». Vingt d'entre eux ont commencé le 14, puis vingt-trois autres les ont suivis. Au total, selon les mères, ce sont mille détenus qui participent au mouvement, prêts à relayer leurs camarades dans le coma, ou décédés. La grève concerne les quartiers 35 et 36, où sont regroupés les inculpés passibles de la peine de mort ou de plus de 20 ans de prison.

1500 ETUDIANTS INCARCERES

A l'origine du mouvement, une nouvelle dégradation des conditions de détention. En octobre, après une grève de la faim de 27 jours, les prisonniers avaient obtenu l'arrêt de la torture et des améliorations importantes. Mais tout a recommencé en décembre, brimades, humiliations et

obligation du port de l'uniforme de « bagnard ». En outre, une mère a été battue pour avoir parlé en Kurde lors d'une visite à son fils, la seule langue qu'elle connaisse faute d'être allée à l'école pour apprendre le turc. Finalement, le 6 janvier, un incendie a éclaté entre deux cellules, sans doute allumé par les détenus eux-mêmes en signe de protestation. L'incendie a fait six morts. Selon les mères cependant, l'une des victimes, Necmettin Buyukkaya, est lui décédé sous les coups des gardiens. Sa famille n'a jamais pu le voir, le corps lui a été rendu dans un cercueil plombé et enterré en présence de soldats.

Heves Canyuçe ne parle pas un mot de turc. Veste d'homme déchirée, pantoufles de plastique mauve, elle triture sans relâche un petit carré de mouchoir. Elle défait les nœuds et montre une dent en or, l'une des dix que les gardiens ont arrachées à son fils. Hallucinée, elle raconte que lorsqu'elle l'a vu pour la dernière fois, il y a une semaine à l'hôpital, il lui a demandé « de ne plus revenir parce qu'il n'en n'avait plus pour longtemps ». Il lui a également expliqué pourquoi il faisait la grève de la faim : « Nous avons accepté de chanter des marches militaires. Nous avons fini par accepter de porter l'uniforme mais la torture n'a jamais cessé. Pendant quatre ans, nous avons dû manger à même le sol, vivre dans des cellules d'un mètre sur deux à plusieurs, supporter qu'on nous enfonce des matraques dans l'anus. Maintenant au moins cette torture va prendre fin ».

La situation dans les prisons fait l'objet d'un black-out total et il est interdit à la presse de l'évoquer. Mais, dans un pays retourné à un régime civil en décembre, il n'est plus possible d'étouffer ces voix. D'autant plus que les parents de prisonniers sont à ce point désespérés qu'ils n'ont plus peur de parler, de signer

des pétitions et de donner leur nom. Il ne se passe plus une journée sans que des familles « occupent » le siège des partis politiques pour se faire entendre. Jusqu'ici, on ne parlait jamais de Diyarbakir qu'en chuchotant. Vendredi, au parti populiste, les mères de détenus de la « prison des Kurdes » ont raconté haut et clair tout ce qui s'y passait.

A leurs côtés se pressaient dans la petite salle de réunion une cinquantaine de parents de prisonniers de Mamak, à Ankara, où sont incarcérés environ 1500 anciens étudiants de droite et de gauche, mélangés à dessein dans les mêmes cellules. Là aussi, plusieurs centaines de détenus ont entamé une grève de la faim contre la torture, le 22 février. Depuis, selon les témoignages, les autorités ont encore accentué la répression pour briser le mouvement. Le 1^{er} mars, explique un instituteur en retraite, « mon fils est arrivé au parloir dans un tel état qu'il s'est évanoui sous mes yeux » à tel point qu'un ancien ministre social-démocrate, Hasan Esat Isik a écrit une lettre de protestation samedi aux autorités militaires d'Ankara dans laquelle il réclame une commission d'enquête et s'inquiète particulièrement de ce que de jeunes appelés au service militaire puissent commettre de tels sévices.

Du côté officiel, on en est encore à se demander « qui organise les parents de prisonniers ». Le Premier ministre Turgut Ozal, lui préfère penser qu'il y a certainement de l'« exagération » dans les plaintes formulées, que, du reste, son gouvernement, « examine attentivement ». Sans se faire cependant la moindre illusion. Comme l'a reconnu le ministre de la Justice, le gouvernement n'a « aucun contrôle » sur les prisons militaires.

TURQUIE

Cemal Arat, vingt-sept ans gréviste de la faim jusqu'à la mort

Plusieurs détenus politiques de Diyarbakir sont décédés
Un millier d'autres prêts à les remplacer

Plusieurs détenus politiques de la prison militaire de Diyarbakir, au sud-est de la Turquie, qui observaient une grève de la faim jusqu'à la mort contre la torture, sont décédés dans la nuit de vendredi dernier. De nombreux autres prisonniers sont en danger. Ainsi se poursuit ce que des porte-parole de la droite française et européenne ont qualifié de « libéralisation » du régime turc, après le simulacre d'élections libres de novembre dernier.

Sakine Arat a annoncé, samedi matin, à Ankara, la mort de son fils, Cemal, 27 ans. Avec une dizaine d'autres mères de prisonniers de Diyarbakir, elle était venue dans la capitale turque demander aux autorités qu'elles mettent fin aux traitements inhumains auxquels sont soumis leurs enfants.

Depuis la mi-janvier, quarante-trois détenus poursuivaient un « jeûne jusqu'à la mort » pour protester contre la torture. Pour Cemal Arat, le jeûne s'est arrêté dans la nuit de vendredi à samedi. Quatre à six de ses compagnons de détention, dont deux femmes, seraient également décédés.

Militant du Parti des travailleurs kurdes, Cemal avait été arrêté en février 1981. Sa mère a révélé qu'il avait été torturé pendant 55 jours après son arrestation. Il a cependant toujours nié les accusations portées contre lui, concernant l'organisation d'« actions terroristes ». Incarcéré dans la prison de Diyarbakir, réputée la pire de Turquie, il a participé à tous les mouvements de protestation des détenus afin d'obtenir une amélioration des conditions de détention.

Ainsi, en septembre dernier, avait-il pris part, avec plusieurs centaines de prisonniers, à une grève de la faim de près d'un mois. Allongement du temps de visite de 2 à 10 minutes, autorisation de recevoir courrier, vêtements, livres, de prendre un bain tous les 15 jours...

Les quelques concessions obtenues alors furent vite balayées et, à la fin de l'année, selon les parents, les mauvais traitements et la torture avaient repris à un niveau jamais atteint. Entre autres contraintes, les autorités militaires imposent aux détenus politiques — au nombre de deux mille environ dans cette prison, kurdes pour la plupart — le port de l'uniforme réservé aux « droit commun ».

En janvier, de nouveaux incidents surviennent. Le 6, un incendie éclate, dans des circonstances mal éclaircies, et provoque la mort de six prisonniers. « Incapables de résister aux traitements inhumains », souligne Sakine Arat, quarante-trois détenus commencent le 14 janvier une « grève de la faim jusqu'à la mort ».

Au début de ce mois, treize d'entre eux avaient été transférés à l'hôpital militaire de Diyarbakir dans un état désespéré. C'est là que Sakine Arat a revu son fils une dernière fois : il était aveugle après quarante-cinq jours de jeûne. Selon les parents de détenus, un millier de prisonniers du bagne de Diyarbakir sont prêts à se lancer à leur tour dans la même action et à remplacer les volontaires décédés.

En novembre dernier, la dictature du général Evren, en place depuis 1980, avait tenté d'améliorer son image de marque en organisant des élections législatives. Les conditions du scrutin étaient tellement antidémoc-

ratiques que cela avait suscité un tollé à peu près général dans le monde (à l'exception du grand allié américain). Il se trouva cependant, en France et en Europe, des dirigeants de droite, des éditorialistes, comme celui du « Monde », pour faire croire à une « libération » du régime. Les suppliciés de Diyarbakir leur infligent aujourd'hui — si besoin était — un dramatique démenti.

Des dizaines de milliers de Turcs sont toujours en prison pour leurs opinions. Parmi eux, des syndicalistes, des militants des partis de gauche, des journalistes, des avocats... Dans la prison militaire de Mamak, comme dans celle de Diyarbakir, des centaines de détenus poursuivent également une grève de la faim depuis le 22 février. Ils sont « soumis à des pressions physiques et mentales que ne saurait expliquer la nécessité de la discipline », souligne, dans une lettre au commandant de l'état de siège d'Ankara, un ancien ministre du gouvernement de Bulent Ecevit, Hasan Esat Isik. « Ils sont également soumis à des actions que ne justifient ni les lois ni les sentiments humains ».

Au fond de leurs geôles, ces hommes et ces femmes trouvent la force de dire non à la dictature. La presse occidentale, si prompt à entrer en campagne en d'autres circonstances pour la défense des droits de l'homme, reste fort discrète sur leur martyre. Une raison de plus, pour les démocrates de notre pays, de faire entendre leur voix, notamment en protestant auprès de l'ambassade de Turquie à Paris (18, avenue de Lamballe, Paris-16^e):

YVES HOUSSON

Les « mères de Diyarbakir »

Les grèves de la faim contre la torture se poursuivaient hier dans les prisons militaires de Mamak, à Ankara, et de Diyarbakir (sud-est de la Turquie) où plusieurs détenus sont morts dans la nuit de vendredi après plus de quarante-cinq jours de jeûne.

Les « mères de Diyarbakir », qui s'étaient rendues dans la capitale vendredi pour alerter les autorités sur les conditions inhumaines de détention de leurs enfants, sont reparties samedi à Diyarbakir après avoir appris la mort de plusieurs des 43 volontaires grévistes de la faim.

Cinq à sept d'entre eux sont décédés, alors que dix à quinze autres se trouvaient, selon leurs parents, dans un « état désespéré » à l'hôpital militaire de Diyarbakir. A Mamak, où sont détenus 1.500 étudiants, la grève de la faim qui a commencé le 22 février est observée par la majorité des détenus.

Le premier ministre turc, Turgut Ozal, avait déclaré la semaine dernière devant l'Assemblée qu'il « *supposait* » que certaines des plaintes des parents de détenus étaient exagérées. Ce week-end, le ministre de la Justice a affirmé que ces plaintes concernant la torture « *étaient étudiées* » et que,

dures légales seraient engagées. Combien de prisonniers se seront-ils engagés, d'ici là, dans la « grève de la faim jusqu'à la mort » ?

Comble du cynisme : M. Eldem prétend n'avoir « *aucun contrôle* » sur les prisons en question, parce qu'elles sont « *sous l'autorité des commandements militaires de l'état de siège* ». Ce qui revient à avouer que, après la mascarade des élections législatives de novembre dernier et la mise en place d'un gouvernement civil qui a suivi, la dictature tient toujours les rênes.

Bien que largement condamnés dans le monde, les militaires et les civils au pouvoir à Ankara disposent encore de quelques appuis. Témoin la visite que leur rend aujourd'hui le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, — la première d'un chef de la diplomatie d'un pays occidental depuis le prétendu « retour à la démocratie » de novembre.

En contrepartie de cette légitimation, il est probable que le pouvoir turc acceptera plus facilement le sort réservé aux 1,7 million d'émigrés en RFA, de plus en plus fortement soumis à la xénophobie et incités à

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
L'Humanité

6. 3. 1984

ouest
france

7. 3. 1984

TURQUIE

Onze grévistes de la faim sont morts à Diyarbakir

Onze détenus sont morts de leur grève de la faim ces jours derniers à la prison militaire de Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie. Avec 32 de leurs camarades, ils avaient commencé à jeûner à la mi-janvier pour attirer l'attention du monde sur la pratique courante de la torture dans les prisons de Turquie.

Vendredi dernier, des mères de détenus de Diyarbakir s'étaient rendues à Ankara et avaient révélé que 13 des grévistes de la faim se trouvaient dans un état désespéré. Après 45 jours de jeûne, ils avaient été transportés dans le coma à l'hôpital militaire de Diyarbakir. C'est là que l'une de ces femmes, Mme Sakine Arat, de nationalité kurde, avait appris la mort de son fils Cema, 27 ans, l'un des grévistes. Au cours de la même nuit de vendredi à samedi, six autres grévistes de la faim, dont deux femmes, avaient succombé. Puis encore cinq depuis. De source proche des familles des grévistes on disait

hier que dix autres jeûneurs se trouvaient dans un état désespéré.

La situation à la prison militaire de Diyarbakir où sont incarcérés les séparatistes kurdes s'est dégradée au début de l'année lorsque les autorités pénitentiaires ont décidé d'imposer aux détenus le port de l'uniforme normalement réservé aux criminels de droit commun. Le 6 janvier, ceux-ci se sont révoltés. Il y a eu six morts dans leurs rangs.

Vingt prisonniers « *incapables de résister aux traitements inhumains* » qu'on leur impose, selon leurs parents, depuis plus de trois ans à Diyarbakir ont commencé le 14 janvier un jeûne jusqu'à la mort. Vingt-trois autres détenus se sont joints à cette grève de la faim dans les jours suivants.

La prison de Diyarbakir n'est pas un cas unique. Il y a aussi celle de Mamak, la prison militaire d'Ankara où la majorité des 1.500 détenus font la grève de la faim depuis le 22 février.

L'enfer de Diyarbakir

Tous les témoignages concordent pour dénoncer dans les prisons militaires turques des « *machines à détruire tant physiquement que moralement* ». Tous concordent aussi pour affirmer qu'en Turquie, il n'y a rien de pire que l'enfer de Diyarbakir.

Les moyens de torture dénoncés par les parents de prisonniers et les anciens détenus couvrent un éventail très large.

Les plus souvent mentionnés sont l'introduction de barres dans l'anus, un supplice déjà à la mode sous l'empire Ottoman, les passages à tabac suivis de stations debout, nus, dehors en plein hiver, avec de temps à autre des jets de seaux d'eau froide.

La falaka, bastonnade sur la plante des pieds héritée elle aussi de l'empire Ottoman, est régulièrement pratiquée. D'autre part, les gardiens n'hésitent pas à obliger les détenus à manger leurs excréments ou à leur faire avaler des plats dans lesquels ils ont mis du détergent.

A la prison militaire de

Mamak à Ankara, des détenus ont été à plusieurs reprises rassemblés dans une cour où des chiens ont été lâchés sur eux. Hier encore, devant le tribunal militaire, qui est le juge à Ankara, des militants du parti communiste ont montré les traces de tortures qu'ils ont subies.

Les séjours dans des cachots tellement petits que les détenus s'y tiennent pliés, sont la punition minimale de toute révolte. A cela il faut ajouter les humiliations permanentes, l'impossibilité d'aller aux toilettes sans permission — régulièrement refusée — et l'obligation faite aux prisonniers de manger à même le sol.

Bien que souvent dénoncée à l'étranger, la torture est un sujet tabou et largement ignoré en Turquie. Les témoignages de parents de détenus ont ces derniers jours consterné plus d'un officiel du nouveau gouvernement civil. Quant aux autorités militaires, elles ont toujours imposé le blackout total sur la situation dans leurs prisons.

GREVE DE LA FAIM CONTRE LA TORTURE EN TURQUIE: 11 MORTS

Onze détenus kurdes en grève de la faim depuis le 14 janvier pour protester contre la torture généralisée dans les prisons sont morts dans le pénitencier de Diyarbakir (sud-est de la Turquie). Le bilan des victimes de ce jeûne « à l'irlandaise » ne peut que s'alourdir dans les jours à venir.



Détenus politiques dans la cour de la prison militaire de Mamak à Ankara

Ankara (de notre correspondant)
Onze morts. La grève de la faim lancée le 14 janvier par les détenus de la prison militaire de Diyarbakir, dans l'est de la Turquie, a déjà fait onze morts. Ils étaient vingt à avoir commencé à jeûner pour protester contre la torture, incessante dans cette prison qui renferme quelque 2.500 séparatistes kurdes. Entre cinq et sept sont morts dans la nuit de vendredi après 45 jours de grève de la faim, les autres depuis dimanche. En l'absence de toute information officielle et alors qu'il est très difficile de joindre les familles des prisonniers, qui vivent souvent dans des villages reculés de ce « far east » turc, il a été impossible d'obtenir l'identité des détenus décédés.

Ce bilan risque encore de s'aggraver. Une dizaine de prisonniers sont dans le coma à l'hôpital militaire. En outre, vingt-trois autres, qui avaient commencé à jeûner quand leurs camarades sont tombés dans le coma, poursuivent le mouvement, sans que l'on sache précisément depuis combien de temps. Enfin, selon les mères de prisonniers venues vendredi à Ankara pour lancer un appel au secours, ce sont mille détenus qui sont décidés à prendre le relais de leurs camarades dans une véritable grève de la faim « à l'irlandaise ».

Le mouvement s'est propagé à la prison militaire de Mamak à Ankara où sont incarcérés 1000 à 1500 militants de droite et de gauche, anciens étudiants pour la plupart. Là aussi, 500 prisonniers sont en grève de la faim depuis le 22 février contre la torture.

Hier se tenait l'audience publique bi-hebdomadaire du procès du TKP, parti communiste turc, devant la cour martiale numéro un, qui siège en pleine garnison de Mamak, à 100 mètres de la prison. Des 288 accusés, 51 sont en détention, depuis plus de trois ans, risquant jusqu'à vingt ans pour « propagande communiste ». Il ne leur est reproché aucun acte terroriste.

Dans le bâtiment-hangar qui fait office de tribunal, 48 prisonniers font leur entrée dans l'uniforme bleu de chauffe obligatoire, à petits pas pénibles. Certains, incapables de marcher sont soutenus par des camarades. Ils sont hâves, les cheveux rasés, les yeux hyper-enfoncés dans les orbites : des vieillards squelettiques de trente ans. Lorsqu'ils parlent, c'est d'une voix inaudible malgré leurs efforts.

« Dans la nuit du 28 février, relate Nabi Ozdogan devant la cour, nous avons été battus par 200 soldats pendant 45 minutes. Un photographe a pris des photos, nos voix ont été

enregistrées. On nous a arrosés d'eau puis battus de nouveau. On nous a frappés sur la plante des pieds, à quatre reprises. Nous avons ensuite été pendus par les pieds et matraqués. » Aujourd'hui, avant de pénétrer dans le tribunal, poursuit-il, « les gardiens nous ont prévenus qu'ils nous feraient payer ce soir chacune de nos paroles. Cela fait trois ans et demi que cela dure. Nous continuerons la grève de la faim jusqu'à la mort ou jusqu'à ce que la torture cesse ». Derrière les prisonniers, quatre soldats casqués fusil mitrailleurs au poing et allure de guerriers mongols, enregistrent sans un mouvement.

Trois détenus n'ont pas comparu. Aux avocats qui s'inquiétaient de leur sort, le président a répondu que le « médecin leur avait accordé une période de repos ».

Actuellement, il ne se passe plus un jour sans que des parents de détenus occupent le siège de partis ou d'autres immeubles officiels pour faire entendre leurs plaintes. Hier matin, une délégation de parents de Mamak s'est encore rendue au bureau du Premier ministre conservateur Turgut Ozal, où elle a été reçue par un haut fonctionnaire.

Un ancien ministre du gouvernement Ecevit, Hasan Esat Isik, dont

le fils est incarcéré à Mamak, a de son côté écrit aux autorités militaires pour réclamer une enquête « indépendante et sérieuse » et un examen médical pour tous les prisonniers. Il a également adressé un télégramme au chef du gouvernement lui reprochant de « s'en tenir à des suppositions sur des sujets qui touchent à la dignité et à la vie de l'homme ». Ozal a en effet déclaré la semaine dernière qu'il « supposait » que certaines des plaintes des familles étaient « exagérées ».

Avec le retour du pays à la vie civile en décembre dernier après trois ans de régime militaire, parents et détenus se sont mis à croire à une amnistie possible et à la fin des mauvais traitements. Aujourd'hui, alors que l'amnistie a été rayée de l'ordre du jour du gouvernement, ces « exclus de la démocratie » n'ont plus rien à perdre et n'ont plus peur de dénoncer la situation dans les prisons. Même si la presse turque n'en n'a soufflé mot, les détenus de Diyarbakir ne sont pas morts dans une totale indifférence générale, l'information finissant par circuler. Si le mouvement continue il semble que le gouvernement ne pourra pas se contenter indéfiniment de noter les plaintes et de les « examiner attentivement ».

7.3.1984

TURQUIE

Les « camps d'esclaves » du général Evren

Onze grévistes de la faim morts à la prison de Diyarbakir

Onze des quarante-trois détenus qui avaient commencé à la mi-janvier une grève de la faim pour protester contre la torture dans la prison militaire de Diyarbakir (sud-est de la Turquie) sont morts, rapporte l'AFP de source proche des parents de prisonniers. Une dizaine d'autres grévistes sont dans un état désespéré. Leur martyre replace au devant de l'actualité le drame subi par les peuples de Turquie, notamment les Kurdes, en particulier depuis le coup d'Etat militaire de septembre 1980.

Les autorités civiles et militaires turques sont donc restées sourdes à l'appel des « mères de Diyarbakir ». Vendredi dernier, une dizaine de mères de détenus s'étaient rendues à Ankara pour les alerter sur le sort des quarante-trois grévistes de la faim de la prison de Diyarbakir. Après 45 jours de jeûne, treize d'entre eux avaient été transportés dans le coma à l'hôpital militaire de la ville.

Sam. di, l'une de ces femmes, Sakine Arat, apprenait la mort de son fils, Cemal, vingt-sept ans. Dans la nuit de vendredi, quatre à six autres grévistes de la faim, dont deux femmes, sont également décédés. Hier, le bilan des victimes s'élevait à onze. Il risque de s'alourdir dans les prochaines heures puisqu'une dizaine d'autres prisonniers sont dans un état désespéré.

Et rien n'indique que les maîtres d'Ankara soient prêts à faire cesser ces exécutions indirectes. Dans sa dernière déclaration publique, le premier ministre, Turgut Ozal, « supposait » que certaines plaintes des parents des détenus étaient exagérées...

Les prisonniers, eux, n'abandonneront pas leur exigence de conditions de

détention plus humaines : un millier d'entre eux, à Diyarbakir, sont décidés à s'associer au jeûne jusqu'à la mort pour remplacer les volontaires décédés. A Mamak, la prison militaire d'Ankara, la grève de la faim entamée le 22 février par la majorité des 1.500 détenus, contre la torture également, se poursuivait, hier.

Moyens de torture

Les premières révélations sur le sort réservé aux prisonniers turcs ne datent pas d'hier. La torture, pratiquée avant le coup d'Etat militaire de 1978, est devenue systématique après l'arrivée du général Evren au pouvoir en septembre 1980. L'agence France-Presse rapportait, hier, le témoignage d'un professeur incarcéré pendant près d'un an à Sultanhamet, prison militaire d'Istanbul, affirmant à sa libération que les établissements militaires « n'étaient pas des prisons, mais des camps d'esclaves ». Rien, toutefois, ne peut se comparer à « l'enfer de la prison militaire de Diyarbakir », ajoutait-il.

Les moyens de torture les plus fréquemment mentionnés par les anciens détenus, et les parents de prisonniers, sont l'introduction de barres dans l'anus, les passages à tabac suivis de stations debout, nus dehors en plein hiver, les gardiens militaires arrosant les détenus d'eau froide. La falaka, bastonnade sur la plante des pieds héritée de l'Empire ottoman, est régulièrement pratiquée. Les gardiens n'hésitent pas à obliger les détenus à manger leurs excréments ou à leur faire avaler des plats dans lesquels ils ont mis du détergent.

A la prison militaire de Mamak, les détenus ont été à plusieurs reprises rassemblés dans une cour où des chiens ont été lâchés sur eux.

Des militants du Parti communiste de Turquie ont une nouvelle fois présenté, hier, des traces de ces tortures devant le tribunal militaire qui les juge. Les séjours dans des cachots tellement petits que les détenus s'y tiennent pliés sont la punition minimale de toute révolte. A cela, il faut ajouter les humiliations permanentes, l'impossibilité d'aller aux toilettes sans permission — régulièrement refusée — et l'obligation faite aux prisonniers de manger à même le sol. Selon différentes estimations, plusieurs centaines d'hommes et de femmes sont morts sous les coups de leurs tortionnaires depuis septembre 1980.

Les Kurdes visés

La liste des condamnés de l'un des derniers procès d'Ankara montre que la dictature n'épargne personne : parmi les 23 membres du Comité pour la paix, figurait le bâtonnier d'Istanbul Apaydin (5 ans de prison), un ancien ambassadeur, l'ancien dirigeant de l'union des médecins, un journaliste du quotidien « Cumhuriyet », etc. Tous accusés de « servir les communistes ».

La répression s'exerce cependant particulièrement contre le peuple kurde, principale minorité ethnique de Turquie (un quart de la population). A Diyarbakir, la plupart des prisonniers sont kurdes. Peu après le putsch de septembre 1980, le général Evren déclarait que l'un de ses objectifs était d'« extirper le séparatisme kurde ». Interdit sur tout le territoire, l'usage de la langue kurde est sévèrement réprimé.

7. 3. 1984

PRISONS TURQUES :

L'EXEMPLE

IRLANDAIS

A la manière des prisonniers irlandais de Long Kesh, onze Kurdes détenus à Diyarbakir sont morts après une grève de la faim

ONZE détenus kurdes de la prison militaire de Diyarbakir sont morts dans la nuit de vendredi dernier. Avec quarante-trois autres codétenus, ils avaient entamé le 4 janvier une grève de la faim « jusqu'à la mort », à la manière des détenus irlandais de Long Kesh, pour protester contre la torture et les sévices subis dans leur établissement pénitentiaire. Une dizaine d'entre eux seraient actuellement dans un état désespéré à l'hôpital militaire de Diyarbakir. A Ankara également, plusieurs centaines de détenus poursuivent une grève de la faim commencée le 22 février à la prison militaire de Mamak. Des mouvements de protestation analogues ont été signalés dans les prisons de Metris (Istanbul), d'Elazig et d'Erzurum.

C'est donc un mouvement analogue à celui de l'été dernier qui semble toucher les prisons militaires turques, où sont rassemblés des milliers de détenus politiques. A l'époque, les parents des détenus avaient joué un rôle déterminant en faisant connaître à l'opinion les conditions de détention de leurs enfants, malgré la censure et l'état de siège qui étaient et sont toujours en vigueur dans le pays. La presse en était venue à aborder la question de l'amnistie pour les détenus politiques, sujet tabou pour les militaires

au pouvoir. A nouveau, les parents des prisonniers se sont manifestés au grand jour : c'est une délégation de mères de prisonniers qui a rendu publique la situation à Diyarbakir, en se rendant à Ankara pour tenter d'alerter les autorités sur les « conditions inhumaines » de détention de leurs enfants. A Ankara, un ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement social-démocrate de Bülent Ecevit, Hasan Isik, a adressé un télégramme de protestation au premier ministre Turgut Ozal. Il réclame la création d'une commission d'enquête sur les conditions de détention des prisonniers et un examen médical urgent des détenus de Mamak.

En s'adressant à Turgut Ozal, et donc au gouvernement issu des élections du « retour à la démocratie » de novembre 1983, les parents des prisonniers tentent de fléchir un homme politique a priori plus sensible que les généraux aux mouvements d'opinion. Mais celui-ci s'est jusque-là montré très avare de précisions quant à la question des droits de l'homme. Critiqué par la presse au sujet de son absence de position sur la question de l'amnistie, au mois de janvier, Turgut Ozal avait fini par déclarer être « conscient de l'importance de cette question complexe », mais que toute décision à ce sujet aurait

comme préalable « le rétablissement de la santé de l'économie turque »... Et les généraux ont finalement mis fin à l'embarras d'Ozal, en signifiant le 7 janvier aux quotidiens d'Istanbul que toute évocation du sujet était désormais « interdite » pour une période indéterminée. De fait, c'est bien à un partage des tâches entre civils et militaires que l'on assiste depuis trois mois.

De nombreux opposants au régime militaire ont été condamnés pour de simples motifs d'opinion

Mais les militaires pourront-ils maintenir longtemps le black-out sur la situation dans les prisons ? Celle-ci est depuis longtemps devenue intolérable. Le nombre des détenus en vertu de l'état de siège tourne officiellement autour de 30 000, mais plus probablement avoisine les 100 000. Les prisons civiles et militaires sont notoirement surpeuplées et il est significatif qu'une cinquantaine de prisons nouvelles ont été construites depuis le coup d'Etat du 12 septembre 1980. Si les militaires n'ont pas

inventé la torture, il est patent qu'ils en ont systématisé la pratique et qu'elle s'applique à la quasi-totalité des détenus politiques. La justification officielle de la répression et du maintien de l'état de siège est la lutte contre le terrorisme, qui avait fait plus de 5 000 victimes entre 1974 et 1980. Mais selon le rapport de la commission Aebersold de la Fédération internationale des droits de l'homme, au maximum 10 % des accusés des procès pénaux militaires ont participé à des actes de violence. Et de nombreux opposants au régime militaire, syndicalistes, pacifistes, militants de gauche, ont été condamnés pour de simples motifs d'opinion.

Dans cette « sale guerre » contre l'ennemi intérieur, l'armée n'a cessé de s'engager dans la voie de la répression, sans viser les causes de la violence politique qui sévissait avant le coup d'Etat : sous-développement, chômage, surpeuplement des villes, problème kurde... Il n'est pas indifférent que l'actuel mouvement des prisonniers ait débuté à la prison militaire de Diyarbakir, considérée comme la pire du pays à tous points de vue. Les détenus, kurdes, y subissent, en sus des sévices courants dans le pays, les humiliations et le mépris que leur vouent leurs gardiens, des militaires turcs.

Jean-Philippe von Gastrow

Des séparatistes kurdes protestent contre la torture

Turquie : onze morts dans les grèves de la faim

Onze des quarante-trois détenus qui avaient commencé à la mi-janvier une grève de la faim pour protester contre la torture dans la prison militaire de Diyarbakir (sud-est de la Turquie) sont morts, apprend-on auprès de proches des parents de prisonniers.

Vendredi dernier, des mères de détenus de Diyarbakir s'étaient rendues à Ankara et avaient révélé que treize des grévistes de la faim se trouvaient dans un état désespéré. Après quarante-cinq jours de jeûne, ils avaient été transportés

dans le coma à l'hôpital militaire de Diyarbakir. Samedi matin, la mère de Cemal Arat, 27 ans, apprenait dans la capitale turque la mort de son fils. La veille, Sakine Arat s'était déclarée persuadée de ne pas pouvoir le revoir vivant. Au cours de la même nuit de vendredi où le jeune militant séparatiste kurde est mort, quatre à six autres grévistes de la faim, dont deux femmes, sont également décédés.

Le bilan des victimes de ce jeûne s'élevait hier à onze morts, quatre nouveaux décès étant intervenus au cours des dernières heures. Il pourrait s'alourdir puisqu'une dizaine d'autres grévistes de la faim sont dans un état désespéré.

L'enfer de Diyarbakir

La pratique de la torture dans la plupart des prisons militaires de Turquie dont la dénonciation mobilise actuellement de plus en plus de familles de détenus semble avoir été constante depuis que le pays a été soumis à l'état de siège en 1978.

Tous les témoignages concordent pour dénoncer dans les prisons militaires turques des « machines à détruire tant physiquement que moralement ».

Un ancien professeur incarcéré pendant près d'un an à Sultanhamet, prison militaire d'Istanbul, devait déclarer à sa libération que les établissements pénitentiaires militaires « n'étaient pas des prisons mais des camps d'esclaves ».

Il ajoutait que rien toutefois ne pouvait se comparer en Turquie à « l'enfer de la prison militaire de Diyarbakir ». Les moyens de torture dénoncés par les parents de prisonniers et les anciens détenus couvrent un éventail très large.

Les plus souvent mentionnés sont l'introduction de barres

dans l'anus, les passages à tabac suivis de stations debout, nus dehors en plein hiver, les gardiens militaires arrosant les détenus d'eau froide.

La falaka, bastonnade sur la plante des pieds héritée de l'Empire ottoman, est régulièrement pratiquée.

Les gardiens n'hésitent pas à obliger les détenus à manger leurs excréments ou à leur faire avaler des plats dans lesquels ils ont mis du détergent.

A la prison militaire de Namak à Ankara, les détenus ont été à plusieurs reprises rassemblés dans une cour où des chiens ont été lâchés sur eux.

Des militants du parti communiste turc ont une nouvelle fois présenté hier des

traces de ces tortures devant le tribunal militaire qui les juge.

Les séjours dans des cachots tellement petits que les détenus s'y tiennent pliés sont la punition minimale de toute révolte. A cela il faut ajouter les humiliations permanentes, l'impossibilité d'aller aux toilettes sans permission - régulièrement refusée - et l'obligation faite aux prisonniers de manger à même le sol.

Bien que souvent dénoncée à l'étranger, la torture est un sujet tabou et largement ignoré en Turquie. Les témoignages de parents de détenus ont ces derniers jours consterné plus d'un officiel du nouveau gouvernement civil. Quant aux autorités militaires, elles ont toujours imposé le black-out total sur la situation dans leurs prisons.

Turquie

Le combat mortel des grévistes de la faim

Le bilan des grèves de la faim menées par les détenus kurdes de la prison de Diyarbakir est, depuis le mardi 6 mars, de onze morts, selon les familles des prisonniers, et menace de s'alourdir encore dramatiquement dans les jours qui viennent. Toujours selon les parents (il n'y a pas d'autres sources d'information), dix autres grévistes de la faim seraient déjà dans un état désespéré.

Ils étaient au total quarante-trois à s'être lancés dans ce mouvement à la mi-janvier ; un millier seraient prêts à les suivre à Diyarbakir et mille cinq cents détenus de la prison de Manak, à Ankara, jeûnent depuis le 22 février. A l'origine de ce mouvement : la torture et les mauvais traitements qui sont infligés

à ces prisonniers (le Monde du 7 mars).

Le régime turc, si fier de son évolution progressive « vers la démocratie », se révèle décidément incapable de mettre un terme à cette sinistre caractéristique qui ternit son image à l'étranger.

La torture dans les prisons turques n'a certes pas été une innovation des généraux qui avaient pris le pouvoir à Ankara en septembre 1980. Mais du moins pouvait-on penser que, tout en remplissant les prisons, le régime militaire mettrait un terme à des pratiques que les gouvernements civils qui l'avaient précédé n'avaient pas été en mesure de liquider. Il ne l'a pas fait. Il n'a pas non plus nié que de telles pratiques aient

cours, se contentant de contester les chiffres des morts sous la torture avancés par certaines organisations comme Amnesty International et d'annoncer des mesures de répression dérisoires contre certains auteurs des sévices.

Un espoir était né chez les familles des prisonniers avec le retour des civils au pouvoir au mois de novembre dernier. Mais le gouvernement de M. Ozal n'a cessé depuis de se retrancher derrière le fait que tout ce qui touche à l'ordre public reste pour le moment en Turquie du seul ressort des militaires.

Les témoignages d'anciens détenus ou de parents se sont accumulés, allongeant la liste des « techniques » utilisées dans les prisons militaires : simulacres

de pendaison, électrocution, coups sur la plante des pieds (une vieille pratique ottomane), sévices sexuels sur les femmes, passages à tabac suivis de longues stations debout, rassemblement des prisonniers nus dehors, en plein hiver, etc., sans parler des « suicides », des humiliations permanentes, ni des déplorables conditions d'hébergement, dans « l'enfer de Diyarbakir » notamment.

Dans un pays où tout mouvement de contestation a disparu depuis trois ans et demi et qui est au demeurant très largement insensible à ces atteintes aux droits de l'homme, il faut que la situation carcérale soit devenue vraiment intolérable pour que des familles, pour la première fois, osent s'organiser, revendiquer, se faire entendre aussi du reste du monde. CLAIRE TRÉAN.

Humanité Dimanche

9 - 3 - 1984

TURQUIE

prisons de la mort

Onze détenus sont morts cette semaine au pénitencier de Diyarbakir, province du Kurdistan turc. Onze jeunes gens dont nous ne connaissons rien, sinon le courage. Onze filles et garçons qui ont succombé dans d'atroces souffrances à l'issue de quarante-cinq jours de grève de la faim. Le 14 janvier dernier, ils étaient quarante-trois à la prison de Diyarbakir à avoir pris cette grave décision, ultime recours contre leurs bourreaux : refuser toute alimentation pour que cessent les intolérables sévices imposés quotidiennement aux 2.500 détenus de Diyarbakir tout comme aux milliers d'autres prisonniers — officiellement 45.000 — de la dictature d'Ankara.

En Turquie, où l'ensemble des mass-médias européens a célébré « l'évolution démocratique » lors de la parodie d'élections de novembre dernier, la torture est systématiquement appliquée. Les bagnes militaires servent « à détruire tant physiquement que

moralement », confirment tous ceux qui ont connu l'univers carcéral. « Ce sont des camps d'esclaves », dénonce cet ancien détenu, un professeur qui a passé un an à la prison de Sultanamet à Istanbul.

« Dans l'enfer de la prison de Diyarbakir » les supplices les plus couramment appliqués restent les sévices sexuels, les passages à tabac suivis de longues stations debout, nus dehors en plein hiver, les gardiens militaires arrosant leurs victimes d'eau froide. La « falaka », la bastonnade sur la plante des pieds est pratiquée chaque matin.

Les geôliers n'hésitent pas à obliger les détenus à manger leurs excréments ou à leur faire avaler des plats dans lesquels ont été versés des détergents.

Le mouvement qui a éclaté en janvier à Diyarbakir s'est propagé à d'autres bastilles. À Mamak, près d'Ankara, 500 prisonniers sont depuis le 22 février en grève de la faim. A plusieurs

reprises, ils ont été rassemblés dans une cour où des chiens ont été lâchés sur eux.

Mardi, lors de l'audience bi-hebdomadaire du procès mettant en cause 288 démocrates soupçonnés d'être des militants du Parti communiste de Turquie, 51 des accusés en détention ont révélé les nouvelles atrocités subies. « Dans la nuit du 28 février, a relaté Nabi Ozdogan devant les juges militaires, nous avons été battus par deux cents soldats pendant quarante-cinq minutes... puis pendus par les pieds et à nouveau matraqués. »

Trois détenus manquaient à l'audience de mardi. Que sont-ils devenus ? Des observateurs présents dans la salle rapportent que certains accusés étaient incapables de marcher et se déplaçaient soutenus par leurs camarades, dans un état d'extrême faiblesse « hâves, les cheveux rasés, les yeux hyper-enfoncés dans les orbites : des vieillards de

trente ans. Lorsqu'ils parlent, c'est d'une voix inaudible malgré leurs efforts. »

Pour le premier ministre turc, toutes ces plaintes sont « supposées exagérées ». Bien sûr l'image de marque du très « libéral » Turgut Ozal ne peut être ternie. Washington et la droite européenne ont manœuvré suffisamment après les élections pour que la Turquie, membre de l'OTAN, reprenne rapidement sa place à l'Assemblée du Conseil de l'Europe d'où elle avait été exclue après le putsch militaire de septembre 1980. Les morts de Diyarbakir ne pèsent pas lourd dans la conscience de M. Reagan, dont l'aide militaire au régime d'Ankara a été fixée à 934 millions de dollars.

Pendant ce temps, au fond de leur cachot, de jeunes patriotes souffrent et meurent. Onze cette semaine. Le bilan peut s'alourdir. Tout doit être entrepris pour arrêter ce massacre.

D.B.

VENDREDI 9 MARS 1984



Maxime Gremetz s'entretenant avec M. Sevki, porte-parole des organisations kurdes de Turquie, hier après-midi, au siège du PCF.

Urgent : arracher à la mort les grévistes de la faim

Une déclaration de Maxime Gremetz

Douze organisations turques et du Kurdistan de Turquie ont été reçues au siège du Comité central. Elles ont informé de la situation dramatique des prisonniers politiques et des méthodes répressives utilisées par la dictature turque.

A l'issue de cette rencontre, Maxime Gremetz, membre du Bureau politique, secrétaire du Comité central, a fait la déclaration suivante :

« Aujourd'hui, dramatiques et insoutenables, les messages des grévistes de la faim de la sinistre prison de Diyarbakir au Kurdistan nous parviennent. Des mères qui ont tout perdu, elles qui pour tout bien n'avaient que leurs enfants, ont fait éclater comme elles le pouvaient la vérité :

Onze grévistes de la faim sont morts. Onze jeunes, garçons et filles de moins de vingt ans.

D'autres les remplacent : le mouvement de grève au Kurdistan touche également d'autres régions, la prison Mamak, à Ankara, notamment.

Comment imaginer tant d'atroces souffrances ? Comment ne pas entendre cet appel dramatique lancé à la conscience universelle ?

Le Parti communiste français n'a cessé de dénoncer la dictature d'Evren et d'apporter sa solidarité aux démocrates.

Le gouvernement de Turquie, issu de la farce électorale de novembre 1983, soutenu par toute la droite européenne, ose prétendre que la démocratie existe maintenant dans ce pays.

Ce cynisme est intolérable.

L'état de siège est toujours en vigueur dans la plupart des provinces.

La presse est muselée.

Le nombre des emprisonnés — plus de 100.000 — s'accroît. Aux 4.000 peines de mort demandées en 1983, s'ajoutent maintenant des dizaines d'autres. 180 personnes ont été exécutées dans des opérations de police. La torture a tué plus de 150 prisonniers.

Le procès de la centrale syndicale

DISK se poursuit et les menaces les plus lourdes pèsent sur les accusés.

Les membres du Conseil de la paix de Turquie ont été condamnés à des peines de cinq à huit ans de prison.

Sous la chape de plomb qui pèse sur la Turquie, tout un peuple vit sous la menace permanente de la répression.

Aujourd'hui, une urgence s'impose. Faire tout pour que soient arrachés à la mort les grévistes de la faim et que leur soient garantis leurs droits les plus élémentaires.

Il est possible dans notre pays de créer un grand courant d'opinion en faveur des détenus des geôles de Turquie, pour obtenir la vie sauve de tous les condamnés à mort, la libération de tous les prisonniers politiques.

Nous travaillons à réaliser le plus large rassemblement pour ces objectifs.

Nous appelons les travailleurs, les jeunes, tous les démocrates à exprimer par des télégrammes, messages, pétitions à l'ambassade de Turquie (1) leur vigoureuse condamnation et exiger :

Halte aux exécutions, à la torture, à la répression ! Respect des droits de l'homme en Turquie !

(1) Ambassade de Turquie, 17, rue d'Ankara, Paris-16^e.

● LE BUREAU EXECUTIF du Parti socialiste a fait part hier de « sa très vive émotion devant les graves événements survenus à la prison de Diyarbakir, en Turquie » et demandé « que les autorités gouvernementales et militaires turques cessent les tortures et les brimades et respectent la dignité humaine et les droits élémentaires de tous les citoyens de ce pays ».

Treize réfugiés politiques turcs, kurdes et iraniens grévistes de la faim à Dole

DOLE (CP). — Depuis vendredi matin, treize réfugiés politiques turcs, kurdes et iraniens observent une grève de la faim au centre d'hébergement des réfugiés politiques de Dole, où ils sont accueillis depuis plusieurs mois. Ils entendent alerter l'opinion publique, les responsables politiques, syndicaux, associatifs de notre pays, sur les régimes oppressifs et, plus généralement, sur le problème des droits de l'homme dans le monde.

Cette action qu'ils enga-

gent pour quelques jours, est l'expression de leur solidarité à l'égard des 1.500 prisonniers politiques de Turquie qui poursuivent une grève de la faim depuis le 5 janvier 1984. Onze d'entre eux sont morts et une dizaine sont dans un état grave. (E.R. page Monde du 7 mars 1984). Par cet acte les réfugiés politiques de Dole souhaitent sensibiliser l'opinion publique, tout en rendant hommage aux détenus qui résistent dans leur prison.

A Ankara, Diyarbakir et

Elazig, la torture et des traitements inhumains sont des faits quotidiens, assurent-ils. Les prisons contiennent officiellement 25.000 personnes, officiellement, on parle de 50.000 à 100.000 détenus. Ceux-ci ne peuvent ni lire les journaux, ni écrire. La garde à vue peut se prolonger jusqu'à quarante-cinq jours...

Quatre Iraniens participent à cette grève de la faim. Ils veulent informer la population française sur les exécutions sommaires prati-

quées dans leur pays, ainsi, en quelques jours, dix membres du parti Tudeh (opposition communiste), sont morts. Les prisonniers subissent « le lavage de cerveau islamique », c'est-à-dire qu'ils sont contraints à étudier le Coran.

Les grévistes de la faim de Dole appellent la population à les soutenir dans leur action. Les sections doloises du parti communiste, du parti socialiste, de la CGT, de la CFDT, leur ont déjà manifesté leur soutien.

L'UNION

12.3.1984

Manifestation Kurde à la cathédrale



Une douzaine de jeunes gens ont manifesté samedi contre la situation des prisonniers politiques au Kurdistan, particulièrement dans la prison de la Diyarbakir, où Amnesty International a constaté l'usage de la torture. Curieusement, c'est à l'inté-

rieur de la cathédrale que les manifestants ont déplié leur banderole, protestant contre la répression et les massacres dans la partie turque du Kurdistan.

TURQUIE

« Position de torture ! »

Cet ordre, un avocat kurde l'a entendu mille fois en sept mois de détention à Diyarbakir. Il témoigne

Ce récit est celui d'un homme qui est resté sept mois derrière les murs de la terrible prison de Diyarbakir, en Turquie. Un Kurde, mais aussi un avocat, donc un gêneur aux yeux des généraux au pouvoir. Emprisonné, puis torturé à maintes reprises sous les prétextes les plus divers, parfois anodins, il a acquis la conviction que sa vie même était menacée et qu'il lui fallait choisir l'exil, ce que souhaitait sans doute la dictature. Pour protéger sa famille, restée là-bas, il préfère conserver l'anonymat.

« Chaque détenu qui franchit les portes de la prison de Diyarbakir commence par être torturé. On vous jette dans une chambre complètement noire, sans fenêtre. Des soldats sont là avec des bâtons, déjà habitués à l'obscurité, et ils commencent à vous frapper, vous qui ne voyez rien. Pendant au moins une heure. Puis ils vous mènent dans une minuscule cellule 4,5 m x 2 m — où il y a déjà six ou sept personnes. Vous restez là quinze jours et on vous oblige à chanter l'hymne national et le discours de Kemal Ataturk à la jeunesse turque.

« Devant la cellule, il y a une grille où l'on peut passer les mains et les pieds. Deux fois par jour, les soldats viennent et hurlent : « Position de torture ! » Il faut glisser les pieds par la grille et on vous bat jusqu'au sang. Puis c'est au tour des mains. Après avoir subi l'examen sur le discours et l'hymne national, le prisonnier est conduit dans une grande salle où s'entassent, au moins, cent autres

détenus ! Chacun n'a droit qu'à une petite carafe d'eau par jour, pour boire et se laver. L'été, il fait plus de 45° C dans la salle. Chaque jour, un groupe d'une dizaine de soldats entre, appelle les gens de telle ville ou de tel village. Ils les font mettre en position de torture et les frappent. Les autres prisonniers sont obligés d'assister à la scène. C'est terrible que d'entendre les cris des autres. Et quand c'est fini, alors qu'ils baignent dans leur sang, impossible de leur porter secours. Si vous faites une faute : parler avec un camarade, essayer de l'aider, on vous entraîne au sous-sol, on vous jette dans l'égout et on continue de vous torturer là. Ou encore on précipite des chiens sur vous. Cela m'est arrivé plusieurs fois.

« Les soldats, je pense, sont ivres ou drogués. Je ne crois d'ailleurs pas qu'ils soient vraiment des soldats. Ce sont plutôt des spécialistes, des tortionnaires professionnels.

« Je suis en France depuis plusieurs mois. Je n'ai jamais voulu témoigner jusqu'ici, parce que je suis

profondément déçu de l'attitude des gouvernements occidentaux en général. Ils ont les moyens de faire pression sur le gouvernement turc, mais ils laissent faire. Il y a une hypocrisie terrible. Deux poids deux mesures : chaque jour, je regarde la télévision et jamais on n'y parle de la Turquie. Par contre, on trouve toujours quelque chose à dire sur la Pologne. Il y a en France un mouvement intellectuel qui se présente comme le champion de la démocratie mais pour qui la Turquie est sans doute un pays de ce qu'ils appellent « le monde libre ».

« Ils ne veulent surtout pas réveiller l'opinion sur ce qui se passe chez nous. Ils se taisent. Pourtant, il y a 75.000 prisonniers politiques, 1.000 personnes ont été assassinées dans les prisons depuis le coup d'Etat. Même pour les exilés politiques, il y a deux poids deux mesures. Ceux qui viennent de Turquie ne les intéressent pas, leurs droits ne sont pas reconnus. Je suis ici dans une chambre, sans emploi et sans espoir, comme si j'étais encore un prisonnier. Voilà le droit d'asile. N'était-ce la torture, je préférerais encore être en prison à Diyarbakir. Au moins, j'y étais avec les miens. »

(Recueilli par
Françoise GERMAIN ROBIN.)

De Bobby à Cemal

Souvenez-vous. C'était en 1981. Du 5 mai au 20 août, dix jeunes patriotes irlandais mouraient dans la sinistre prison de Long Kesh après de longues semaines de jeûne.

Ce n'étaient pas des assassins ni des voleurs, mais des combattants contre le colonialisme britannique en Irlande du Nord. Ils voulaient être traités comme des hommes et reconnus en leur qualité de prisonniers politiques.

Mme Thatcher, ses amis conservateurs et la droite européenne n'avaient pas fait le moindre geste pour sauver Francis, Raymond, Patsy, Joe, Martin, Kevin, Kieran, Tom, Michael. Bobby Sands avait été le premier de la liste. Il était âgé de 27 ans tout comme Cemal Arat, le jeune patriote kurde qui, après plusieurs semaines de grève

de la faim, vient de mourir à plusieurs milliers de kilomètres de Long Kesh, dans le bagne de Diyarbakir en Turquie.

Diyarbakir, ou « la maison d'acier », est réputé comme étant un enfer concentrationnaire. Depuis six siècles, on y torture, on y tue. Sous l'empire ottoman, les résistants bulgares et grecs y étaient assassinés. Aujourd'hui, la dictature d'Ankara y fait massacrer les patriotes kurdes et les démocrates turcs.

Nous connaissons les noms des compagnons de Bobby Sands, pas ceux des dix camarades de Cemal Arat qui jeûnaient pour protester contre les tortures.

Les généraux refusent de communiquer les informations et exigent, sous la menace des fusils, que les corps des martyrs soient

enterrés dans la plus grande discrétion.

Au moment de leur mort, Cemal et Bobby avaient le même âge. Et ils luttèrent tous les deux pour une même cause : la liberté.

Tous deux n'ont pas fait l'objet des gros titres de la presse, encore moins d'émissions spéciales radiotélévisées.

Cemal et Bobby n'étaient ni polonais ni soviétiques et ont commis un crime : ils sont morts pour avoir dénoncé l'oppression de deux régimes étroitement liés à Washington dans le cadre de l'OTAN et de la petite Europe, deux gouvernements du « monde libre ».

JOSE FORT

Turquie

L'AVIATION AURAIT EFFEC- TUÉ PLUSIEURS RAIDS CONTRE DES POSITIONS DE SÉPARATISTES KURDES EN TERRITOIRE IRANIEN

L'armée de l'air turque a lancé au cours des dernières semaines plusieurs raids contre des positions de séparatistes kurdes en Iran, dans les régions de Mahabad et de Sardacht (proches de la frontière avec l'Irak), selon des informations recueillies à Ankara.

Huit raids ont été effectués par des groupes de deux ou trois avions militaires turcs. Au cours d'un de ces raids, un appareil se serait écrasé, et son pilote, un lieutenant, serait tombé aux mains des rebelles kurdes. Aucune confirmation officielle n'a pu être obtenue à Ankara sur ces informations. Les troupes turques avaient lancé en mai dernier une vaste opération de ratissage en territoire irakien contre les rebelles kurdes.

Les raids effectués au cours des dernières semaines sont la conséquence de plusieurs attaques par des groupes kurdes de camions turcs de transport de marchandises qui assurent une part importante des exportations de la Turquie vers l'Iran.

De nombreux militants séparatistes de Turquie ont rejoint les combattants kurdes en Irak et en Iran. Cela expliquerait les interventions de l'armée turque, soucieuse de ne pas permettre la renaissance aux frontières d'un mouvement qu'elle a sévèrement réprimé sur le sol national. — (AFP.)

● Selon des sources proches des parents de détenus de la prison de Diyerbakir, les autorités militaires ont veillé à ce que les prisonniers morts les 2 et 3 mars des suites d'une grève de la faim soient enterrés dans la plus parfaite discrétion. De même source, on ajoute que les mères de prisonniers qui s'étaient rendues la semaine dernière à Ankara pour protester contre les conditions de détention dans cette prison ont été placées sous surveillance à leur retour à Diyerbakir. — (AFP.)



14.3.1984

Raids turcs contre les Kurdes iraniens

L'aviation turque aurait lancé récemment plusieurs raids contre des positions kurdes en Iran, près de Mahabad et Sardacht, à plus de 100 km au sud de la frontière turque. Selon plusieurs sources concordantes, un appareil se serait même écrasé au cours d'un de ces raids et son pilote serait tombé aux mains des rebelles. Le ministre turc des Affaires étrangères a démenti toute opération de ce genre.

Il semble bien cependant que la Turquie, qui a réussi l'exploit de

maintenir sa neutralité dans la guerre du Golfe, joue les « gendarmes » contre les maquis kurdes de plus en plus actifs à ses frontières, tant en Irak qu'en Iran. D'autant plus que les séparatistes harcèlent les camions turcs de transport international. Récemment, des camionneurs turcs se plaignaient que le trajet devenait trop dangereux dans cette région totalement contrôlée par les Kurdes iraniens. Les chauffeurs ne roulent que le jour et par convois. Ils passent la nuit dans les stations service.

Tortures et meurtres

Des démocrates turcs parmi lesquels
le cinéaste Yilmaz Guney lancent
un appel à l'opinion

Malgré la censure, la vérité sur les prisons turques passe peu à peu les frontières. Deux avocats d'origine kurde ont confirmé hier, à Paris, les informations publiées dans « l'Humanité » sur la pratique systématique de la torture. Au cours d'une conférence de presse, organisée par la Ligue des Droits de l'Homme, avec la participation du cinéaste Yilmaz Güney, ces deux membres du barreau, réfugiés en France, M^r Ziya Acar et Huseyin Yildirin ont déclaré : « *Le traitement réservé aux prisonniers est tellement épouvantable que les militaires, dont dépend la prison de Diyarbakir, n'ont pas autorisé le ministre de la Justice lui-même à visiter l'établissement en janvier dernier.* »

Les avocats — qui ont été détenus dans les cellules où sont passés les martyrs de la grève de la faim jusqu'à la mort — ont décrit « les tortures physiques et psychologiques systématiques », « les meurtres, parfois camouflés en suicides », « l'enterrement des victimes en secret ».

M^r Yildirin a déclaré que « le *black-out* sur cette situation est maintenu par le gouvernement militaire de la province qui interdit toute évocation publique de la situation dans la prison ».

Le cinéaste Yilmaz Güney a rappelé qu'au cours des dernières semaines « dix-huit militants kurdes sont morts, les uns brûlés vifs, les autres à la suite de leur grève de la faim ». Et on ignore encore le sort d'autres détenus transportés dans un état désespéré dans des établissements militaires qualifiés d'« hôpitaux ».

L'auteur de « Yol » et « Le Mur » a critiqué la légende répandue par la junte militaire d'Ankara et une certaine presse occidentale sur le « rétablissement » des libertés démocratiques après la farce électorale de novembre. « *Le régime reste non démocratique et fortement répressif*, a-t-il dit. *Les libertés d'expression et d'association restent étroitement surveillées. La presse, les arts, le cinéma, sont soumis à une censure pesante.* » Au Kurdistan, on assiste « à la destruction systématique de l'entité culturelle, et les arrestations et exactions se multiplient ».

A ce propos, les avocats ont lancé un appel à tous les démocrates pour que les pays membres notamment du Conseil de l'Europe exercent des pres-

sions sur les autorités turques et obtiennent la cessation des pratiques actuelles de répression.

Demande d'amnistie

La fin tragique des « Onze de Diyarbakir » est maintenant connue en Turquie, malgré la censure. Le fils de l'ancien président Inonu, Erdal Inonu, a pu en faire état indirectement au cours d'une conférence de presse à Ankara lundi. Il a parlé de « l'inquiétude et la peine » que provoquaient les nouvelles sur la situation dans les prisons et déclaré qu'« il était essentiel de traiter de manière humaine tous les détenus ».

M. Erdal Inonu a demandé une décision de « large amnistie ».

Plus clairement, M. Hasan Esat Isik, ancien ministre du gouvernement social-démocrate, s'est adressé aux dirigeants des partis autorisés pour leur demander de prendre position contre les sévices dans les prisons militaires.

Nouvelles condamnations

Les tribunaux militaires d'Izmir ont condamné à des peines de deux mois à huit ans de prison 29 personnes « suspectées » d'appartenir à une organisation interdite, « Dev-Yol ». Sept membres de cette organisation, qui avaient été condamnés à mort dans un premier temps — sans que leur participation à un meurtre ait été prouvée — ont vu lundi leur peine commuée en détention perpétuelle.

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

l'Humanité

14.3.1984

LES KURDES SOUS L'ETOUFFOIR TURC

A l'image du black-out qui entoure la grève de la faim des détenus des prisons de Diyarbakir et Ankara pour protester contre la torture — et qui a déjà fait au moins onze victimes — les 6 à 8 millions de Kurdes de Turquie ont toujours été réduits au silence par le pouvoir. Leur musique, leurs journaux, leur langue sont interdits : il n'y a que des Turcs en Turquie.

Sakine Arat ne répond plus au téléphone. Cette mère, qui avait osé venir à Ankara avec dix compagnes pour hurler au monde que son fils était mort après 45 jours de grève de la faim à la prison militaire de Diyarbakir, dans l'est de la Turquie, pale aujourd'hui son audace. On l'a dit malade mais beaucoup n'y croient pas et sous-entendent qu'elle a été placée sous surveillance.

Qui a peur des mères de prisonniers, qui les surveille ? Des « arrêts » de la police, le MIT, ces services secrets très actifs dans cette région kurde ? En tout cas, le glacis militaire est retombé sur la grève de la faim entamée à la mi-janvier par les prisonniers pour protester contre la torture. Selon les informations grillées ici et là, le bilan est toujours de onze

Ankara (de notre correspondante) en cachette, ces paysannes aïnières l'ont clamé comme un appel à la vengeance : « *Kurdistan* ».

Un hommage au mort mêlé de leur colère et leur détresse. Elles distan est d'impuissance, le Kurde vient d'apprendre que l'un de paru aussi éloigné et la grève de la leurs enfants... incarcéré pour faim dans la prison des séparatistes « séparatisme », est mort après 45 est sans doute un des signes de ce jours de grève de la faim à la prison désespoir kurde en Turquie. Depuis le militaire de Diyarbakir. Les officiels coup d'Etat militaire de septembre présents ont le souffle coupé devant 1980, les Kurdes subissent le rouveau pareil défi. Le mot-tabou qu'ils comprennent d'une armée encore plus n'oseraient jamais prononcer ou alors « omnibrésente » que dans le reste du

morts. Aucune nouvelle n'a pu être obtenue des neuf prisonniers qui avaient également commencé à jeûner le 14 janvier et qui avaient été transférés à l'hôpital dans un état critique. Ont-ils été alimentés de force ?

C'est possible. Tout est possible dans cette région dont la seule évocation fait frissonner même ceux qui reviennent d'autres établissements militaires.

Le mouvement avait sûrement fait trop de bruit. Pas en Turquie, bien sûr, où la presse s'est tue conformément aux ordres, mais à l'étranger. Le service de la BBC en turc a fait mention de la grève et des onze morts, ce qui a dû prodigieusement irriter les autorités. Pire, le ministre allemand des Affaires étrangères, Hans Dietrich Genscher, en visite officielle il y a une semaine à Ankara, a longuement

abordé la question des droits de l'homme avec ses interlocuteurs et même la torture, selon ses propres déclarations.

Manifestement, les militaires ont sévi pour que ces « fautes » ne se reproduisent plus. Les corps des prisonniers décédés ont été remis aux familles dans des cercueils plombés et les funérailles, sous bonne garde militaire, ont été expéditives. Plusieurs cimetières seraient aussi surveillés par des soldats pour éviter tout hommage trop bruyant aux « martyrs ». A l'intérieur de la prison, les autorités ont sans doute tout fait également pour enrayer la grève de la faim, dont on ne sait même plus trop, aujourd'hui, où elle en est. Sinon à ce point de dramatique laudicité où les baillons militaires savent si bien confiner toute révolte. A la prison Mamak d'Ankara, la grève de la faim contre la torture entamée le 22 février continue.

à l'étranger du moins, puisque en Turquie le consensus est total sur la question kurde. De droite à gauche, s'il est un concept qui cimente la société c'est bien celui de « nation », forgé par Kemal. Atatürk sur les ruines de l'empire ottoman. Après tout, disent certains, la République turque n'a que 60 ans : trop jeune pour tolérer une minorité revendicative et déstabilisatrice.

En attendant, de six à dix millions de Kurdes vivent dans la dégradation absolue et tète de leur

Le mot « Kurde » est banni du langage officiel et même l'homme de la rue ne le prononce qu'en baissant la voix et en tout cas jamais au téléphone. Pudiqément, on parle de « *Turc des montagnes* » ou de « *groupe ethnique* ». Dites « Kurde » à un haut-fonctionnaire, il vous rétorquera docement : « *Nous ne faisons pas de différence. Pour nous, il y a 50 millions de Turcs dans ce pays, même si certains ont des dialectes différents* ».

Essayer avec un intellectuel de gauche, il vous affirmera que « Le problème de l'est de la Turquie est essentiellement économique, issu du sous-développement de la région » et que les Kurdes sont davantage exploités par leurs Aghas, seigneurs kurdes, eux aussi propriétaires terriens, que par le pouvoir central. Un journaliste, lui, vous ressortira « Les Corses et les Bretons », et le « centralisme français ».

CONSENSUS TOTAL

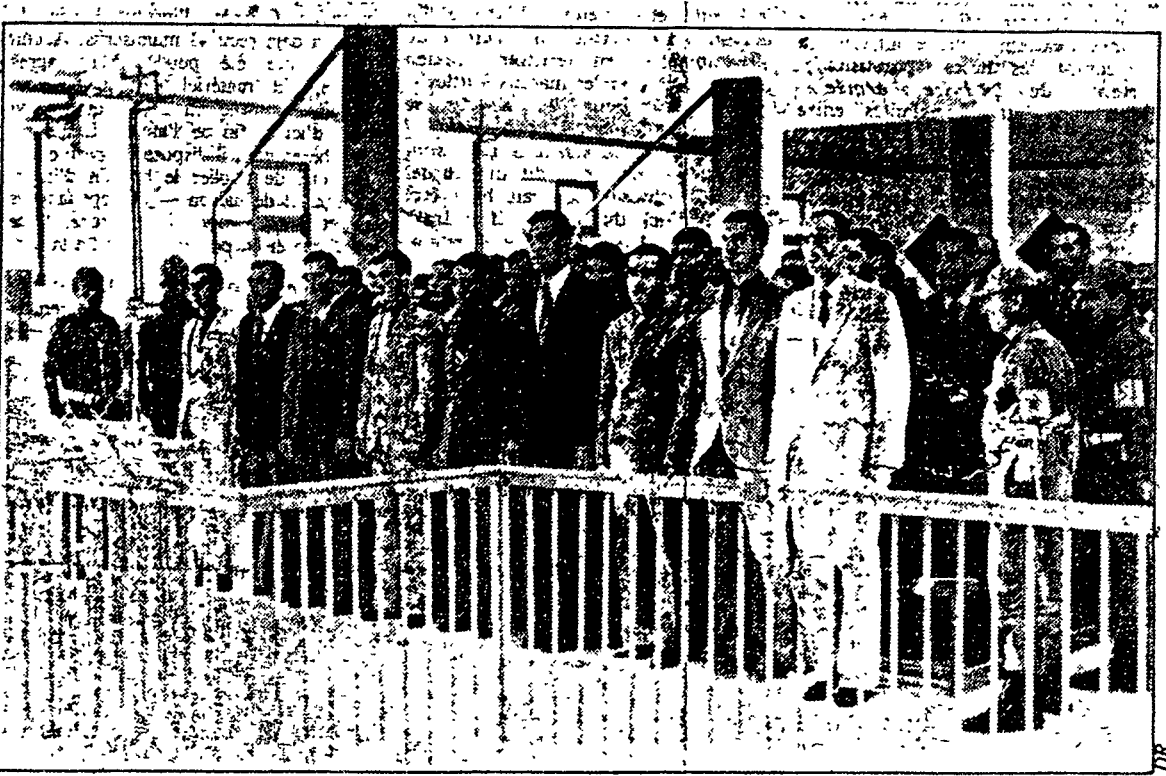
Sûr, le jacobinisme a trouvé ici une terre d'élection. D'ouest en est, le slogan le plus communément affiché reprend une formule d'Ataturk: « *ne mutlu turkum diyene* » (Il est heureux celui qui peut se proclamer Turc). Proclamation qui vous assaille partout: dans la rue en posters géants, au détour d'une route dessinée au flanc d'une montagne à l'aide de pierres par des soldats enthousiastes. Jusqu'à Diyarbakir, le « fief » kurde, où une autre citation d'Ataturk sur la citadelle vient rappeler aux habitants qu'ils sont comme ceux d'Istanbul ou de Thrace, « *Les fils de la même race et les veines de la même mine précieuse* ».

Problème de taille: ces « *fils de la même race* » ne parlent pas la même langue. Les Kurdes, qui se proclament descendants des Médes (Indo-Européens), revendiquent une culture complètement différente et un « territoire » à cheval sur cinq pays: la Turquie, l'Irak (où ils sont estimés à 5,5 millions), l'Irak (3 millions), et dans une moindre mesure la Syrie (500.000 environ) et l'URSS (300.000). Ces montagnards jaloux de leur indépendance n'ont jamais eu d'Etat. Le traité de Sévres de 1920, qui prévoyait un Kurdistan autonome, n'a jamais été appliqué.

Depuis 1924, date de l'interdiction de la langue kurde, ils sont privés de moyens d'expression en Turquie. Dans ce domaine aussi, la répression s'est accentuée depuis le coup d'Etat. La constitution de 1982, prévoit qu'« aucune langue interdite par la loi ne peut être utilisée pour propager ses pensées ». Un article qui ne vise que le Kurde, mais qui « *ratisse* » largement. Musiques, journaux sont interdits mais aussi parler kurde dans la rue par exemple.

70 % D'ANALPHABETES

Pourtant du kurde on en entend partout, des petits crieurs de chaussures de Van aux vendeurs à la criée des marchés de Diyarbakir en passant par quelques concierges d'Ankara. C'est qu'apprendre le turc reste un « privilège ». Dans une région où de nombreux villages sont encore dépourvus d'électricité, où la radio est parfois inconnue, et où des hommes et animaux dorment sous le même toit, 70% des habitants sont analphabètes (contre 25% en moyenne dans le pays). Les écoles sont encore trop rares, les enfants dispersés dans les villages reculés et enneigés une bonne partie de l'année, la quittent vers dix ans pour travailler aux champs. Les garçons auront une « dernière chance » d'apprendre le turc au service militaire. « *Dans la province de Mardin, affirme un ingénieur qui en est originaire, 90%*



Procès de masse à Diyarbakir, en mai 1981. A droite, le maire kurde, Mehdi Zanc er-Collab

des gens ne connaissent pas le turc ». Lui-même, qui est issu d'une famille très riche et qui vit à Ankara depuis quinze ans sans se considérer pour autant comme « assimilé », prend à témoin l'exemple de sa mère « *qui parle à peine le turc* » bien que ses quatre fils aient suivi des études supérieures.

L'Etat est donc bien forcé de composer. L'armée a des traducteurs. Les rapports avec les administrations s'effectuent par l'intermédiaire de l'Agha. Lors du tremblement de terre d'Erzurum en octobre dernier, les médecins se plaignaient de ne pas pouvoir communiquer avec les blessés, dont beaucoup étaient Kurdes. Aucune concession n'est faite, cependant dans les prisons. La grève de la faim de Diyarbakir a d'ailleurs été déclenchée après qu'une mère non turcophone eût été battue pour avoir parlé en kurde à son fils lors d'une visite.

« *Nous voulons pouvoir parler notre langue officiellement, avoir des écoles, des journaux, écouter notre musique sans crainte* », martèle l'ingénieur, qui avoue posséder deux livres en kurde, « *soigneusement cachés* » chez un ami. Il reconnaît cependant que cette revendication culturelle n'est qu'une « *première étape* », qui cache celle « *inaliénable* » d'un « *Etat* ».

Tous les Kurdes ne sont pas pour autant séparatistes. Certains, le plus souvent issus des familles d'Aghas, ont « réussi » à Ankara et prônent l'intégration à leur image. L'unaniment, les Turcs vous renvoient l'exemple de Kamram Inan, ancien représentant de la Turquie à l'ONU à Genève et actuellement député. Dans le même ensemble parfait, les autonomistes rétorquent qu'il n'est qu'un « *faux-valet* » pour ne pas dire un « *traître* ».

Pour ces militants, l'assimilation est impossible. L'ingénieur a préteré

inscrire ses enfants dans une école étrangère plutôt que de les voir subir le « *l'endoctrinement nationaliste* » turc. Les Kurdes sont « *des gens durs des luttes* », dit-il. « *Ils ont eu à se battre contre la nature, contre la terre et aujourd'hui contre l'ogéomisme turque. Ce combat ne cessera jamais* ». De fait, le tisse semble infranchissable, sans cesse élargi par les rebellions et répressions successives qui font l'histoire des Kurdes et dont la plus féroce, en 1925, est incrustée dans les mémoires.

UN GIGANTESQUE COUP DE FILET

Dans les années 70, les Kurdes ont profité de ce que l'Etat s'était affaibli pour hausser le ton de leurs revendications. Des journaux circulaient presque ouvertement, le « *problème de l'est* » était reconnu par le Premier ministre Ecevit. Mais les groupes d'extrême gauche ont repris à leur compte les thèses séparatistes et prônant le « *lutte armée* ». L'horrible lutte sanglante entre factions du mouvement, parcellise à l'extrême, « *L'armée a logiquement fini par prendre le pouvoir* », admet un intellectuel qui a passé 18 mois en prison. Il s'en est suivi un gigantesque coup de filet dans les milieux séparatistes. Aujourd'hui encore, sur les 22.000 prisonniers politiques considérés dans les statistiques officielles, plus de 4.000 sont des indépendantistes kurdes. Pas étonnant alors que la situation soit « *calme* » et que l'armée « *contrôle totalement la région* », comme le reconnaissent eux mêmes les Kurdes d'Ankara, qui font cependant état de nombreux militants qui ont rejoint les maquis des « *frères* » irakiens ou iraniens. Outre l'armée, le MIT (services secrets) est très infiltré dans les villes, « *je ne me montre plus à Diyarbakir, raconte cet intellectuel, à chaque fois, tous mes interlocuteurs sont inquiets* ».

« SI LA TURQUIE ENTRAIT EN GUERRE »

L'arrivée d'un gouvernement civil à Ankara n'a manifestement suscité aucun espoir. Pourtant, le Premier ministre conservateur Turgut Ozal a inscrit le « *développement de l'Anatolie de l'est et du sud-est* » au nombre de ses priorités. Cet ancien ingénieur de Malatya, à la limite ouest du peuplement kurde, rêve même « *d'électrifier tous les villages* ». Autre projet de développement dont les autorités escomptent qu'il réalisera « *l'assimilation* » de ces Kurdes réfractaires, le barrage Ataturk, sur l'Euphrate. Ce barrage gigantesque devrait transformer grâce à l'irrigation la région en un véritable « *gavien* » au Proche-Orient. Reste à savoir si cette assimilation économique peut résoudre le problème « *de la domination insupportable* » dont se plaignent les Kurdes.

La situation est désespérante à force d'être bloquée. Pas question pour Ankara de reconnaître une timide différence, la région est trop importante du point de vue stratégique, aux frontières soviétique iranienne irakienne et syrienne. L'armée l'a démontré l'an dernier en pénétrant de 40 kilomètres en territoire irakien pour pourchasser les maquis kurdes.

« *L'espoir pour les Kurdes se réduit actuellement à néant. Mais il suffit d'une étincelle. Les gens sont prêts à se révolter* », dit un Kurde. Et cette étincelle pourrait bien être l'aggravation du conflit Iran-Irak.

« *Si la Turquie entrait en guerre, tève-t-il...*

Corinne TAOR

TURQUIE

Mères sous surveillance

Les autorités militaires turques ont obligé les mères des détenus de la prison militaire de Diyarbakir morts d'une grève de la faim à enterrer leurs enfants à la va-vite et le plus discrètement possible. Des mères de détenus qui s'étaient rendues dans la capitale turque, il y a plus d'une semaine, pour attirer l'attention des autorités sur les conditions inhumaines de détention dans cette prison, ont été placées sous surveillance à leur retour à Diyarbakir. Les autorités militaires ne laissent quasiment plus filtrer d'informations sur la situation dans la prison, située au sud-est du pays; où onze jeunes Kurdes sont morts après une grève de la faim de 45 jours contre les tortures.

Le bilan du terrible jeûne « jusqu'à la mort » commencé à la mi-janvier par 43 détenus est toujours de 11 victimes. Cependant les parents n'ont aucune information sur l'état de dix autres détenus qui avaient été transférés dans un état

désespéré, début mars, dans l'hôpital militaire de la ville.

Le décompte des morts est encore rendu difficile parce que les autorités militaires s'emploient à « organiser » des funérailles rapides et discrètes dans les villages de la région où sont disséminés leurs parents.

Les corps des détenus décédés sont remis aux parents dans des cercueils fermés et les soldats les font enterrer immédiatement. Pour empêcher toute manifestation, une garde militaire des tombes est assurée dans plusieurs cimetières, notamment à Diyarbakir où les familles de détenus décédés se réunissent dans de longues soirées de deuil.

Une autre grève de la faim commencée le 22 février dans la prison militaire de Mamak à Ankara se poursuivait dimanche. Elle est suivie par quelque 450 prisonniers dont certains sont maintenant, selon leurs parents, très affaiblis.

Le Progrès 15. 3. 1984

DROITS DE L'HOMME

Contre la torture en Turquie

Le Comité de défense des détenus politiques turcs communiqué (66, rue Saint-Jean, 69005 Lyon) « Voilà la « démocratie » dont se targue le régime turc : à Diyarbakir, (Kurdistan, l'est de la Turquie) : 11 détenus sont déjà morts ; 36 autres sont dans le coma ; en grève de la faim depuis le 14 janvier. A Mamak (prison militaire de Ankara) : plus de 500 détenus politiques font la grève de la faim depuis le 22 février. Et le mouvement de grève se développe dans d'autres prisons de Turquie.

Aujourd'hui, il y a en Turquie plus de 100 000 détenus politiques (dans des conditions dramatiques) : torture systématique ; brimades et humiliations quotidiennes ; viol des détenues (femmes enceintes de tortionnaires) ; les contacts avec leur famille et les avocats sont interdits.

Un mouvement de solidarité et de protestation se développe un peu partout en Turquie, à l'initiative de familles, de

mères et avocats de détenus. Il est urgent de développer en Europe, en particulier en France, un vaste mouvement de solidarité et de protestation pour arracher à la mort des centaines de détenus politiques.

Nous appelons toutes les organisations démocratiques, humanitaires, et toutes les personnes luttant en faveur des droits de l'homme à manifester leur solidarité et exiger : l'arrêt immédiat des massacres et des tortures ; le respect des droits humanitaires des détenus politiques ; l'ouverture des prisons de Mamak (Ankara) et Diyarbakir (Kurdistan) aux observateurs des organisations humanitaires internationales et à la presse.

Envoyez des télégrammes de protestation à : M. Ozal Turgut (premier ministre) ; M Evren Kenan (président de la République) ; M. Karaduman Necdet. (président de l'Assemblée). Adresse : Ankara, Turquie.

Le Monde

TURQUIE

LES PRISONNIERS KURDES

CESSENT

LEUR GREVE DE LA FAIM

Ankara (AFP) — Les détenus de la prison militaire de Diyarbakir (sud-est de la Turquie) ont mis fin à leur combat contre leurs conditions de détention, après une grève de la faim de quarante-cinq jours, a-t-on appris jeudi 15 mars de source pro-

che des parents de prisonniers. Il ne semble pas que les détenus aient obtenu des améliorations de leurs conditions d'incarcération dans ce qui a été décrit comme « l'enfer de Diyarbakir ». Ils ont abandonné un mouvement qui les « décimait en vain ».

Ce combat avait commencé au début de l'année. Après leur grève de la faim de vingt-cinq jours en septembre dernier, les prisonniers de Diyarbakir, en majorité des séparatistes kurdes, avaient obtenu quelques améliorations de leur situation. La torture et les sévices divers

avaient cependant repris après que les autorités militaires eurent décidé d'imposer à ces prisonniers politiques le port de l'uniforme réservé aux détenus de droit commun. De graves incidents avaient alors eu lieu dans la prison le 6 janvier, un incendie dans des cellules avaient fait six morts parmi les détenus.

A la mi-janvier, quarante-trois volontaires s'étaient lancés dans un « jeûne jusqu'à la mort », suivis par vingt-trois autres quelques jours plus tard. Onze sont morts au début du mois de mars et dix sont dans un état grave.

Turquie: les détenus kurdes arrêtent leur grève de la faim

Après la mort de onze d'entre eux, les militants séparatistes kurdes de la prison de Diyarbakir (sud-est de la Turquie), qui étaient en grève de la faim contre la torture, depuis la mi-janvier, ont décidé de mettre fin à leur mouvement.

Ankara (AFP)

Les détenus de la sinistre prison militaire de Diyarbakir (sud-est de la Turquie) ont mis fin à leur combat contre la torture après la mort de 11 d'entre eux au terme d'une grève de la faim de 45 jours, selon l'AFP qui cite des sources proches des parents de prisonniers.

Il ne semble pas, selon les informations parvenues à Ankara, que les prisonniers aient obtenu des améliorations de leurs conditions d'incarcération dans ce qui a été décrit comme « l'enfer de Diyarbakir ». Ils ont abandonné un mouvement qui les « décimait en vain ».

Ce combat avait commencé au début de l'année. Après leur grève de la faim de 25 jours en septembre dernier, les

prisonniers de Diyarbakir, en majorité des militants séparatistes kurdes, avaient obtenu quelques améliorations de leur situation. La torture et les sévices divers avaient cependant repris après que les autorités militaires aient décidé d'imposer à ces « politiques » le port de l'uniforme réservé aux criminels de droit commun. De graves incidents avaient alors eu lieu dans la prison et notamment, le 6 janvier, un incendie dans des cellules qui a fait six morts parmi les détenus.

A la mi-janvier, 20 volontaires se sont lancés dans un « jeûne jusqu'à la mort », suivis par 23 autres quelques jours plus tard.

Eu début du mois de mars, 11 « mères de Diyarbakir » étaient venues à Ankara pour tenter d'obtenir des autorités qu'elles mettent fin aux « traite-

ments inhumains » dans les prisons militaires. Plusieurs d'entre elles étaient arrivées dans la capitale turque sans espoir de revoir vivants leurs fils hospitalisés dans un état désespéré.

Sakine Arat apprenait le 3 mars à Ankara la mort de son fils, Cemal (27 ans) et les mères retournaient alors immédiatement à Diyarbakir. On apprenait que la nuit même où Cemal Arat était mort, 4 à 6 autres détenus étaient également décédés.

Dans les jours suivants, le bilan montait à 11 morts. A leur retour à Diyarbakir, les mères des détenus avaient été placées sous surveillance et contraintes d'enterrer discrètement leurs morts, tandis que les autorités militaires ne laissaient quasiment plus filtrer d'informations de Diyarbakir.

Aucune information certaine n'a pu être obtenue sur les identités des grévistes décédés ni sur le sort des 10 autres détenus qui avaient été hospitalisés dans le coma.

Par ailleurs, neuf grévistes de la faim de la prison militaire de Mamak ont été hospitalisés jeudi à Ankara, au 22ème jour de leur jeûne, a-t-on appris auprès des avocats de détenus. La grève de la faim contre la torture a commencé à Mamak le 22 février. Elle est suivie par quelque 450 des 1500 détenus, essentiellement des anciens étudiants incarcérés depuis 3 à 4 ans dans l'attente d'un verdict dans des procès interminables.

Plusieurs des grévistes de la faim ont fait état de leur intention de poursuivre leur jeûne « jusqu'à la mort » devant les tribunaux militaires qui les jugent

Humanité Dimanche

16.3.1984

Sakine ne répond plus

Sakine Arat, la mère de Cemal Arat, le jeune Kurde mort après plusieurs semaines de grève de la faim dans la prison de Diyarbakir en Turquie ne répond plus au téléphone. Sakine a osé défier la censure, les menaces, le chantage en annonçant au monde le décès de son fils et de dix autres patriotes kurdes qui avaient décidé, le 14 janvier dernier, de jeûner pour protester con-

tre les torturés et les effroyables conditions de détention.

Sakine ne répond plus. La police secrète du régime d'Ankara exige le silence sur les martyrs de Diyarbakir.

Aucun observateur ne peut approcher ce bagne. « Zone interdite », répondent aux candidats visiteurs les services du gouvernement, militaire. Les bourreaux veulent assassiner tous les témoins.

Silence. Avez-vous entendu beaucoup de commentaires indignés sur le sort des onze martyrs de Diyarbakir? Avez-vous lu dans la presse des déclarations? Avez-vous reconnu des signatures de « personnalités » au bas d'appels demandant la vie sauve pour les camarades de Cemal?

Silence on tue. La Turquie est membre de l'OTAN, elle est liée à la petite Europe et fait

partie du « monde libre ». Des raisons suffisantes pour que la féroce répression n'offusque pas les relais parisiens de Lech Walesa.

Sakine ne répond plus. Mais si notre message peut lui parvenir qu'elle sache qu'en France ses amis veillent. La liberté est un combat universel. Nous ne l'oublions pas.

17-3-1984

Turquie

La prison de Diyerbakir : aux extrêmes de l'odieux

Sept prisonniers kurdes sont morts à la fin de la semaine dernière à la prison de Diyerbakir, a-t-on appris le samedi 3 mars à Ankara. Ces détenus faisaient une grève de la faim depuis le mois de janvier pour protester contre les conditions de détention et les sévices qui leur sont infligés. Une trentaine d'autres détenus, pour certains très affaiblis, poursuivraient le mouvement à Diyerbakir. A la prison militaire de Mamak à Ankara, plusieurs centaines de prisonniers ont commencé une grève de la faim le 22 février.

Le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980 en Turquie avait pour objectif déclaré de mettre fin à la violence des groupes armés d'extrême droite et d'extrême gauche, qui avait coûté la vie à plus de cinq mille personnes depuis 1978.

Liée à ce souci, mais moins nettement exprimée, figurait la volonté des forces armées de réprimer l'agitation grandissante des Kurdes qui, avec leur cinq millions de représentants (au minimum), constituent, et de très loin, la principale minorité ethnique du pays. La radicalisation politique des années 70 en Turquie n'avait, en effet, pas épargné l'est-sud-est du pays, assis du peuplement kurde. Dans la seconde moitié de la décennie, l'agitation d'extrême gauche y avait pris un tour clairement séparatiste.

L'explication de cette évolution est double. D'une part, une nouvelle génération arrivant à l'âge adulte s'était lancée à la recherche de ses racines, soigneusement occultées par la politique de « turquification » culturelle d'An-

kara. Des intellectuels kurdes, en particulier, avaient entrepris un « retour aux sources », soit par l'étude sociologique directe, soit par la lecture et la méditation d'ouvrages étrangers sur le sujet. En second lieu, une liaison s'était aisément établie entre les tenants de l'extrême gauche turque et les nationalistes kurdes, également désireux d'en finir avec l'ordre des choses tenu en main par Ankara. Les deux forces se sont mutuellement prêté appui.

Aussi le mouvement séparatiste kurde, en ses diverses composantes, a-t-il été l'une des premières cibles des forces armées au lendemain du coup d'Etat militaire de 1980. Les arrestations ont été nombreuses à Diyerbakir, principale ville kurdophone du pays, mais aussi à Ankara, à Istanbul, à Izmir, métropoles où avaient afflué depuis un quart de siècle de très nombreux Kurdes en quête d'une vie meilleure que sur leurs pauvres terres de l'Est.

Nombre de localités des provinces kurdophones — notamment celles situées à proximité des frontières de l'Iran, de l'Irak, de la Syrie, où vivent également des Kurdes — ont été perquisitionnées, parfois avec une grande brutalité. La justice militaire, sur la base des informations du service de renseignement, le MIT, a entrepris de monter de gigantesques procès avec des milliers d'accusés, suspects de « kurdisme », aux termes d'une « loi 105 » de 1960. Les inculpés étaient non seulement des membres des groupes armés, mais aussi des propagateurs de l'idée nationale — au sens le plus large, puisque, par exemple, la langue kurde elle-même est interdite depuis 1924.

De toutes les prisons turques que le coup d'Etat de 1980

acheva de remplir à craquer, celle de Diyerbakir devint l'une des plus tristement célèbres. Le régime carcéral, traditionnellement d'une grande dureté dans tout le pays, y atteignit, selon des témoignages concordants, des extrêmes dans l'odieux en raison de la présence, précisément, d'une immense majorité de détenus kurdes. Dans cet édifice ultramoderne construit à une dizaine de kilomètres de la ville, deux mille cinq cents inculpés et condamnés se voient soumis à des brimades destinées, de toute évidence, à briser en eux le ressort de la « kurdité ».

Une première grève de la faim de près d'un mois avait eu lieu en septembre. Le mouvement avait conduit à une légère amélioration des conditions d'existence des détenus. Mais ce répit avait été de courte durée. Les brimades avaient repris, dès décembre, conduisant des détenus à la décision d'organiser, cette fois, une grève de la faim « jusqu'à la mort », à l'irlandaise.

J.-P. C.

● M. Genscher à Ankara. — Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, en visite officielle à Ankara, s'entretient, le mardi 6 et mercredi 7 mars, avec les dirigeants turcs. Les mesures d'encouragement au retour des travailleurs immigrés adoptées par Bonn seront au centre de ces entretiens. Elles ont provoqué, l'année dernière, le retour dans leur pays de cent mille Turcs (sur les un million sept cent mille qui vivent en RFA), mais Ankara n'a, jusqu'à présent, rien prévu pour la réintégration de ces immigrés. (AFP.)

TURCHIA

Peggio degli Ottomani

Nelle prigioni turche il tempo non è passato: si tortura, si impala, si muore

Cemal Arat, separatista kurdo di 27 anni, è morto dopo 46 giorni di sciopero della fame nel carcere militare di Diyarbakir nell'est della Turchia: Sakine, la madre, ha raccontato che il figlio era diventato cieco, pesava 36 chili, e le ossa delle clavicole e dei gomiti gli avevano perforato la pelle. Il giovane era accusato di essere uno dei leaders del Pkk (Partito dei lavoratori kurdi), ma dopo essere stato torturato per 55 giorni di fila non aveva confessato niente e si trovava in carcere, senza processo, dal febbraio '81.

Con Cemal, nelle settimane scorse, si sono lasciati morire di fame altri dieci kurdi detenuti a Diyarbakir che viene considerato il più tremendo dei famigerati carceri turchi; dove la "falanka", bastonatura dei piedi di ottomana memoria, è pratica quotidiana. In questo «girone infernale», come lo ha definito un funzionario della Croce rossa che lo ha visitato recentemente, sono rinchiusi 2.500 autonomisti kurdi, praticamente abbandonati alle "iniziative" dei poliziotti e dei guardiani del carcere i quali hanno come compito di «spezzare le personalità ribelli». Nel gennaio scorso 45 di loro hanno cominciato uno sciopero della fame "all'irlandese" per protestare contro le continue bastonature e le vere e proprie torture, con l'acqua e con l'elettricità, praticate nelle celle insonorizzate. «Siamo incapaci di resistere più a lungo e preferiamo morire rapidamente e degnamente», hanno scritto i digiunatori in un documento fatto circolare ad Ankara ed Istanbul dal raggruppamento delle madri dei martiri kurdi.

Un primo sciopero della fame, in ottobre, era stato interrotto dopo 27 giorni, quando le autorità carcerarie avevano concesso alcuni miglioramenti delle condizioni di vita dei detenuti e promesso l'abolizione del-



Diyarbakir (Turchia). Indipendentisti kurdi di fronte alla corte marziale.

le punizioni più violente e delle torture. Per un po' di tempo le cose nell'"inferno di Diyarbakir" erano andate meglio, ma poi tutto era ricominciato come prima. Le proteste dei prigionieri e le feroci rappresaglie delle guardie riprendevano. All'inizio dell'anno sei detenuti morivano nell'incendio delle loro celle e una madre veniva bastonata dalle guardie per aver parlato kurdo, l'unica lingua che conosce, durante una visita al figlio prigioniero.

Parte così, a metà gennaio, il nuovo sciopero della fame "ad oltranza" che ha provocato sinora la morte di undici detenuti. Ma le autorità militari del carcere non lasciano filtrare nessuna informazione ufficiale e non si sa neanche se il numero dei morti sia cresciuto dopo l'ultima "conta" fatta dalle madri dei giovani kurdi. La polizia sorveglia da vicino le famiglie dei digiunatori che devono seppellire quasi clandestinamente i corpi martoriati che vengono fatti uscire dal carcere in piena notte. La feroce repressione non riesce però a far tacere le madri delle vittime.

Una di loro ha raccontato che il corpo senza vita del figlio, morto sotto le torture, le è stato consegnato in una cassa metallica piombata che è stata seppellita in presenza dei poliziotti i quali hanno vietato di aprirla. Heves Canyuçe, madre di un digiunatore, riferisce ciò che le ha detto il figlio durante il loro ultimo colloquio: «Abbiamo accettato di cantare le marce militari, abbiamo accettato di portare il pigiama dei galeotti, ma malgrado ciò hanno

continuato a torturarci; per quattro anni siamo vissuti ammassati in celle di un metro per due, mangiando cibo che ci viene buttato per terra e sopportando umiliazioni di ogni genere, con le guardie che, per gioco, ci infilano il manganello nell'ano; adesso meglio morire».

In questi ultimi giorni sembra però che il digiuno nel carcere di Diyarbakir sia stato sospeso. Il black-out tenuto dalle autorità carcerarie è totale e non si sa quali siano i risultati ottenuti. Si sa però che la protesta si è estesa: un altro sciopero della fame è cominciato nel carcere di Mamak a Ankara, dove sono rinchiusi circa 1.500 studenti di destra e di sinistra. Anche qui la direzione del carcere sembra voler rispondere col metodo duro. Ma, di fronte all'estendersi della drammatica protesta dei detenuti, la classe politica turca per la prima volta ha dovuto rompere il silenzio che osservava dal momento dell'arrivo al potere dei militari. Hassan Esat Isik, ex ministro del governo socialdemocratico di Bulent Ecevit, ha mandato una lettera a tutti i leaders dei partiti politici chiedendo una condanna del sistema carcerario in vigore e la costituzione di una commissione di inchiesta. Le reazioni ufficiali non sono però state rassicuranti: il primo ministro Turgut Ozal ha dichiarato che il governo «esamina attentamente la situazione», ma ha detto anche che «c'è molta esagerazione in quel che si racconta». E Calp, leader del Partito del Popolo (moderato, 25 per cento dei suffragi), ai raggruppamenti delle famiglie dei detenuti politici di Mamak e dei prigionieri kurdi di Diyarbakir non ha trovato di meglio che chiedere: «chi vi organizza?».



Il premier turco Turgut Ozal.

MARIO SCIALOJA

La questione curda
fra dinamismo e repressione

di Mirella Galletti

Pur nella diversità delle condizioni politiche e sociali dei paesi (Iran, Iraq e Turchia) in cui vivono i tre principali tronconi in cui è diviso da secoli il popolo curdo, essi hanno elementi che li accomunano nella loro lotta per l'indipendenza nazionale, e cioè le tendenze modernizzatrici per il superamento della tradizione storica e la ricerca di collaborazione con le forze di opposizione all'interno dei tre paesi per portare avanti una lotta politica comune sia pure con strategie diversificate. Da parte dei paesi occidentali vi è ormai scarsa attenzione per il problema curdo, mentre il sostegno di alcuni Stati della regione è quasi sempre strumentale e più interessato a tenere accesa la questione piuttosto che contribuire a risolverla in modo positivo.

Il movimento nazionale curdo presenta una nuova dinamica a partire dal 1976 — anno della ripresa della guerriglia curda in Iraq dopo il « collasso » del 1975 — e soprattutto dal 1978, a seguito della rivoluzione iraniana. Per la prima volta i tre Stati maggiormente coinvolti nel problema curdo — Turchia, Iran, Iraq — devono affrontare contemporaneamente l'irredentismo curdo, che si articola su basi rinnovate e più complesse rispetto a un passato anche recente. Le cause sono da ricercarsi nel mutato rapporto tra le forze presenti negli Stati in cui il Kurdistan è stato diviso (Turchia, Iran, Iraq, Siria), nella sempre più stretta interdipendenza tra il movimento curdo del Grande Kurdistan e le organizzazioni curde che agiscono all'interno dei singoli Stati e nelle relazioni tra questi gruppi e le forze di opposizione. Inoltre la scomparsa di Molla Mustafà Barzani — che per un quarantennio aveva dominato la scena politica curda — ha determinato profondi rinnovamenti nel movimento curdo ed è emersa una *leadership* modernizzante, anche se permangono ancora i retaggi feudali e tribali (segnatamente nel Partito democratico del Kurdistan d'Iraq, capeggiato dai figli di Barzani, Mas'ud e Idris). Né si deve dimenticare che una costante della storia curda è che quando il potere centrale è debole o in difficoltà, i curdi avanzano richieste di autonomia del Kurdistan e, di fronte al rifiuto governativo, non esitano a imbracciare le armi e a iniziare la lotta.

Il nazionalismo curdo ha trovato terreno favorevole nel mutamento degli equilibri nazionali quali: la relativa moderazione dei governi di Bülent Ecevit in Turchia; l'estromissione del Partito comunista dal governo in Iraq nel marzo 1979, che ha portato all'allargamento del fronte delle forze curde e arabe progressiste contro il regime di Saddam Hussein; la rivoluzione islamica in Iran e la successiva cooperazione tra curdi e Mujahidin contro il regime khomeinista; la lotta ad oltranza contro i Fratelli musulmani in Siria che ha indotto il regime di Assad ad avere una maggiore moderazione verso la popolazione curda.

I cambiamenti nelle alleanze a Teheran e Baghdad hanno contribuito a fare del Kurdistan il caposaldo della lotta armata dell'opposizione contro i governi centrali. Ed è il popolo curdo, con la sua potenzialità di resistenza e la sua tenuta complessiva, che costituisce il punto di riferimento ed il cardine delle forze di opposizione. Forze che però, quando erano al potere come nel caso di Bani Sadr in Iran e del Pci in Iraq, hanno partecipato alla repressione del popolo curdo. Inoltre il regime militare di Ankara con il pretesto delle tensioni presenti nell'area e della guerra irano-irachena ha aumentato la pressione nel Kurdistan turco, con interventi diretti anche nelle zone curde situate nei paesi limitrofi.

Chiusura in Turchia

Il movimento curdo in Turchia, egemonizzato dal Partito democratico del Kurdistan di Turchia fino al 1975, si è successivamente frazionato in una decina di organizzazioni, molte di sinistra, tutte clandestine, a causa della repressione attuata da Ankara contro i dodici milioni di curdi — la metà del popolo curdo e il 24% della popolazione turca — che da oltre mezzo secolo vengono considerati « turchi della montagna ».

Le organizzazioni curde più rilevanti sono il Partito socialista del Kurdistan di Turchia (Pskt), che nel 1977 riuscì a fare eleggere i sindaci di Diyarbakir e Agri, ed il Partito dei lavoratori del Kurdistan (Pkk), conosciuto come Apocus, più « terrorista », che ha contatti con i gruppi irredentisti armeni. Il Pkk ha attuato degli attentati nel Kurdistan, diretti soprattutto a limitare il potere degli agha (capi tribali e feudali curdi); queste azioni gli avrebbero dato una certa popolarità nei villaggi curdi e anche presso la comunità cristiana di Mardin, da lungo tempo oppressi dagli agha. Più ideologico sarebbe il Pkk-*Devrimci demokrate* (Pkk-Dd), sua filiazione. Altri gruppi di minore rilevanza sono i Liberatori nazionali del Kurdistan (Kuk), appendice del Pkk di Turchia; Bandiera della liberazione (Ala Rizgari) e Lotta (Tekosin), marxisti; Liberazione (Rizgari), trotzkista; Kawa, maioista.

Nel clima di relativa liberalizzazione instauratosi in Turchia nella seconda metà degli anni '70, il movimento curdo ha cercato di riorganizzarsi su nuove basi dopo che era stato decimato dal colpo di stato del 1971¹. Inoltre il fallimento nella cooperazione con le forze della sinistra turca induce le quasi totalità delle organizzazioni curde a contare sulle proprie forze. Poiché si considerano una colonia del regime di Ankara, ritengono l'indipendenza l'unica e ultima possibilità rimasta al popolo curdo per non essere assimilato dai colonizzatori turchi.

Questa radicalizzazione della lotta curda è una diretta conseguenza della caduta di ogni ipotesi riformista e del mancato riconoscimento dei diritti politico-culturali dell'etnia curda. Nel 1975-76 il movimento curdo puntava alla rivalutazione del patrimonio storico-culturale curdo. Erano sorte case editrici (Komal, Özgürlük), che pubblicavano opere e riviste a carattere culturale, agivano nella semiclandestinità ed erano tollerate dalle autorità; rilevante anche il ruolo dell'organizzazione non violenta, Associazione culturale democratica rivoluzionaria (Ddkd).

Questi tentativi limitati, in uno Stato che nega la presenza curda e che applica una rigida politica di alienazione culturale ed etnica, indicano come il conseguimento della libertà culturale sarebbe considerato una conquista per il movimento curdo. Essi però so-

no stati schiacciati dal governo Demirel alla fine degli anni '70 e dal colpo di stato del 12 settembre 1980.

L'avvento al potere dei militari ha portato alla sistematica repressione di ogni espressione che indichi la presenza del popolo curdo. L'ex ministro Serafettin Elci² — che nell'aprile 1977 aveva affermato in pubblico: « In Turchia ci sono i curdi. Ed anch'io sono un curdo », destando scalpore perché era la prima volta che un alto dirigente si definiva curdo — è stato arrestato e condannato nel marzo 1981 a 18 mesi di carcere.

I militari hanno cercato di imporre restrizioni anche alla lingua parlata curda, e questo in aree dove il turco è conosciuto solo da una minoranza della popolazione. In molti uffici amministrativi nel Kurdistan turco è comparso il cartello « È severamente proibito parlare una lingua che non sia il turco ». Nella città curda di Agri, una sessantina di contadini curdi incapaci di parlare turco sono stati arrestati e condannati a pagare una ammenda³.

La *leadership* turca, e non solo quella più oltranzista, teme la crescita del movimento curdo e le sue richieste di autonomia o di indipendenza. Da decenni viene attuata una rigida politica di militarizzazione del Kurdistan in quanto, nell'eventualità di una rivolta curda, l'esercito deve essere pronto a schiacciarla e risolvere la questione curda, come già nel 1915 venne risolta la questione armena con il genocidio. E sono ancora vivi nella memoria dei curdi i massacri e le deportazioni cui venne sottoposta la popolazione della città di Dersim che, nella rivolta del 1937, si era opposta all'opera di laicizzazione e assimilazione turca. Dopo questi episodi le autorità ne cancellarono anche il nome cambiandolo in Tunceli.

Tutto sembra indicare che il regime di Ankara intenda liquidare fisicamente il nazionalismo curdo, dato il fallimento dell'assimilazione. Due terzi dell'esercito turco (700 mila uomini) sono stanziati nel Kurdistan, che copre solo un terzo del territorio turco e che — confinando con Iran, Iraq, Siria e Unione Sovietica — costituisce un'area di estrema importanza strategica. Inoltre nel quadro della Alleanza atlantica è stata rafforzata la funzione militare dell'aeroporto della città curda di Van.

Nel tentativo di bloccare i contatti e il passaggio di aiuti tra i curdi di Turchia e quelli degli Stati limitrofi, nel 1981 è iniziata l'evacuazione della popolazione curda che vive sulle frontiere, mentre si è intensificata la pressione militare con massicci rastrellamenti nei villaggi e l'arresto di migliaia di curdi. Sono così iniziati di fronte ai tribunali militari dei processi mastodontici che hanno destato scalpore anche all'estero per la durezza delle pene. Nel maggio 1983 si è concluso dopo due anni un processo a Divar-

hkir contro 574 presunti membri del Pkk, e sono stati condannati alla pena capitale 15 imputati, 28 all'ergastolo, 333 a pene variabili dai 3 ai 36 anni di carcere.

Pur tra le difficoltà fin qui delineate, e aggravate dall'arretratezza e sottosviluppo economico e la militarizzazione ad oltranza del Kurdistan, il movimento nazionale curdo raccoglie sempre più vasti consensi, e meritano quindi attenzione per le prospettive in fieri che contengono alcune iniziative suscettibili di ulteriori sviluppi, quali la decisione presa nel gennaio 1982 dal Pskt, Ali Rizgari e Kuk di cooperare e di aggregare altre forze nella lotta per l'indipendenza del Kurdistan, e il ruolo del Komkar (Federazione dei lavoratori del Kurdistan nella Repubblica federale tedesca) nel far prendere coscienza di sé, della propria identità nazionale, con corsi di lingua curda, attività editoriale e di assistenza ai 250.000 mila lavoratori del Kurdistan turco emigrati in Germania⁵ e il cui ritorno in patria costituirebbe un autentico boom per le autorità turche.

La rivoluzione islamica ha avuto un effetto dirompente sul movimento curdo in Iran, che nel decennio precedente aveva dovuto congelare le proprie attività a favore del separatismo curdo in Iraq — che negli ultimi anni dipendeva dagli aiuti dello scia — in quanto nella strategia di Barzani il Kurdistan iracheno doveva avere una funzione trainante nel movimento curdo nel suo complesso.

« Guerra santa » in Iran

Il popolo curdo, che aveva partecipato in massa alle manifestazioni contro la monarchia, riteneva che la rivoluzione islamica avrebbe legittimato le proprie aspirazioni autonomistiche. Ma non è avvenuto niente di tutto questo. Anzi, le richieste per l'autonomia del Kurdistan, seguite da quelle degli altri popoli dell'Iran (turchi azeri dell'Azerbaijan, arabi del Khuzistan, beluci, turcomanni, ecc.), ottennero un netto rifiuto da parte di Khomeini che nega il concetto di nazione, sostituendogli quello di *Umma* (comunità dei credenti) per la quale non esiste frontiera. E vengono quindi considerate antislamiche le rivendicazioni di autonomia politica delle etnie non persiane, che costituiscono la metà della popolazione iraniana. Sussiste inoltre il timore della balcanizzazione dell'Iran e del suo smembramento.

La contrapposizione tra popolo curdo e Teheran è diventata insanabile, anche per l'intrecciarsi di diversi fattori riconducibili alla questione nazionale, alla mancata riforma agraria, all'elemento religioso. I sei milioni di curdi dell'Iran rappresentano una duplice minoranza sotto il profilo etnico e religioso, poiché nella quasi totalità sono musulmani sunniti e quindi costituiscono un blocco compatto « spurio » nel contesto di un paese retto dai fondamentalisti sciiti. Ma, anche se nei primi tempi della rivoluzione islamica ci furono scontri tra curdi sunniti e sciiti appartenenti ad altri gruppi etnici, la religione è un fattore che ha perso rilevanza negli attuali sviluppi. Le organizzazioni curde pongono richieste politiche che non hanno niente a che vedere con la religione, anche perché la scena politica nel Kurdistan è dominata da partiti che hanno un programma laico.

Il Partito democratico del Kurdistan d'Iran (Pdk-Iran), progressista e soprattutto nazionalista, si è imposto come l'organizzazione curda più rilevante con circa 30 mila membri nel 1980, e nelle elezioni tenute nel marzo 1980 è diventato il secondo partito iraniano⁶. Il suo programma prevede il riconoscimento dei diritti nazionali del popolo curdo, sotto le forme dell'autonomia nel quadro di una repubblica democratica iraniana che gestisca gli affari esteri, la difesa nazionale e la pianificazione economica.

L'organizzazione rivoluzionaria dei lavoratori del Kurdistan (Komala) è meno numerosa e più radicale; i suoi quadri sono formati soprattutto da giovani intellettuali. Fedayin-e Khalq aveva alcune sezioni nel Kurdistan e, quando si verificò la scissione nell'estate del 1980, Fedayin-e Khalq di maggioranza abbandonò la lotta armata del popolo curdo e

appoggiò il governo islamico, con l'adesione delle sezioni curde. Altre organizzazioni presenti nel Kurdistan ma scarsamente rappresentative sono il Peykar, maoista, e il Tudeh, comunista.

Su tutte queste organizzazioni laiche ha svolto un ruolo di mediazione e di coordinamento il capo religioso sunnita di Mahabad, sheikh Ezzeddin Hoseini, che con il suo carisma è riuscito ad aggregare le diverse componenti sociali della popolazione curda, ma la sua influenza è diminuita man mano che il Pdk-Iran acquisiva una maggiore popolarità.

Rilevante è infine la duplice lotta di classe che ha caratterizzato, soprattutto agli inizi, il conflitto nel Kurdistan: la lotta per la terra tra i proprietari terrieri e i contadini medi e poveri; il conflitto per la supremazia politica tra i capi tribali e terrieri e la classe media urbanizzata e modernizzante (commercianti, professionisti). Con l'avvento della repubblica islamica molti proprietari terrieri hanno appoggiato il nuovo regime, mentre gli interessi delle classi media e contadina vengono sostenuti dal Pdk-Iran e Komala.

Gli ex latifondisti hanno cercato di riappropriarsi delle terre — che erano state loro tolte dalla riforma agraria pomosa dallo scia, espellendo i contadini, che vengono organizzati dalle due organizzazioni curde. I proprietari terrieri hanno favorito la formazione dei Comitati islamici rivoluzionari e, proclamando la loro lealtà al nuovo regime, hanno ottenuto il supporto dell'esercito e dei *pasdaran* inviati da Teheran⁷.

Sono quindi divenute strettamente associate la lotta per i diritti nazionali e la lotta dei contadini. Inoltre lo scontro si sposta all'interno: mentre la maggioranza della popolazione è compatta e segue le indicazioni del Consiglio dei rappresentanti del popolo (che comprende Pdk-Iran, Komala, Fedayin, sheikh Hoseini), una frangia costituita dai latifondisti e da alcuni capi tribali organizza unità militari di *jabh* (curdi traditori della causa nazionalista), mentre il governo islamico punta sul reclutamento di unità di irregolari curdi sciiti (*pesmargahaye mosalman*) e delle milizie del Pdk d'Iraq - Direzione provvisoria⁸, conosciute come *qiyadah Muwaqqatah*, capeggiate dai figli di Molla Mustafa Barzani, Idris e Mas'ud, che hanno la loro sede a Karaj presso Teheran.

Il tentativo di corrodere il fronte curdo inasprendo le tensioni interne fallisce, come pure il tentativo di pervenire a una soluzione negoziata tra il Consiglio dei rappresentanti e la delegazione di Teheran guidata dall'ayatollah Taleqani. Le rivendicazioni curde consistono nella concessione dell'autonomia del Kurdistan nel quadro dello Stato iraniano, nella riunificazione in un'unica unità amministrativa del territorio curdo attualmente diviso in quattro province (Kermanshah, Kurdistan, Ilam, Azerbaijan occidentale con Mahabad e Urmia), nell'attribuzione ai curdi delle funzioni amministrative locali, nel riconoscimento del curdo come lingua ufficiale insieme al persiano e suo insegnamento nelle scuole. Mentre vengono delegate al potere centrale la politica estera, le forze armate, la programmazione economica nazionale.

La compattezza del movimento nazionale curdo e la volontà del regime islamico di non fare concessioni inducono Teheran all'opzione militare che, oltre a essere un esempio per le rivendicazioni delle altre etnie, può condurre all'aggregazione della nazione contro i nemici interni imputando alla « quinta colonna » la mancata soluzione dei problemi del paese. Il conflitto si inasprisce nell'agosto 1979 quando Khomeini proclama una specie di guerra santa contro i curdi, il Pdk-Iran viene dichiarato illegale e sciolto, a Kermanshah avvengono le prime esecuzioni dei *pesb merga* (combattenti curdi), viene adottato il blocco economico contro il Kurdistan.

La resistenza curda non viene piegata. Anzi, le vicende legate direttamente alla rivoluzione islamica (fuga del presidente Bani Sadr, entrata dei Mujahidin nella clandestinità) portano alla cooperazione tra le forze dell'opposizione islamica e il movimento na-

zionale curdo. Il 27 ottobre 1981 il Pdk-Iran entra a far parte del Consiglio nazionale della resistenza, promotori Bani Sadr e il leader dei Mujahidin Mas'ud Rajavi. Il Pdk-Iran ha addotto a motivazioni di questa scelta la necessità di unire le forze progressiste iraniane e il riconoscimento fatto da Rajavi dello slogan del partito curdo « democrazia per l'Iran e autonomia per il Kurdistan »⁹.

Attualmente le aree controllate dal Pdk-Iran — che costituisce la forza trainante con 12 mila *pesb merga* e circa 60 mila irregolari — e dal Komala, e dove sono presenti anche le basi delle formazioni dell'opposizione iraniana, soprattutto dei Mujahidin, rappresentano il 70% del Kurdistan: vi sono state create le strutture per l'amministrazione locale, sono state attivate circa 300 scuole primarie che impegnano 400 insegnanti e 10 mila studenti con l'adozione di testi in lingua curda, sono stati distribuiti 5.687 ettari di terreno coltivabile a 1.342 famiglie senza terra che vivono in 95 villaggi dell'area di Mahabad, Nagadeh, Aushar, Bukan¹⁰.

In questi quattro anni di guerra contro un esercito di 45 mila unità e circa 40 mila *pasdaran*, le vittime curde sarebbero circa 15 mila, di cui l'85% civili.

L'attacco iracheno contro l'Iran nel settembre 1980 non ha prodotto mutamenti di rilievo. Il movimento nazionale curdo si era dichiarato disponibile a combattere contro l'Iraq se il governo avesse ritirato i *pasdaran* e accettato le richieste curde. La risposta di Teheran è stata l'intensificazione degli attacchi contro il Kurdistan, tanto che il leader del Pdk-Iran, Abd ar-Rahman Qasemlu, ha detto che « con il paravento della guerra contro l'Iraq viene compiuto il genocidio del popolo curdo ».

Infine merita attenzione la volontà più volte espressa dal Pdk-Iran di non accettare interferenze da parte dei gruppi delle altre aree del Kurdistan, anche se esiste una fattiva cooperazione con alcune organizzazioni curde d'Iran e Turchia, per cui dei *pesb merga* del Partito socialista del Kurdistan di Turchia e dell'Unione patriottica del Kurdistan d'Iraq sono intervenuti a fianco del Pdk-Iran nell'autunno 1982 durante un'offensiva iraniana nell'area di Piranshahr. Solo i gruppi iraniani presenti nel Kurdistan possono decidere la linea politico-militare da adottare¹¹.

In Iraq arabizzazione ad oltranza

Dopo l'accordo di Algeri del marzo 1975 tra lo scia Reza Pahlavi e l'allora vice presidente iracheno Saddam Hussein che aveva messo fine alla guerriglia curda capeggiata da Molla Mustafa Barzani, il popolo curdo in Iraq è colpito da pesanti repressioni, con la dispersione sul territorio iracheno di 600 mila curdi (su tre milioni e mezzo) e con l'inasprirsi della campagna di arabizzazione, per cui vengono soppressi alcuni diritti acquisiti dai curdi con gli accordi dell'11 marzo 1970¹². Viene progressivamente eliminato l'insegnamento del curdo nelle scuole, l'Accademia curda viene inglobata insieme all'Accademia siriana nell'Accademia irachena, l'Università curda di Sulaymaniyah viene chiusa, le facoltà trasferite in altre città e gli edifici trasformati in caserme.

Il trauma provocato dalla disfatta del 1975 ha determinato una profonda revisione all'interno delle forze del movimento curdo iracheno fino allora egemonizzato dalla figura carismatica di Barzani. Emerge la *leadership* progressista e modernizzante di Gialal al-Talabani, leader dell'Unione patriottica del Kurdistan (Upk), che si misura con la *leadership* tradizionalista e ancorata a valori tribali di Mas'ud e Idris Barzani, leader del Partito democratico del Kurdistan d'Iraq (Pdk-Iraq). Altre formazioni politiche meno rilevanti sono il Partito democratico popolare del Kurdistan (Pdppk), fondato nel 1981 a seguito di una scissione nel Pdk-Iraq, ed il cui leader è Abd ar-Rahman Sami; il Partito socialista del Kurdistan dell'Iraq, il cui leader è Mahmud Othman.

Il movimento curdo ha ripreso nel maggio 1976 la guerriglia per contrastare la politica di deportazione dei curdi, per ottenere una

reale autonomia per il Kurdistan iracheno a cui deve essere aggregata l'area curda di Kirkuk, dove viene estratto il 70% del petrolio iracheno, per ristabilire la « democrazia per l'Iraq, l'autonomia per il Kurdistan ».

Ma la guerriglia curda non è diretta solo a contrastare il regime baathista di Saddam Hussein. I diversi gruppi politici riproducono le tensioni dell'area e la dipendenza dall'aiuto « esterno ». Se l'Upk riceve aiuti dalla Siria e dalla Libia, il Pdk-Iraq e il Pskt li ricevono dall'Iran. Inoltre tra le due più rilevanti formazioni curde persiste una rivalità che va oltre il fattore ideologico e tribale, e che oltrepassa le frontiere: come prova l'episodio, che presenta ancora oggi molti punti oscuri, relativo allo scontro tra i *pers merga* dell'Upk e del Pdk-Iraq avvenuto nel maggio 1978 nel Kurdistan turco, in cui i barzanisti hanno ucciso Ali Askari, uno dei dirigenti dell'Upk¹³. Più recente ed esemplificativo il caso di Abd ar-Rahman Sami. Brillante esponente del Pdk-Iraq, ministro nel governo iracheno nei primi anni '70, seguì le sorti del movimento curdo nel 1974. Con la scomparsa di Molla Mustafà Barzani era rimasto l'unico dirigente di rilievo del Pdk-Iraq, insieme ai Barzani. Durante il IX Congresso del partito, nel novembre 1979, si è opposto alla strategia dei Barzani di collusione con le forze islamiche in Iran contro i nazionalisti curdi e viene seguito da 10 dei 14 membri del Comitato centrale. Questa sua presa di posizione farà sì che nel maggio dell'anno seguente viene arrestato dai fondamentalisti islamici su istigazione dei Barzani che lo accusano di essere prosovietico e tenuto prigioniero per tre mesi a Teheran, dove sarà liberato per l'intervento di Bani Sadr, Kreisky, Gheddafi e dei *leaders* palestinesi¹⁴.

Le divisioni presenti nel movimento curdo vengono in un certo senso acute e amplificate dalla presenza nel Kurdistan dell'opposizione araba irachena (progressista e comunista, mentre i fondamentalisti islamici sono attivi nell'Iraq meridionale), che è a sua volta estremamente divisa e frazionata, con una strategia oscillante dall'uno all'altro dei gruppi curdi egemoni. Una parvenza di unità sembrava acquisita dopo l'estromissione del Partito comunista iracheno dal governo nel 1979, che aveva indotto una parte dei suoi militanti a rifugiarsi nel Kurdistan e a combattere a fianco dei curdi.

Il diffuso malcontento e il deterioramento della stabilità interna a causa dell'attacco sferrato contro l'Iran hanno intensificato la guerriglia curda e i tentativi unitari delle forze all'opposizione, il cui camaleontismo ha superato ogni aspettativa, anche per la loro dipendenza da Siria, Iran, Libia.

Otto organizzazioni arabe e curde, tra cui il Pc e l'Upk, hanno sottoscritto un accordo per la formazione del Fronte nazionale patriottico democratico (Fnpd) con l'appoggio siriano e libico; ma, dopo pochi giorni il Pc ha formato una coalizione con il Pdk-Iraq e il Pskt, legati all'Iran, dando vita al Fronte nazionale democratico (Fnd). Questo mutamento di alleanza da parte del Pc ha esacerbato la conflittualità, che però sembrava in fase di superamento quando i due Fronti e altri gruppi dell'opposizione irachena per un totale di 19 partiti hanno sottoscritto (il 6 febbraio 1983 a Tripoli in Libia) un documento di unità per porre fine ai confronti militari e alle dispute, e rilanciare su un piano unitario l'opposizione al regime di Saddam. Nella riunione successiva, avvenuta in marzo a Damasco, sono emersi ancora una volta i contrasti tra l'opposizione e la sua dipendenza dalle forze esterne. Infatti Teheran ha imposto ai Barzani di ritirarsi dal fronte allargato, come pure Aziz Muhammad, segretario generale del Pc, di ritorno da Mosca è tornato sulle decisioni precedenti.

Con la rottura la situazione è precipitata. Si sono intensificati gli scontri armati tra i militanti dell'Upk e quelli dei gruppi che fanno capo al Fnd, culminati nel massacro di 23 comunisti ai primi di maggio¹⁵, mentre i *leaders* comunisti dell'area di Arbil — responsabili delle tensioni — si sarebbero rifugiati in Iran.

Un altro campanello d'allarme proviene dal fronte aperto nel Kurdistan da Teheran, che nella conquista dell'area curda irachena di Haj Omran ha impegnato, oltre all'esercito regolare e ai *pasdaran*, i barzanisti e le forze del Consiglio islamico rivoluzionario (che raccoglie gruppi dell'opposizione sciita irachena). Ma le aree curde conquistate sono state assegnate agli sciiti iracheni per impiantarvi delle basi, mentre ai Barzani è rimasto il discutibile onore di aver contribuito ad occupare terre irachene per conto di Teheran.

Si delinea quindi anche in Iraq una situazione per certi aspetti rapportabile a quella verificatasi in Iran: dove fondamentalisti islamici, Tudeh e barzanisti hanno lottato contro l'ala modernizzante del movimento curdo. Emerge quindi l'azione disgregatrice del regime islamico iraniano sull'opposizione progressista e curda irachena. Il governo iraniano vuole essere l'unico arbitro dei destini dell'Iraq. Alimentando i conflitti interni tra le forze dell'opposizione laica e progressista nel Kurdistan ne indebolisce il potenziale difensivo, preparando così il terreno per imporre i gruppi fondamentalisti come il solo interlocutore valido e in grado di proclamare la repubblica islamica in Iraq. Ma se i disegni del regime islamico cozzano da quattro anni sui massicci del Kurdistan iraniano, non sussistono elementi che facciano presagire una caduta rapida del Kurdistan iracheno.

Nella seconda metà degli anni '70 la società e il movimento nazionale curdo hanno avuto profondi mutamenti strutturali. Questi anni sono stati caratterizzati da un vasto mutamento demografico nel Kurdistan, tanto che si può parlare di diaspora curda imputabile soprattutto alla deportazione dei curdi iracheni nell'Iraq meridionale, all'emigrazione dei curdi turchi verso posti di lavoro in Europa, all'aumento del numero di profughi curdi che cercano così di sfuggire alle guerre e alla repressione in atto nel loro paese. Inoltre se fino a pochi anni fa il movimento nazionale curdo faceva riferimento quasi esclusivamente al Pdk-Iraq di Barzani, attualmente è estremamente vivo e suscettibile di nuovi sviluppi in tutte le aree del Grande Kurdistan. Pur essendosi accentuato il settarismo con la proliferazione delle formazioni politiche curde (una decina nel Kurdistan turco, cinque in Iraq e altrettante in Siria, due in Iran), si sono rafforzati su base paritaria i rapporti di cooperazione tra le organizzazioni curde con una comune matrice sociale e ideologica (soprattutto tra Pdk-Iraq, Upk, Pskt), anche se gli sforzi sembrano indirizzati su obiettivi specifici e ben delimitati, per cui non si può parlare di interferenze.

La dicotomia tra *leadership* tradizionale e *leadership* modernizzante ha indotto quest'ultima a una stretta cooperazione con le forze progressiste che si oppongono al potere centrale totalizzante. È stata quindi aperta la strada per una fattiva alleanza tra le forze curde e progressiste non curde dello Stato in cui i curdi sono inseriti, e per l'autonomia delle singole formazioni. Si assiste al tentativo di trasformare il movimento curdo da braccio armato dell'opposizione a una forza politica in grado di farsi ascoltare in tutto il paese, pur nei limiti della situazione contingente. E Qasemlu chiarisce: « Un curdo non sarà mai il leader dell'Iran, ma è colui che ora batterà contro Khomeini »¹⁶.

Per evitare la polverizzazione del movimento nazionale curdo, alcune organizzazioni¹⁷ — soprattutto minori — hanno proposto di formare un fronte parziale e nazionale curdo in ogni singolo Stato e un fronte generale che comprenderebbe tutte le formazioni politiche curde. Per ora questa proposta non è andata oltre l'enunciazione. Infatti, come sottolineava Sami, « nessun gruppo curdo è onnipotente e in grado di imporre il monopolio, e nessuno lo vuole ammettere. Nessuno può distruggere nessuno con le armi »¹⁸.

Le organizzazioni curde hanno adottato strategie e programmi diversificati, adeguandosi — in certo qual modo — alla realtà statale, anche se le loro rivendicazioni sono

sempre ritenute eccessive. In Iran e in Iraq i curdi chiedono l'autonomia amministrativa e il riconoscimento dei diritti culturali del popolo curdo, nell'ambito di uno Stato federale. Il loro slogan è « democrazia per l'Iraq (o l'Iran) e autonomia per il Kurdistan ». In Turchia invece si moltiplicano le richieste per l'indipendenza del Kurdistan, dove però oggettivamente il rapporto di forze tra il governo centrale e il movimento curdo è a sfavore di quest'ultimo, sia per l'intransigenza di Ankara sia per la presenza dell'esercito più efficiente e numeroso dell'area. Del resto, la richiesta di autodeterminazione del popolo curdo che viene talvolta agitata da alcuni gruppi è in realtà un eufemismo per indicare l'indipendenza.

Da quando le potenze occidentali hanno vanificato le speranze curde di ottenere l'indipendenza del Kurdistan con il Trattato di Losanna del 1923 ed anzi hanno proceduto alla divisione dell'area, la guerriglia curda ha

assunto un carattere endemico e dura da oltre sessant'anni. E, come ha sottolineato Maxime Rodinson, « le loro rivendicazioni (dei curdi) si affiancano e si contrappongono a quelle del nazionalismo arabo e iraniano, che sono sostenuti dal movimento della sinistra. Quindi i curdi sono costretti a cercare alleati dalla parte opposta, questo li rende ancora più impopolari tra la sinistra mondiale »¹⁹.

Il popolo curdo e gli altri

La questione curda è caratterizzata dalle molteplici sfaccettature inerenti la complessa problematica delle frontiere. Sia all'interno del movimento curdo in quanto « i curdi sono prigionieri della geografia »²⁰. Sia perché sono proprio i confini artificiali ad alimentare il problema curdo. Il popolo curdo che per 4.000 anni è rimasto ai confini dei grandi imperi dell'area — persiano, arabo, ottomano, russo — cerca di vanificarli con il passaggio clandestino di persone e merci tra uno Stato e l'altro, ma sempre all'interno del Kurdistan, mentre i governi cercano di rendere effettivi i confini statuali e nell'ultimo decennio hanno attuato una politica di deportazione dei curdi che vivono sulle frontiere, rendendole aree di nessuno per una profondità di 10-20 chilometri. Con questa politica cercano di « tagliare » il cordone ombelicale che unisce il popolo curdo e le varie aree del Kurdistan.

Nel contempo i vari governi strumentalizzano questo cordone ombelicale nel quadro della politica regionale. Alimentando la guerriglia curda nello Stato limitrofo, indeboliscono il regime « nemico ». Questa strategia induce ogni governo centrale ad opprimere i curdi inseriti entro i propri confini e ad appoggiare quelli che operano nei paesi vicini. Mentre la resistenza curda utilizza a sua volta le contraddizioni esistenti tra questi governi per ottenere aiuti e supporto logistico. La guerriglia curda viene quindi considerata come una cassa di risonanza delle rivalità tra gli Stati mediorientali.

Infine anche nell'ipotesi della realizzazione del Kurdistan indipendente, il problema dei confini pone interrogativi per i pesanti condizionamenti a cui verrebbe sottoposto il nuovo Stato curdo, che vivrebbe sotto l'incubo dell'accerchiamento geografico-politico, non avendo accessi al mare e confinando con Stati presumibilmente nemici (Turchia, Iran, Iraq, Siria).

L'Unione Sovietica rappresenta l'eccezione in quanto è l'unico Stato confinante con il Kurdistan su cui i curdi non hanno rivendicazioni territoriali, pur essendovi compresa una comunità curda valutata a 200-300 mila unità. È quindi evidente il decisivo ruolo sovietico per la formazione di uno Stato curdo, come già avvenne nel 1946 con la repubblica curda di Mahabad, che venne schiacciata dalle truppe iraniane quando l'Armata rossa lasciò l'Azerbaigian²¹. Da un ventennio l'Urss non gioca alcun ruolo nel Kurdistan,

anche se è molto vivo l'interesse curdo per ristabilire dei contatti con Mosca, dove numerosi curdi iracheni hanno studiato e dove trovò asilo Mulla Mustafà Barzani dopo la ritirata da Mahabad. A parte alcuni generici interventi dei *mass media* sovietici sulle lotte dei curdi, persiste la mancanza di una strategia o il non-interesse del Cremlino verso il movimento curdo, malgrado la sensibilità dimostrata negli ultimi anni da Mosca verso le frontiere meridionali, e Iran e Afghanistan lo dimostrano.

Anche le altre potenze sembrano defilarsi. Gli Stati Uniti, dopo l'aiuto concesso a Barzani nel 1974-75, non hanno più avuto connessioni dirette con il movimento curdo. Israele, che aveva appoggiato il Pdk Iraq sembra oggi osteggiato dalla *leadership* curda, che vanta invece stretti collegamenti con il movimento palestinese, soprattutto con il Fronte democratico per la liberazione della Palestina e il Fronte popolare per la liberazione della Palestina. I documenti curdi sempre più di frequente sottolineano la necessità della lotta contro il sionismo. Ed è passato sotto silenzio la dichiarazione fatta nel giugno scorso da Yitzhak Shamir in cui l'allora ministro degli Esteri israeliano affermava il diritto dei curdi di separarsi dalla Turchia e definiva « una forza di occupazione » l'esercito turco penetrato nel Kurdistan iracheno per compierci un rastrellamento su vasta scala²¹. Questa dichiarazione conferma che la formazione di uno Stato curdo rientra nella strategia israeliana per dividere il Medio Oriente secondo basi etnico-religiose²².

Consistente e significativo è l'appoggio libico al movimento curdo in Iraq. Gheddafi ha più volte affermato il diritto del popolo curdo all'autodeterminazione e concede consistenti aiuti all'Upk. Ed è l'unico capo arabo ad essersi pronunciato a favore della creazione dello Stato curdo. Le motivazioni sono molteplici. L'appoggio ai movimenti di liberazione, il fatto che il *leader* libico si consideri l'erede di Nasser che negli anni '60 fece opera di mediazione tra il movimento curdo e il governo di Baghdad, l'interesse a sostenere un elemento di « disturbo » contro le mire egemoniche di Saddam Hussein. Ma anche l'aiuto libico, come quello degli altri Stati più o meno interessati, è dato in misura tale da alimentare ma non far pervenire a uno sbocco positivo il problema curdo.

La stessa strategia viene attuata dalla Siria, che negli ultimi anni ha fatto « aperture » al movimento curdo siriano che, diviso in cinque partiti e una miriade di gruppi, rivendica solo l'acquisizione dei diritti civili e culturali per il milione di curdi siriani, che nel recente passato hanno subito una forte repressione. L'apertura è avvenuta sia in concomitanza dell'acuirsi della tensione con l'Iraq, sia con il propagarsi del pericolo interno rappresentato dai Fratelli musulmani. E il gruppo dirigente alawita ha quindi cercato un'alleanza di fatto con la comunità curda siriana e ha fornito un aiuto logistico rilevante all'opposizione irachena, e in particolare all'Upk.

In questo contesto appare quindi strumentale l'aiuto che Iran e Iraq forniscono alle organizzazioni curde del paese nemico. Emerge che i due Stati combattono una duplice guerra: tra gli eserciti, e nel Kurdistan utilizzando le forze locali. Iran e Iraq si affrontano sui campi di battaglia ma entrambi bombardano il Kurdistan posto entro i propri confini. Anzi utilizzano la guerra per fare passare nel silenzio la repressione contro i curdi. Nel movimento curdo vi sono valutazioni contraddittorie sul conflitto Iran-Iraq. Viene condannato perché inutile, ma si rileva un dato positivo soprattutto nel Kurdistan iracheno, dove a causa delle minori pressioni militari irachene i *pesh marga* hanno ampliato il controllo sulle aree liberate. Si nutrono timori sulle incognite che emergeranno alla fine del conflitto: se e chi emergerà vittorioso, quali mutamenti si verificheranno all'interno

del regime islamico e del regime baathista e come questi cambiamenti si rifletteranno sulla questione curda. L'ipotesi peggiore e forse la più probabile è che, siglato l'accordo, i due eserciti verranno concentrati nel Kurdistan per imporre la « pacificazione ».

Un avvertimento in questo senso proviene dalla penetrazione nel Kurdistan iracheno di truppe scelte turche nel maggio 1983, con il *placet* di Baghdad. La Turchia, che oppone una durezza granitica contro il popolo curdo, teme il propagarsi entro i propri confini della guerriglia curda e ha quindi voluto distruggere le basi di Pkk e Kuk presenti nel Kurdistan iracheno nel timore anche di possibili collegamenti tra irredentisti armeni e curdi. Oltre che per proteggere l'oleodotto che da Kirkuk giunge al Mediterraneo attraverso la Turchia, l'intervento turco, dimostrando la debolezza dell'Iraq, ha accentuato la dipendenza di Saddam dal regime militare di Evren, e alimenta le rivendicazioni territoriali di Ankara nell'ipotesi che venga rimesso in discussione l'assetto delle frontiere irachene al termine del conflitto con l'Iran. La Turchia non ha mai cessato di rivendicare la sovranità sulla cosiddetta « area di Mossul » nel Kurdistan iracheno da cui viene estratto il 70% del petrolio iracheno. La Turchia, con Iran e Iraq indeboliti dalla guerra, ha assunto il ruolo di nuovo gendarme dell'area mediorientale, e in particolare del Kurdistan, che è al centro e nello stesso tempo vittima di tutti i conflitti alimentati dalle subpotenze regionali.

Note

¹ Il colpo di stato era in parte motivato dalla volontà di schiacciare il movimento curdo. Cfr R. W. Olson, « al-Fatah in Turkey: Its influence on the March 12 coup », in *Middle Eastern Studies*, vol. 9, n. 2, 1973, pp. 197-205.

² Serafettin Elci venne eletto nelle liste del Partito della Giustizia, nel 1977, nella circoscrizione curdo-araba di Mardin. Nel dicembre dello stesso anno passò al Partito repubblicano del popolo, ottenendo una poltrona ministeriale nel governo Ecevit.

³ *Le genocide culturel des kurdes en Turquie*, dattiloscritto, s.d. (1982?), p. 5.

⁴ *The Times*, 28 maggio 1983.

⁵ Mirella Galletti, « I turchi in Germania. Tra ghetti, lupi grigi e servizi segreti », *Il Manifesto*, 12 gennaio 1983.

⁶ *Le Monde*, 22 aprile 1980.

⁷ Martin van Bruinessen, « Nationalismus und religiöser Konflikt: Der kurdische Widerstand im Iran », in *As Vv., Religion und Politik im Iran*, Frankfurt, Syndikat, 1981, pp. 372-409.

⁸ Dopo la sconfitta del 1975, il Pdk Iraq ha assunto per un certo periodo la denominazione di Partito democratico del Kurdistan — direzione provvisoria, in arabo *qadāt muqat*, nome con il quale viene chiamato comunemente, anche se dal 1979 ha ripreso la sigla originaria.

⁹ *Report of the Central Committee To the Fifth Congress of the Kurdistan Democratic Party of Iran*, december 1981, pp. 41-43.

¹⁰ Mirella Galletti, « In Iran ci sono anche regioni liberate. Parla il leader della resistenza curda », in *Il Manifesto*, 5 giugno 1983, *The Economist*, 21 maggio 1983.

¹¹ *Ibidem*.

¹² Mirella Galletti, « La questione curda una disputa che dura da quattromila anni », in *Politica Internazionale*, n. 9, 1974, pp. 61-71.

¹³ Mirella Galletti, « Sviluppo del problema curdo negli anni 1976-1978 », in *Oriente Moderno*, n. 9 (10), 1978, pp. 463-74.

¹⁴ Parte di questo resoconto proviene da un'intervista con Abd ar-Rahman Sami, ottenuta a Berlino il 19 agosto 1983.

¹⁵ Intervista con gli esponenti dell'Upk Omar Sheihmous, rappresentante in Europa, Fu'ad Masum, membro dell'Ufficio politico e membro del Fnpd e Kamal Fu'ad, (Berlino, 20 agosto 1983).

¹⁶ Christian Dubus, « Kurdes, guerre à Khmeiny », in *L'Express*, 29 luglio-4 agosto 1983, pp. 64-69.

¹⁷ Interviste con Sami del Pdpk, e con Ismat Seyda, segretario generale del Partito curdo di sinistra in Siria, che mi ha detto che Molla Mustafà Barzani lavorava su questo progetto nel 1970. Le interviste sono state fatte a Berlino nell'agosto 1983.

¹⁸ *Ibidem*.

¹⁹ Mirella Galletti, « Dall'Iran al Giordano. Nel risveglio islamico la sinistra dorme. Parla Maxime Rodinson », in *Il Manifesto*, 2 luglio 1981.

²⁰ Intervista con Kendal Nezan, attuale direttore dell'Institut kurde de Paris, avvenuta a Parigi nel giugno 1981. Un'esemplificazione di questa problematica sta nel fatto che la lingua curda si scrive in caratteri arabi, latini, cirillici.

²¹ Archie Roosevelt jr., « La République kurde de Mahabad », in Gérard Chaliand (a cura di), *Les Kurdes & le Kurdistan*, Parigi, Maspéro, 1978, pp. 199-223.

²² *The Economist*, 18 giugno 1983.

²³ Oded Yinon, « Stratégie pour Israël dans les

Les liens de Rennes avec Diyarbakir

Après les questions du public, la séance a repris sur le projet de vœu de M. Jean Raux, concernant Diyarbakir. Un texte dicté notamment par les liens créés en 1977 avec cette ville.

Au retour d'une suspension de séance réclamée par M. Fréville, l'opposition propose un autre texte. Elle reproche à celui de M. Raux de mettre directement en cause la Turquie et de soulever la question du Kurdistan qui intéresse d'autres pays. « Il ne faut pas mêler les genres, dit-il, mais on peut attirer l'attention sur la situation particulière d'une personne qui a été accueillie ici. La Turquie a adhéré à la Convention

des Droits de l'Homme, elle doit l'appliquer ».

« Ma réponse sera celle d'un Européen, reprend M. Raux. Je me sens solidaire de la situation des citoyens d'un État qui se dit membre de l'Europe et responsable de ce qui se passe dans les États européens.

« Je ne me sens pas comptable de la même façon pour l'Iraq, l'Iran ou l'URSS. » Et, ajoutera-t-il plus tard, « On aurait voulu nous rendre comptables de tout ce qui se passe à côté. Nous faisons partie d'un système d'institutions. On juge plus sévèrement ses amis ».



22 mars 1979. M. Edmond Hervé remet les autobus à la délégation turque (Photo A.F.P.)

Le texte des deux projets

Le vœu adopté par le conseil déclare :

« Le Conseil municipal de Rennes, vivement ému par les informations concordantes et hélas les plus alarmantes relatives à la situation des détenus politiques à la prison de Diyarbakir

« Rappelle les liens d'amitiés tissés entre la ville de Rennes et Diyarbakir, ville du Kurdistan en Turquie.

« Rappelle particulièrement la visite du maire, M. Mehdi Zana en 1977, aujourd'hui condamné à 24 ans de prison.

« Élève la protestation la plus ferme contre les meurtres et les traitements les plus inhumains dont les Kurdes sont quotidiennement les victimes.

« S'étonne de la complicité des autorités politiques, administratives et militaires d'un état ami qui entend figurer au rang des démocraties européennes.

« Exige que toute répression cesse au sein de la prison de Diyarbakir, que les droits de l'homme soient enfin respectés

en conformité avec la Convention européenne des Droits de l'Homme et qu'en conséquence les prisonniers politiques soient libérés.

« Réclame la protestation active du gouvernement de la République française, de la Communauté économique européenne, à laquelle est associée la Turquie, et du Conseil de l'Europe dont la Turquie est membre.

« Demande les assurances de l'Ambassadeur du gouvernement de la République turque en France, notamment en ce qui concerne son ami, l'ancien maire : Mehdi Zana ».

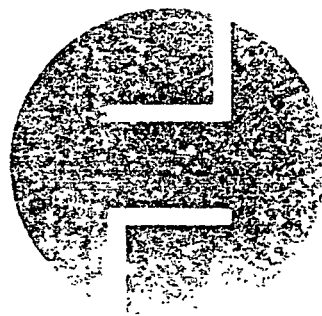
Quant au texte de l'opposition, il disait :

« Le Conseil municipal, saisi des conséquences de l'emprisonnement de M. Mehdi Zana, maire de la ville turque de Diyarbakir.

« Demande que — en ce qui le concerne, comme en ce qui concerne tous les prisonniers, de quelque pays qu'ils soient — la Convention européenne des Droits de l'Homme soit strictement respectée ».



M. Mehdi Zana, maire de Diyarbakir, lors de la réception qu'il avait organisée pour l'arrivée des bus en avril 79 (Photo Hugues Panon)



Conseil municipal

21.4.1984

Un vœu sur la Turquie provoque une sortie de l'opposition

Tout paraissait devoir baigner dans l'huile. Les dossiers sans grande portée étaient prestement expédiés (25 dans la première demi-heure). Sur les autres opposition et majorité échangeaient leurs points de vue sans parvenir à se convaincre mais sans acrimonie particulière. Et puis tout à coup, à la fin, c'est

l'empoignade avec éclats de voix et sortie de la plus grande partie de l'opposition. Il s'agissait alors de se prononcer sur un vœu concernant la situation des détenus politiques à la prison turque de Diyarbakir au Kurdistan et plus particulièrement de son maire, M. Mehdi Zana venu à Rennes en 1977.

Des fausses notes sur le Triangle

Pourquoi cette brusque montée de tension ?

En fait, elle avait été précédée par des symptômes avant-coureurs. A propos du Triangle, encore, une intervention de M. Pottier avait provoqué une certaine crispation.

Evoquant les problèmes qui pourraient être posés par le fonctionnement de cet équipement, il avait laissé entendre que « le budget de fonctionnement de l'Association Triangle faisait apparaître un dépassement » mais sans donner de chiffre.

« Lequel ? » a demandé M. Gaillard « Il faudra qu'on se vote » a répondu M. Pottier. « Il faudra que vous fassiez la preuve de ce dépassement » a rétorqué l'adjoint qui a fait remarquer qu'il n'y avait pas eu de rallonge pour cette association au budget supplémentaire.

A l'invitation du maire, M. Char-

donnet s'emploie à rassurer M. Pottier.

« Voilà bien le genre de situation dans laquelle le responsable d'association que je suis n'aime pas se trouver », s'exclame alors M. Pourchet. Pour lui, si le dossier du Triangle avait été discuté au sein de la commission on n'en serait pas là. On éviterait ainsi une mise en cause d'association qu'il ne peut admettre. Il évoque au passage les difficultés qu'auront à affronter les associations au cours de l'année 1984 sur le plan budgétaire.

Le maire relève alors une contradiction entre ces propos et ceux tenus à l'occasion du débat budgétaire par un membre du groupe de l'opposition. « Combien avons nous eu raison de présenter nos propositions de caractère socio-culturel tel que nous l'avons fait et combien, parmi nous, ceux qui avaient l'intention de réduire les subventions aux associations avaient tort ».

des administrations de façon à permettre aussi l'implantation d'entreprises.

Et dit M. Chapuis, venu en renfort, « La conception de l'opération de Beauregard était mauvaise ».

Cris et sortie

M. Fréville maintient sur texte. Il est voté par l'opposition, repoussé par la majorité exception faite de Mme Palm et de MM. Jean-Pierre Duval et Jan qui s'abstiennent.

M. Michel Duval veut prendre la parole. M. Hervé la lui refuse et ajoute un commentaire concernant la poursuite de tels débats alors que « pendant ce temps, un homme est en prison ».

Cris Sortie de l'opposition, exception faite de MM. Galesne et Battais.

« Vous avez la responsabilité de cette situation, dit M. Galesne en s'adressant au maire. Vous nous imposez votre projet mais je ne vois pas en quoi il diffère totalement de celui que nous vous proposons ». Et il suggère deux modifications au texte de M. Raux.

Quant à M. Battais, il indique notamment : « J'aurais voté votre texte. Votre attitude m'en empêche ». Et il se retire.

M. Raux précise à nouveau le sens de son texte, accepte les deux modifications proposées par M. Galesne. Le vœu est voté par la majorité. M. Galesne estime que le maire a fait « preuve d'intolérance ». L'opposition regagne ses places.

Divergences de vue sur Beauregard

Le second accrochage a été provoqué par des propos malencontreux de M. Philipponneau au sujet de la ZAC de Beauregard. On a cru comprendre en effet qu'il estimait que le terrain avait été vendu à un prix trop bas aux administrations.

Tour à tour, MM. Fréville, Cressard, Duval, vont monter à l'assaut pour lui faire préciser sa pensée. « Le prix des terrains est fixé par l'administration des domaines, fait remarquer M. Cressard. Il s'agit là d'une accusation grave dont il faut apporter la preuve... ».

Et, reprendra plus tard M. Duval, « vous n'avez pas répondu à la question. Oui ou non les prix du terrain étaient-ils des prix normaux ? La réponse est oui. Vous ne voulez pas la faire ».

Des explications de M. Philipponneau il ressortira qu'il n'a pas voulu mettre en cause le prix d'acquisition des terrains mais leur sous-utilisation. « La ville, à l'époque n'a pas su résister à la pression préfectorale qui souhaitait de grands terrains... Ceux-ci ne rapportent rien à la ville ». Il aurait fallu, dit-il, limiter les ambi-



amnestybulletinen

Nr 4
1983
Pris
5 kr

tidskrift om politiska fängslanden och övergrepp

TURKIET:

Ismail Besikçi fängslad för sin forskning om kurderna



• Ismail Besikçi
fotograferad
i fängelset 1981.
Förra året dömdes
han på nytt till
tio års fängelse
och genomlider
nu ett fängelseliv
under svåra för-
hållanden.

Ismail Besikçi dömdes 1982 till tio års fängelse och fem års förvisning. Han har i flera böcker beskrivit kurdernas situation och protesterat mot den turkiska statens förföljelser av dem. Den kurdiske journalisten Mehmet Uzun har suttit fängslad tillsammans med Besikçi och berättar här om dennes kamp för kurdernas sak.

Amnestybulletin

Amnesty

tidskrift om politiska fängslanden och övergrepp

1972

Det var en varm dag sommaren 1972. Solen höll på att gå ned. Det var sakert 35 grader varmt. Han och jag "tog oss en runda" på fängelsets lilla gård. "Att ta sig en runda" är ett särskilt uttryck som används endast av fångar. Det betyder att vandra omkring med korta steg. Så gör fångarna endera när de vill röra på sig eller när de vill fördriva ledan i cellerna, eller i förekommande fall på fångelsegårdarna. Det är ett alldeles speciellt sätt att promenera. Fångarna i Turkiet kallar det "volta".

Det gjorde vi också, han och jag. Vi tog oss en runda på gården i solnedgången. Vi vistades samtidigt i militärfängelset i Kurdistans största stad, Diyarbakir.

Precis som idag, hade generalerna tagit makten i Turkiet. Precis som idag, hade tusentals turkiska och kurdiska upplysta och demokrater inspärats i fångelser. Precis som idag var militärfängelset i Diyarbakir överfullt av intellektuella kurder. Förutom att de var dömda enligt olika straffparagrafer, var allas deras brott detsamma: separatistisk verksamhet, med andra ord att försvara det kurdiska folkets existens, att vilja ha erkännande för deras mänskliga rättigheter.

Även han var med oss tillsammans i Diyarbakir. Han var en av oss. Tillsammans med oss led han fångelsens, tvångets och orättvisornas pina. Denna varma afton, då vi tog oss en runda var han mycket nervös. Den dagen hade hans huvudförhandling ägt rum, i belägringstillståndets militärdomstol. Det var en av de sista förhandlingarna. Domslutet skulle snart avfattas. Vid förhandlingarna den dagen hade befälhavaren för belägringstillståndet i Diyarbakir och rektorn vid Erzurums Universitet, där han arbetade inom lärarkollegiet innan han arresterades, infunnit sig. Tillsammans med rättsens ordförande hade dessa tre personer öppet föreslagit honom följande:

"Om du tillstår öppet att det du skrivit i din bok Förhållandena i Östra Anatolien (Dogu Anadolu-nun Duzeni) är felaktigt, blir du frigiven. I annat fall kan du se fram emot omfattande påföljder".

Den turkiska staten, militären, universitetsäm-betet och rättsväsendet hade sammansvurit sig och idkade öppet, med domstolsmanteln som förevändning, utpressning mot honom; endera skulle han avstå från att försvara det kurdiska folkets existens och deras mänskliga rättigheter, eller skulle han bli dömd.

Därför var han så nervös under vår aftonrunda den kvällen. "Hur kan de kräva något dylikt av mig, en forskare och vetenskapsman?" frågade han mig. "Omöjligt. Som vetenskapsman kan jag inte förneka sanningen," sa han. "Som vetenskapsman har jag ett ansvar inför mig själv, inför vetenskapen och inför min egen tidsålder. Jag vägrar avsäga mig mitt ansvar för att bli frikänd," tillade han.

För den respekt han hyste för sig själv, för sin tids-ålder, avsåg han sig aldrig sitt ansvar. År 1973 dömdes han till 13 års fängelse.

År 1974 utfärdades allmän amnesti och alla vi kunde återgå till ett vanligt liv.

1976

Den 22 mars 1976 blev jag åter arresterad. Tillsammans med en grupp intellektuella kurder hade vi börjat ge ut en kurdisk-turkisk, kulturpolitisk må-nads-tidskrift Rizgari (Befrielse). Jag var ansvarig ut-givare. En halv timme efter utgåendet av första numret, hämnade jag som häktad i fängelset i Anka-ra. Vid arresteringen ställde jag en enda fråga till rättsens ordförande: "Hur är det möjligt att en tid-skrift om 110 sidor, dessutom till hälften på kurdiska, kan genomgå så grundligt på en halv timme, att den kan anses brottslig?" Men orsaken till arresteringen var entydig: vi hade börjat trycka skrifter på det kur-diska språket.

Sedan en vårdag besökte han mig i fängelset. Han log igen som han alltid brukade. Efter amnestin ha-

de han veiat återvända till sitt torna arbete vid un-iversitetet. Trots att han varit doktorand acceptera-des han inte. Han var en suverän skribent, sökte till olika tidningar och tidskrifter men accepterades in-te. Däremot, vid sidan av allt detta, ombads han att bli huvudredaktör med en förmålig lön för en chau-venistisk tidskrift som öppet hade samröre med den turkiska underrättelseorganisationen.

Detta accepterade han inte. Precis som den varma sommardagen 1972, ville turkiska staten att han av-sade sig sitt ansvar inför sig själv och sin tidsålder: han accepterade varken den förmåliga lönen eller posten som huvudredaktör.

Vid hans besök denna vårdag, frågade jag honom om marguenterna redan blommade utanför. Jag fick till svar att han inte visste, att även han själv levde ett slags fångelseliv. Från arla morgon till sent på kväl-len arbetade han, satt på olika bibliotek.

"Jag skall personligen bevisa, med dess egna doku-ment, hur den turkiska staten är fientligt inställd till de mänskliga rättigheterna och vetenskapen. Denna sat, som villde få mig att överge mit ansvar för människan och vetenskapen," sade han.

Produkten av detta hans "ett slags fångelseliv" blev en sene böcker under titeln Bilim Yöntemi (Vetenskaplig metod). Fyra böcker utkom tätt efter va-randra.

I böckerna lade han fram bevis för hur den turkiska statens attityder till Kurdistan och det kurdiska folket föll heit utanför alla vetenskapliga kriterier. Han påvisade med stöd av dokumenten från Tur-kiets förste president. M Kemal Atatürk, personli-gen organiserade olika konferenser, att statens språkliga, kulturella och etniska synsätt var rasis-tiskt.

Men genast efter att böckerna publicerats arrester-ades han. Protester mot arresteringen hördes från olika organisationer utanför Turkiet. Amnesty In-ternational engagerade sig särskilt i hans fall och ut-topade honom till årets samvetsfånge. En av de många olika författarförbund som protesterade mot hans arrestering var Sveriges Författarförbund: ord-föranden Jan Gehlin uttryckte sin protest i ett brev daterat den 8 november 1979 till Turkiets president.

1980

Straffet för dessa böcker avtjänades och så småningom blev han fr. Men i och med att generalerna

ater den 12 september 1980 kom till makten, arrester-ades han igen. Den gången beskyllde staten honom för ett av hans brev. Det gällde ett tackbrev till det schweiziska Författarförbundet, vars ordförande ha-de uttryckt sitt förbunds solidaritet till honom. I det-ta tackbrev, daterat den 14 augusti 1980, hade han själv berättat att han bestraffats för att han som ve-tenskapsman bara kunde säga sanningen.

Uppvisande detta brev som orsak, bestraffades han åter av den turkiska staten.

1982

Den 23 mars 1982 dömdes han igen till 10 års straff. Samt 5 års förvisning.

Just nu försöker han genomgå sitt fångelseliv med hård toryt. Hans enda brott är att han som turkisk vetenskapsman talar om och skriver om att i Turkiet lever ett kurdiskt folk om 10 miljoner. Han är egentligen som gossen i H C Andersens saga om Kejsarens Nya Kläder. Medan universitetsäm-betet applåderar för statens politik i den kurdiska frågan; menar han att denna politik är lögnaktig. Därmed drabbas han av kejsarens vrede.

Från olika håll i världen, både enskilt och från ör-ganisationer, gör man påtryckningar till Ankara för att få honom frigiven. Man visar på olika sätt solida-ritet för honom. Senast utvalde styrelsen honom till hedersmedlem i svenska PEN-klubben på årsmötet den 7 december 1982.

I sitt senaste mål, då han dömdes till 10 års fängel-se, var hans sista rader i den 239 sidor långa slutplä-deringen följande: "Som jag även redan uttryckt i det skrivna försvarstalet har jag i mitt brev förklarats den kurdiska frågan, alltså utvald sanningar. Vetenska-pen accepterar inga eftergifter på den punkten. Det är därför otänkbart att bestraffa en enskild person för att likväl inte acceptera eftergifter."

Dessvärre är den fåfånge kejsarens tillvägagångs-sätt gentemot den sanningstalande gossen föga för-nuftsmissigt, snarare förödande.

Alla människor och organisationer som hyser re-spekt för människan och vetenskapen, kan ge ho-nom sitt stöd, på olika sätt uttrycka sin solidaritet för honom, som råkat ut för kejsarens förödande vrede.

- Mehmet Uzun

Journalisten Mehmet Uzun är kurd. Han är född 1953. När han var 18 år fängslades han första gången. 1971-73 satt han i militärjuntans fångelser i Diyarbakir och Ankara som straff för sina kontakter med det turkiska arbetarpartiet.

En tid satt han fängslad tillsammans med Is-mail Besikci. De båda samarbetade sedan de fri-givits, bl a med utgivningen av Besikcis böcker. Mehmet Uzun blev redaktör för Rizgari, en poli-tisk och kulturell månadstidning som kom ut på kurdiska och turkiska. Enligt turkisk lag vid den tiden hade man rätt att ge ut alla slags tidningar utan specialtillstånd, men Rizgari utsattes redan efter det första numret för förföljelse och trakas-serier.

I februari 1978 dömdes Mehmet Uzun som ansvarig utgivare till tre års fängelse för det första numret av Rizgari, anklagad enligt den turkiska grundlagens artikel 142 för att "ha spritt kurdisk propaganda." Då var han inte längre kvar i Tur-kiet. Han fick 1978 politisk asyl i Sverige och ar-betar nu som familjepedagog i Botkyrka i Stock-holm.

Ismail Besikci är en turkisk sociolog och förfat-tare till flera böcker där han behandlar kurdernas situation och protester mot förföljelsen emot dem. För detta har han fängslats i flera om-gångar.

I mars 1982 dömdes han på nytt, nu till 10 års fängelse och fem års förvisning, och anledningen var ett brev som han hade skrivit till författarför-bundet i Schweiz med tack för det stöd han hade fått under sin senaste fångelsevistelse. I brevet berättade han också om de turkiska myndighe-ternas behandling av kurderna.

"Universiteten har", skrev Besikci, "övergett den vetenskapliga sanningen genom att förneka existensen av en kurdisk nation". Besikci har överklagat det stränga straffet men förlorat i en högre rättsinstans. Han lever under mycket svåra fångelseförhållanden och har ännu inte fått träffa sin försvarsdoktor. Han är adopterad av Am-nesty International och valdes 1982 till hedersle-damot i den svenska PEN-klubben.

- Marianne Eyre